



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 10 AVRIL 1920.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 10TH APRIL, 1920.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

Tarif des annonces :

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 25c.

Feuilles volantes, 75c par douzaine.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "*Gazette Officielle*" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules :

1. Address : The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

The rates are :

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 25 cents per single number.

Slips 75 cents per dozen.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "*Official Gazette*" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante :

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre ; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion ; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.

LS-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

831

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning :

The first number is our document number ; the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

LS-A. PROULX,

King's Printer.

832

Government House.

Lettres patentes

Letters patent

"Mount Royal Housing Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de mars 1920, constituant en corporation : Claude-Raoul Morrison, vendeur, ville Mont-Royal, P.Q., Archibald Lamont MacKenzie, comptable, Outremont, P.Q., Delle Ann-May Hynd, et Delle Chrystina Matheson, sténographes, Herbert-Sidney Adlington, secrétaire de compagnies, Montréal, P.Q., pour les fins suivantes :

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement, détenir et améliorer des terres, tenements, héritages, immeubles et intérêts en iceux, et généralement faire affaires comme compagnie de construction et foncière, avec pouvoir d'acheter, détenir, développer, améliorer, déblayer, peupler, cultiver, louer, échanger, vendre et autrement trafiquer et disposer de biens-fonds et terrains incultes ou non ainsi que d'aucun intérêt ou droits en iceux, et sur ces terrains faire, construire, ériger, bâtir et entretenir des chemins, ponts et autres voies de communication internes, des maisons, moulins, fabriques, manufactures, ainsi que les autres bâtisses et structures, nécessaires ou convenant à l'occupation ou à l'amélioration d'aucuns tels terrains, y faire et exécuter aucunes structures ou améliorations :

Vendre, louer, transférer, échanger, aliéner ou autrement disposer d'aucun tel bien-fond ou d'aucune partie d'icelui, et développer, améliorer et diviser aucune telle propriété en lots à bâtir, en rues, ruelles, squares ou autrement ;

Faire des avances d'argent, au moyen de prêts aux acheteurs ou locataires d'aucune partie des biens-fonds de la compagnie, pour fins de construction ou d'autres améliorations, aider par prêts ou autrement à construire et entretenir des chemins, rues, aqueducs, égouts, et d'autres travaux d'améliorations propres à rendre la propriété de la compagnie plus accessible et à accroître sa valeur ;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, biens et charges en garantie de remboursement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou d'aucune somme d'argent due à la corporation par les acheteurs ou prêtée par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction ou d'autres améliorations ;

Acquérir et posséder des bâtisses à bureau, maisons de rapport ainsi qu'aucune catégorie de bâtisses, et les vendre, les louer en tout ou en partie, agir aussi comme gérants ou agents de ces bâtisses ;

Construire ou acquérir par bail, achat ou autrement, exploiter des usines pour produire, vendre et disposer de la force ou de l'énergie à

"Mount Royal Housing Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of March, 1920, incorporating : Claude-Raoul Morrison, salesman, town of Mount Royal, Archibald Lamont Mackenzie, accountant, Outremont, Miss Ann May Hynd, and Miss Christina Matheson, stenographers, Herbert Sidney Adlington, secretary of companies, Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and to use, hold and improve lands, tenements, hereditaments, immovables and interest therein, and generally to carry on the business of a construction and land company, with the powers of purchasing, holding, developing, improving, clearing, settling, cultivating, renting, exchanging, selling and otherwise dealing in and disposing of real estate and lands whether cultivated or not and any interest or right therein, and in and upon such lands to make, construct, erect, build and maintain roads, bridges and other internal communications, houses, mills, factories, manufactories, and other buildings and works necessary or expedient for the occupation or improvement of any such lands, and to operate and carry on any works or improvements thereon ;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of, or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers, and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value ;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements ;

To acquire and own office buildings, apartment houses, and any and all other classes of buildings, and to sell, or lease the same, or parts thereof, and to act as managers or agents for such buildings ;

To construct or acquire by lease, purchase or otherwise and to operate works for the production, sale and disposal of steam, electric, pneuma-

vapeur, électrique, pneumatique, hydraulique et autre, et produire, créer, développer, acquérir par bail ou autrement, contrôler et généralement faire commerce de, utiliser, vendre, louer ou autrement disposer de cette force à vapeur, électrique, pneumatique, hydraulique et autre, pour aucunes fins et aucuns objets auxquels elle s'adapte, pourvu toutefois que les droits, privilèges et pouvoirs que les présentes confèrent à la compagnie, par ce paragraphe, d'acquérir, utiliser et disposer de la force ou énergie électrique, hydraulique, pneumatique ou autre soient régis, dans le Ville Mont-Royal, par la législation provinciale et la réglementation municipale y relatives ;

Solliciter et acquérir, à aucunes conditions, des brevets d'invention, droits brevetés, concessions, licences, marques de commerce, droits de reproduction ou d'aucuns autres privilèges ou avantages de même nature, pour aucune affaire, aucun article ou objet de fabrication, ou convenant à l'industrie de la corporation, les faire valoir en les livrant à l'industrie ou à l'exploitation, en accordant des permis à leur sujet, ou autrement ;

Acheter ou autrement acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété, de l'actif ou du passif d'aucune personne, société ou compagnie exerçant une industrie dont les objets sont totalement ou partiellement semblable à ceux de la corporation, ou qui possède des biens convenant et appropriés aux fins de la compagnie ;

Conclure aucun arrangement relatif au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque, ou autrement, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant, se livrant à, ou sur le point d'exercer aucun commerce ou genre d'affaires que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou s'associer à aucune telle corporation ;

Faire, avec aucuns gouvernements ou pouvoirs, suprêmes, municipaux, locaux ou autres, aucunes conventions paraissant appropriées aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir d'aucun tel gouvernement ou pouvoir les droits, privilèges et concessions qu'on croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer et se conformer à ces conventions, droits, privilèges et concessions ;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, pour le prix convenu, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la corporation ;

Prélever et aider à prélever des deniers, au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures, ou autrement, de valeurs ou autres effets d'aucune autre compagnie ou corporation, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telles personnes avec lesquelles la compagnie peut se trouver en relations d'affaires ;

Emettre des actions libérées, des obligations, ou des débentures en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, émettre aussi ces actions libérées, ces obligations ou autres valeurs en paiement intégral, partiel, ou en échange des actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie exerçant un commerce

tie, hydraulic and other power or force, and to produce, create, develop, acquire by lease or otherwise, and to control and generally deal in and use, sell, lease or otherwise dispose of such steam, electric, pneumatic, hydraulic and other power, for any uses and purposes to which the same are adapted, provided always that the rights, privileges and powers hereby conferred upon the company in this paragraph in acquiring, using and disposing of electric, hydraulic, pneumatic, or other power or force shall be subject to all the laws and regulations of the provincial and municipal authorities in that behalf in the Town of Mount Royal ;

To apply for and acquire on any terms, letters patent of invention, patent rights, processes, concessions, licenses, trade marks, copyrights, or any other privileges or protections of a like nature for or connected with any matter, article or subject of manufacture, or convenient for the business of the company, and to turn the same to account by manufacturing or working the same, or granting licenses in respect thereof or otherwise ;

To purchase or otherwise acquire or undertake all or any part of the business, property, assets, or liabilities of any persons, partnership or company, carrying business with objects similar in whole or in part to those of the company or possessed of property suitable and proper for the purposes of the company ;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership or company, carrying on or engaged in or about to carry on any business or transaction which this company is authorized to carry on or to amalgamate with any such company ;

To enter into any arrangement with any governments or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions, which it may be desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with or sell and dispose of any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property, rights, or undertakings of the company, for such consideration as may be agreed upon, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part, similar to those of the company ;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise, securities or otherwise of any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such persons with whom the company may have business relations ;

To issue paid up shares, bonds or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire and also to issue such fully paid shares, bonds or other securities in payment, part payment or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar, in whole or in part, or incidental to the

totalemet ou partiellement semblable ou se rattachant au commerce de la présente corporation ;

Acheter, acquérir, détenir et posséder des actions du capital, des obligations ou d'autres valeurs d'aucune autre compagnie, corporation ou personne exerçant, se livrant à aucun commerce que la présente compagnie est autorisée à exercer ou auquel elle peut se livrer, acquérir aussi, détenir ou autrement disposer de ces actions, obligations ou autres valeurs ;

Placer des deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en nature, aucuns biens, aucunes valeurs de la compagnie, et particulièrement aucunes actions débetures ou valeurs d'une ou plusieurs autres compagnies qui auront acheté ou assumé la totalité ou aucune partie de la propriété, de l'actif ou du passif de la présente corporation ;

Faire tous les actes et toutes les choses qui se rattachent ou tendent à la réalisation des objets précités ou d'aucun d'eux, exercer aussi aucun commerce de fabrication ou autre connexe aux fins et objets mentionnés, et que la compagnie jugera propre à être convenablement exercé par la compagnie ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucuns, de ses biens ou droits ou de les rendre profitables ;

Faire toutes les choses qu'autorisent les présentes, ou aucunes d'icelles, soit seuls soit conjointement avec d'autres, comme facteurs, agents ou en une autre qualité ;

Les pouvoirs énumérés dans chaque paragraphe ne seront aucunement limités ou restreints par référence aux termes d'aucun autre paragraphe ou déduction d'icelles, sous le nom de "Mount-Royal Housing Company, Limited", avec un capital total de cinq cent mille piastres (500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal. Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1339 ALEXANDRE DESMEULES.

business of this company ;

To purchase, acquire, hold and own shares of the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual, carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities ;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To distribute among the shareholders of the company in kind, any property or assets of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have been purchased or taken over, either in whole or in part, the property, assets or liabilities of this company

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them, and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects set forth, and which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights ;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors, or agents or others ;

The powers in each paragraph to be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "Mount Royal Housing Company, Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into five thousand (5000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1340 Acting Assistant Provincial Secretary.

"The Standard Waterproof Company, Limited".

Avis est donné au public qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de mars 1920, constituant en corporation : Abram Taylor, artiste, Louis Reubins, ouvrier en ciment, Lily Garber, Dame Louis Garber, expéditeur, Michael Garber, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes :

Manufacturer, acheter et vendre, exporter, importer, trafiquer et faire commerce de toutes les sortes de hardes, paletots pour la pluie et vêtements imperméables à l'usage des messieurs et des dames, du drap, du coton, des nouveautés, étoffes, lainages, tissus, ou d'aucun article se rattachant d'aucune manière, directement ou indirectement au commerce susmentionné ;

Acheter, revendre, accepter, souscrire, recevoir, acquérir, détenir, vendre ou aliéner d'aucune manière des actions, des parts, ordinaires ou privilégiées, des débetures, bons et autres obligations dans aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables

"The Standard Waterproof Clothing, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1920, incorporating Abram Taylor, designer, Louis Reubins, cementer, Lily Garber, lady, Louis Garber, shipper, Michael Garber, lawyer, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, buy and sell, import and export trade and deal, in all kinds of clothing raincoat and waterproof garments for men's and ladies' wear, cloth, cotton, dry goods, tweeds, woollens, fabrics or any article connected in any way, directly or indirectly with the above mentioned trade ;

To purchase, resell, accept, take, receive, acquire, hold, sell or dispose of in any way, shares, stock, either common or preferred debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on

aux objets de la présente corporation, ou qui exerce aucun commerce susceptible de profiter directement ou indirectement à la présente compagnie ;

Acquérir, assumer, louer et exploiter aucune corporation, compagnie, société ou association exerçant, au Canada ou ailleurs, un commerce d'aucun genre se rattachant directement ou indirectement au commerce ou à partie du commerce qu'exerce la "The Standard Waterproof Clothing", avec les valeurs, marques de commerce, dessins, patentes, licences et l'achalandage se rattachant directement ou indirectement aux objets de la "The Standard Waterproof Clothing Limited", et en acquitter le prix convenu soit en argent soit en actions entièrement libérées du capital social de la compagnie constituée aux présentes, ou partiellement en numéraire et partiellement en actions libérées ;

Ouvrir et tenir des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, échoppes, agences, privées, comptoirs de magasins à rayons ainsi que toutes catégories de postes commerciaux ou se transigeront les affaires de la compagnie ;

Prendre des agences pour aucune corporation, société ou personne exerçant un genre d'affaires connexe à aucun des objets de la présente compagnie ;

Se fusionner avec aucune compagnie, société ou personne exerçant un commerce d'aucune façon semblable à celui de la présente compagnie ;

Vendre, céder ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce de la présente compagnie, en échange d'aucune partie du commerce de la présente compagnie en faveur d'aucune corporation, société ou personne, et accepter, comme prix, des actions, débiteures, obligations ou valeurs d'aucune autre compagnie ;

Acquérir, acheter, prendre ou céder à bail, vendre, échanger ou aliéner d'aucune manière de la propriété immobilière ou foncière que la présente compagnie jugera nécessaire ou utile à l'exercice d'aucun commerce ;

Emettre, vendre et répartir avec l'assentiment des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, professionnels ou autres ; des actions entièrement acquittées du capital social de la présente compagnie, sous le nom de "The Standard Waterproof Clothing, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1920.

1341 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company ;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm of partnership, carrying on business in Canada or elsewhere in any line connected directly or indirectly with the business or part of the business carried on by "The Standard Waterproof Clothing, Limited", together with any assets, trade-marks, designs, patents, licenses and good-will connected either directly or indirectly with the purposes of "The Standard Waterproof Clothing, Limited", and to pay for same the price agreed, upon either in cash or in fully paid-up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid-up shares ;

To open and operate branches, manufactures, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on ;

To take agencies for any company, corporation, partnership or persons carrying on business in any line connected with any of the present company's objects ;

To amalgamate with any company, partnership of person carrying on a business similar in any way to that of the present company ;

To sell, transfer, or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company ;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immovable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business ;

To issue, sell and allot with the approval of the shareholders for services rendered to the company either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company, under the name of "The Standard Waterproof Clothing Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1920.

1342 C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Département du trésor

Treasury Department

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Palatine Insurance Company, Ltd", de Londres, Angleterre, autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu a été modifié, lui accordant le droit de transiger l'assurance des automobiles le et après le premier jour d'avril 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : W. S. Jopling, 232 rue Saint-Jacques, Montréal, P.Q.

Donné conformément à l'article 6950, S.R.P.Q., 1909, ce premier jour d'avril 1920.

Notice is hereby given that the certificates of registry issued to "The Palatine Insurance Company, Limited", of London, Eng., authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Automobile Insurance on and after the 1st day of April, 1920.

The name and address of the Chief Agent for the Province of Quebec, are : W. S. Jopling, 232 Saint James street, Montreal, P.Q.

Given pursuant to article 6950, R.S.P.Q., 1909, this first day of April, 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances, P. Q.,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor. 1335—15-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Dominion of Canada Guarantee and Accident Company", de Toronto, Ont., autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de garantie, l'assurance contre la maladie, les accidents, le vol et le feu, et l'assurance des glaces a été modifié, lui accordant le droit de transiger l'assurance des chaudières à vapeur le et après le premier jour d'avril 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent principal, pour la province de Québec, sont : E. Roberts, 17 rue Saint-Jean, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances, P. Q.,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1225—14-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The General Animals Insurance Company of Canada", de Montréal, P. Q., autorisant cette compagnie à transiger, dans la province de Québec, des affaires d'assurance de bétail a été modifié, lui accordant le droit de transiger des affaires d'assurance des glaces le et après le premier jour d'avril 1920.

Le nom et l'adresse de l'agent-chef, pour la province de Québec, sont : R. A. Ledue, 71a rue Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances, P. Q.,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec 1227—14-2

Avis est par le présent donné que "The Royal Indemnity Company", de New York, N. Y., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance contre les accidents, la maladie et le vol et d'assurance des automobiles, des chaudières à vapeur et de garantie le et après le vingt-cinquième jour de mars 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont J. H. Labelle, 2 Place d'Armes, Montréal, P. Q.,

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-cinquième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances, P. Q.,
F. L. MONCK.

Branche des assurances,
Département du trésor, Québec. 1229—14-2

Avis est par le présent donné que, conformément à la loi des assurances de la province de Québec, et la loi 10 Georges V, chapitre 128, La Prévoyance (The Provident), de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province des affaires d'assurance con-

For the Treasurer of the Province of Quebec,
P. Q.,

F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance branch,
Treasury department. 1336—15-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Dominion of Canada Guarantee and Accident Company," of Toronto, Ont., authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of guarantee, sickness, accident, burglary, plate-glass and fire insurance has been extended to include the business of steam boiler insurance on and after the 1st day of April, 1920.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : E. Roberts, 17 Saint John street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-fifth day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 1226—14-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The General Animals Insurance Company of Canada", of Montreal, P. Q., authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Animal Insurance has been extended to include the business of plate glass insurance on and after the 1st day of April, 1920.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : R. A. Ledue, 71a Saint-James street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty-fifth day of March, 1920.

For the treasurer of the Province of Quebec,
F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 1228—14-2

Notice is hereby given that "The Royal Indemnity Company", of New York, N. Y., has been registered to transact, within the Province of Quebec, the business of accident insurance, automobile insurance, guarantee insurance, bur- of Quebec, the business of acciden insurance, automobile insurance, guarantee insurance, burglary insurance, sickness insurance and steam boiler insurance on and after the twenty-fifth day of March, 1920.

The name and address of the chief agent, for the Province of Quebec, are : J. H. Labelle, 2 Place d'Armes, Montreal, P. Q.,

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twenty fifth day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

F. L. MONCK,
Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec.

1230—14-2

Notice is hereby given that pursuant to the Quebec Insurance Act and the Act 10 George V, chap. 128, "La Prévoyance" (The Provident), of Montreal, P. Q., has been licensed and registered to transact in this Province the business of fire insurance on the cash system in addition to

tre le feu d'après le système au comptant en plus de l'assurance contre l'accident et la maladie et sur la vie, les glaces et l'assurance contre le vol pour lesquelles elle est déjà licenciée et enregistrée.

Le siège principal de la compagnie est situé dans la cité de Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce quatorzième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances, P. Q.,

F. L. MONCK.

Division des assurances,

Département du trésor, Québec. 1241—14-2

Avis est par le présent donné que "The Workmen's Circle", de New-York, N. Y., a été enregistrée pour faire les affaires dans la province de Québec, d'assurance-vie, le et après le premier jour d'avril 1920.

Le nom et l'adresse du principal agent, pour la province de Québec, sont : Barry Bishikoff, 48 rue Drolet, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce vingt-neuvième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances, P. Q.,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec.

1269—14-2

Avis est par le présent donné que "The Workmen's Circle", société de secours mutuels incorporée en vertu des lois de l'état de New York des Etats-Unis, ayant obtenu un permis du département des assurances du Canada, sous le numéro 848, à l'effet de faire les opérations, dans la puissance du Canada, l'assurance-vie, le permis numéro 205 émis par la branche des assurances du département du trésor de la province de Québec est en conséquence annulé à compter du premier jour d'avril 1920.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-neuvième jour de mars 1920.

Pour le trésorier de la province de Québec,

Le surintendant des assurances, P. Q.,

F. L. MONCK.

Branche des assurances,

Département du trésor, Québec. 1271—14-2

accident insurance, sickness insurance, life insurance, plate glass insurance, guarantee insurance and theft insurance for which it is already licensed and registered.

The head office of the company is situated in the city of Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fourteenth day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec, P. Q.,

F. L. MONCK,

Superintendent of insurance.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

1242—14-2

Notice is hereby given that "The Workmen's Circle" of New York, N. Y., has been registered to transact within the Province of Quebec, the business of Life Insurance on and after the first day of April, 1920.

The name and address of the chief agent for the Province of Quebec, are : Barry Bishikoff, 48 Drolet street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty-ninth day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F. L. MONCK,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec, P. Q.

0261—14-2

Notice is hereby given that "The Workmen's Circle", a mutual benefit association incorporated in virtue of the laws of the State of New York, U. S. A., having been licensed by the Insurance Department of Canada, under number 848, for the purpose of transacting within Canada the business of Life Insurance, the license number 205 issued by the Insurance Branch of the Treasury Department of the Province of Quebec has been, therefore cancelled from the first day of April, 1920.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty-ninth day of March, 1920.

For the Treasurer of the Province of Quebec,

F. L. MONCK.

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec. 1272—14-2

Ministère de l'agriculture

Changement du nom de la "Société Coopérative Agricole des Fromagers de Québec" en celui de "Coopérative Centrale des Agriculteurs de Québec."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par l'article premier de la loi adoptée à la dernière session de la Législature de Québec, les directeurs ont, par règlement, dûment adopté en assemblée régulière, tenue en la paroisse de Sainte-Cécile-du-Bic, dans le comté de Rimouski, le vingt-trois février 1920, changé le nom de la "Société coopérative agricole des fromagers de Québec" en celui de "Coopérative centrale des agriculteurs de Québec", sous lequel nom cette société fera dorénavant affaires, et que le siège de son principal établissement sera en la cité de Montréal.

Department of Agriculture

Change of name of the "Société Coopérative Agricole des Fromagers de Québec" into that of "Coopérative Centrale des Agriculteurs de Québec."

Notice is hereby given that by virtue of the powers conferred on them by article 1 of the act adopted at the last session of the Quebec Legislature the directors have, by by-law duly adopted at a regular meeting, held in the parish of Sainte-Cécile-du-Bic, in the county of Rimouski, the twenty third February, 1920, changed the name of the Société coopérative agricole des Fromagers de Québec into that of "Coopérative centrale des agriculteurs de Québec", under which name this society shall, in future, do business and that its chief place of business will be in the city of Montreal.

Québec, le trentième jour du mois de mars mil neuf cent vingt.

Le ministre de l'agriculture,
1345 JOS.-ED CARON.

Quebec, the thirtieth day of the month of March, one thousand nine hundred and twenty.

JOS. ED CARON,
1346 Minister of Agriculture.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3540.

Avis est par les présentes donné que Dame M.-Louise Scott, de la ville de Westmount, district de Montréal, épouse commune en biens de Thomas-H. Jordan, du même lieu, marchand, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux.

Montréal, 6 avril 1920.

Le procureur de la demanderesse,
1367—15-5 HENRI TUCKER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1230. Dame Rebecca Pfeffer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Aaron Rachbach, du même lieu, marchand, dûment autorisée par jugement de la Cour supérieure du district de Montréal, aux fins des présentes, demanderesse; vs Aaron Rachbach, du même lieu, marchand, défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, 29 mars 1920.

Le procureur de la demanderesse,
1281—14-5 LOUIS FITCH.

Canada, province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No 6539. Dame Yvonne Samson, épouse commune en biens de Alexis Savard, ancien marchand, tous deux du village de Saint-Jérôme-de-Matane, district de Rimouski, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Alexis Savard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

Rimouski, 29 mars 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
1293—14-5 SASSEVILLE & GAGNON.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1872. Dame Rachel Goldberg, de la cité et district de Montréal, épouse de Morris Schwartz, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Morris Schwartz, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour de mars 1920.

Montréal, 30 mars 1920.

Le procureur de la demanderesse,
1295—14-5 N. W. JACOBS.

Cour supérieure, Bedford, No 588. Dame Eva Casgrain, épouse de Napoléon Bédard, cultivateur, du village de Warden, district de Bedford, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Napoléon Bédard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 17 mars 1920.

Le procureur de la demanderesse,
C. A. NUTTING.
Sweetsburg, Bedford, 20 mars 1920.

1175—13-2

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3540.

Notice is hereby given that Dame M.-Louise Scott, of the town of Westmount, in the district of Montreal, wife common as to property of Thomas H. Jordan, of the same place, merchant, has, this day, instituted an action in separation as to property against her husband.

Montreal, 6th April, 1920.

HENRY TUCKER,
1368—15-5 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1230. Dame Rebecca Pfeffer, of the city and district of Montreal, wife common as to property to Aaron Rachbach of the same place, merchant, duly authorized by judgment of the Superior Court, for the district of Montreal, for the purpose of these presents, plaintiff; vs Aaron Rachbach, of the same place, merchant, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted by plaintiff against defendant.

Montreal, 29th March, 1920.

LOUIS FITCH,
1282—14-5 Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 6539. Yvonne Samson, wife common as to property of Alexis Savard, formerly merchant, both of the village of Saint-Jérôme-de-Matane, district of Rimouski, duly authorized, plaintiff; vs the said Alexis Savard, defendant.

An action for separation as to property has been taken before this Court, on 29th March, 1920.

Rimouski, 29th March, 1920.

SASSEVILLE & GAGNON,
1294—14-5 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1872. Dame Rachel Goldberg, of the city and district of Montreal, wife of Morris Schwartz, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice, plaintiff; vs the said Morris Schwartz, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 20th day of March, 1920.

Montreal, 30th March, 1920.

N. W. JACOBS,
1296—14-5 Attorney for plaintiff.

Superior Court, Bedford, No. 588. Dame Eva Casgrain, wife of Napoléon Bédard, of the village of Warden, in said district, farmer, duly authorised to ester en justice, plaintiff; vs the said Napoléon Bédard, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 17th March, 1920.

C. A. NUTTING,
Sweetsburg, Bedford, 20th March, 1920.

1176—13-2

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 179.

Dame Alphonsine Caisse, de la cité de Lévis, actuellement à Saint-Jean-de-Dieu, district de Kamouraska, épouse commune en biens de François-Antoine Duclos *alias* Antonio Roy, du même lieu, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs François-Antoine Duclos *alias* Antonio Roy, de la cité de Lévis, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-troisième jour de février mil neuf cent vingt.

Québec, 5 mars 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
BELLEAU, BAILLARGEON,
957—11-5 BELLEAU & BOULANGER.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 159.

Dame Marie-Louise Couillard, de Montréal, épouse de Ulric Lefebvre, barbier, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Ulric Lefebvre, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le dixième jour de février 1920.

Montréal, le 2 mars 1920.

L'avocat de la demanderesse,
959—11-5 DEMETRIUS BARIL.

Province de Québec, district des Trois-Rivières, Cour supérieure, No 296.

Dame Azélie Davidson, du village de Sainte-Thècle, dans le district des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Henri Gervais, journalier, de la ville de La Tuque, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Henri Gervais, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26ième jour de novembre 1919.

Le procureur de la demanderesse,

C-ROMULUS DUCHARME.

Trois-Rivières, 9 mars 1920. 1005—11-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 563. Eugénie Gadreau, de Montréal, épouse de Joseph Grégoire, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Grégoire, de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, contre le défendeur.

Montréal, 17 mars 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
1239—14-5 MASSON & BILLETTE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 2878. Dame Marie-Laure Lajeunesse, épouse commune en biens de Joseph-Edmond Gascon dit Racette, journalier, tous deux des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; et ledit Joseph-Edmond Gascon dit Racette, défendeur.

Une action en séparation de bien a été intentée le 19 février 1920.

Montréal, 25 mars 1920.

Les procureurs de la demanderesse,
1275—14-5 DESBOIS & SIMARD.

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 177.

Dame Alphonsine Caisse, of the city of Lévis, presently of Saint-Jean-de-Dieu, district of Kamouraska, wife common as to property of François-Antoine Duclos *alias* Antonio Roy, of the same place, contractor, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs François-Antoine Duclos *alias* Antonio Roy, of the city of Lévis, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the twenty third day of February, one thousand nine hundred and twenty.

Quebec, 5th March, 1920.

BELLEAU, BAILLARGEON,
958—11-5 BELLEAU & BOULANGER,
Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 159.

Dame Marie Louise Couillard, of Montreal, wife of Ulric Lefebvre, barber, of the city and district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Ulric Lefebvre, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the tenth day of February, 1920.

Montreal, 2nd March, 1920.

960—11-5 DEMETRIUS BARIL,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Three Rivers, Superior Court, No. 296.

Dame Azélie Davidson, of the village of Sainte-Thècle, in the district of Three Rivers, wife common as to property of Henri Gervais, day-labourer, of the town of La Tuque, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Henri Gervais, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 26th day of November, 1919.

C. ROMULUS DUCHARME,

Attorney for the plaintiff.

Three Rivers, 9th March, 1920. 1006—11-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 563. Eugénie Gadreau, of Montreal, wife of Joseph Grégoire, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Grégoire, of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

Montreal, 17th March, 1920.

1240—14-5 MASSON & BILLETTE,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2878. Dame Marie-Laure Lajeunesse, wife common as to property of Joseph-Edmond Gascon *alias* Racette, laborer, both of the city and district of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Joseph-Edmond Gascon *alias* Racette, defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 19th February, 1920.

Montreal, 25th March, 1920.

1276—14-5 DESBOIS & SIMARD,
Attorneys for plaintiff.

Assemblée générale annuelle

Annual general meeting

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER "QUEBEC CENTRAL"

"QUEBEC CENTRAL" RAILWAY COMPANY.

Avis aux actionnaires

Notice to stockholders.

La date de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la compagnie ayant été changée par règlement du troisième mercredi d'octobre au troisième mercredi d'avril, pour se conformer aux exigences de la loi fédérale des chemins de fer, et faire correspondre à l'année du calendrier l'année fiscale des compagnies ferroviaires.

The date of the annual general meeting of the shareholders of the Company having been changed by by-law from the third Wednesday, in October, to the third Wednesday, in April, in order to conform to the requirements of the Dominion Railway Act, 1919, making the fiscal year of railway companies correspond with the calendar year.

Avis est aux présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la compagnie de chemin de fer "Québec Central", aura lieu dans les bureaux de la compagnie du chemin de fer "Pacifique Canadien", à Montréal, le mercredi, 21 avril mil neuf cent vingt, à midi, pour procéder à l'élection des deux administrateurs représentant les obligataires, tel que requis par la constitution de la compagnie, et transiger aucune autre affaire qui sera dûment soumise à la considération de l'assemblée.

Notice is hereby given that the annual general meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 21st April, one thousand nine hundred and twenty, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the security holders as required by the constitution of the Company and for the transaction of such other business as may properly come before the said meeting.

Pour les fins de l'assemblée, les registres de transfert seront fermés mardi, le 13 avril à 3 hrs p. m., et rouverts jeudi, le 22 avril à 10 hrs a. m.

For the purposes of the meeting the transfer books will close on Tuesday, the 13th April, at 3 hrs. p. m., and will re-open on Thursday, the 22nd April, at 10 o'clock.

Par ordre du conseil d'administration,

By order of the board,

Le secrétaire,

H. C. OSWALD.

H. C. OSWALD,

Secretary.

Montréal, 5 mars 1920.

1279-14-3

Montreal, 5th March, 1920.

1280-14-3

Avis divers

Miscellaneous Notices

Avis est donné au public, conformément à l'article 7295a des Statuts refondus, 1909, que la Corporation d'Energie de Montmagny, corps politique et incorporé, ayant son siège d'affaires en la ville de Montmagny, se propose de demander l'autorisation de faire un barrage et autres travaux pour les fins d'un développement hydro-électrique, sur la rivière du Sud, en la paroisse de Saint-Raphael; les dits travaux devant affecter partie des lots Nos 292, 292a, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525 et 526 du cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Raphael.

Public notice is given in conformity with article 7295a of the Revised Statutes, 1909, that the Corporation d'Energie de Montmagny, a body politic and corporate, having its place of business in the town of Montmagny, intends to apply for authorization to make a barrage and other work for the purposes of hydro-electric development, on the Rivière du Sud, in the parish of Saint-Raphael; the said work to affect part of the lots Nos 292, 292a, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525 and 526 of the official cadastre of the said parish of Saint Raphael.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de Bellechasse.

Notice is moreover given that a petition for such purpose, together with the plan and specification showing the emplacement chosen for the construction of such work and the lands to be affected by the backing up of the waters, has been transmitted to the Minister of Lands and Forests, and a duplicate of such plan and specification has been filed in the registry office of the registration division of the county of Bellechasse.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la Gazette officielle de Québec.

The application contained in the petition shall be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of the present notice in the Quebec Official Gazette.

Montmagny, le 24 mars 1920.

Montmagny, 24th March, 1920.

LA CORPORATION D'ENERGIE DE MONTMAGNY,

LA CORPORATION D'ENERGIE DE MONTMAGNY,

Par le président,

by the President,

MAURICE ROUSSEAU.

MAURICE ROUSSEAU.

Contresigné :

Contresigné :

Les Procureurs de la dite corporations
ROUSSEAU, CHOUINARD
& LAFLAMME,

ROUSSEAU, CHOUINARD
& LAFLAMME,
Attorneys of the said corporation.

1203-13-4

1204-13-4

Avis du bureau-chef

Province de Québec, district de Québec.

Avis est donné que la compagnie "La Fonderie de Lévis, limitée"—"The Levis Foundry, Limited", a été constituée en corporation en vertu de lettres patentes émises sous le sceau de la province de Québec, en date du six mars mil neuf cent vingt, avec son bureau dans la cité de Lévis ; que son principal bureau est au No 53 de la rue Commerciale ; à compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Lévis, ce vingt-neuvième jour du mois de mars mil neuf cent vingt.

1349 Le secrétaire,
RAOUL LACHANCE.

Notice of head office

Province of Quebec, district of Quebec.

Notice is hereby given that the company "La Fonderie de Lévis, Limitée—The Levis Foundry, Limited" incorporated by letters patent issued under the seal of the Province of Quebec, dated the sixth March, one thousand nine hundred and twenty, with its chief place of business in the city of Lévis, that its head office is at the No. 53 Commercial street ; that from the date of the present notice, the said office is considered by the company to be its head office.

Given at Lévis, this twenty ninth day of the month of March, one thousand nine hundred and twenty.

1350 RAOUL LACHANCE,
Secretary.

ERRATUM

Re : Carlton Catering Systems.

A la page 872 de la *Gazette officielle* du 3 avril 1920, aux numéros 1287-1288, au sixième paragraphe, à la quatrième ligne, lisez : avec un capital total de cinquante mille piastres (\$50,000.00), au lieu de avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00).

1389

ERRATUM

Re : Carlton Catering Systems

On page 872 of the *Official Gazette* of the 3rd April, 1920, numbers 1287-1288, sixth paragraph, fourth line thereof, read : with a total capital of fifty thousand dollars (\$50,000.00) instead of with a total capital of five thousand dollars (\$5,000.00).

1390

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure.

Re : M.-A. Dubé & Cie, Montréal, faillis.

Avis est par les présentes donné que par un jugement de la Cour Supérieure en date du 1er avril 1920, j'ai été nommé curateur aux biens des sus-nommés.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans les 30 jours du présent avis.

Le curateur,
P.-L. TURGEON.

Bureau de : Chartrand & Turgeon,
55 Saint-François-Xavier, Montréal. 1329

In re : Ed. Vigneault, marchand, de Makamik, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 31 mars 1920, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Québec, 31 mars 1920.

Les gardiens provisoires,
LEFAIVRE & GAGNON.

Bureau : 147 Côte de la Montagne,
(Edifice Bossé), Québec. 1333

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 482.

Dans l'affaire de Stanislas Alix, boucher, de la ville de Marieville, dit district, failli.

Avis est donné que le vingt-sixième jour de mars mil neuf cent vingt, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur aux biens dudit Stanislas Alix, qui a fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court.

Re : M. A. Dubé & Co., Montreal, insolvents.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court dated 1st April, 1920, I have been appointed curator to the above named estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days of present notice.

P. L. TURGEON,
Curator.

Office of : Chartrand & Turgeon,
55 Saint François Xavier, Montreal. 1330

In re : Ed. Vigneault, merchant, of Makamik, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors on 31st March, 1920, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

Quebec, 31st March, 1920.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional guardians.

Offices : 147 Mountain Hill,
(Bossé building), Quebec. 1334

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 482.

In the matter of Stanislas Alix, butcher, of the town of Marieville, said district, insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty sixth day of March, one thousand nine hundred and twenty, the undersigned was appointed, by an order of the Court, curator to the property of said Stanislas Alix, who has made and assignment of his property for the benefit of his creditors.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

Marieville, le 1er avril 1920.

Le curateur,
EUGENE RAINVILLE.

1337

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières. Cour supérieure. No 142.

In re: L.-Jos. Dubord, Champlain, Qué., failli.

Avis est par le présent donné que, par une ordonnance de la Cour en date du 3 avril 1920, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Les réclamations, assermentées, doivent être produites entre nos mains sous un mois de cette date.

Les curateurs conjoints,
HENRI BISSON & VINCENT LAMARRE.
HENRI BISSON,
Edifice Banque d'Hochelaga,
VINCENT LAMARRE,
820, édifice "Power", Montréal.
Trois-Rivières, 3 avril 1920. 1343

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. Dans l'affaire de "Crown Cycle & Motor Co., Montréal, failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la Cour supérieure rendu ce 22 mars 1920, le soussigné a été nommé curateur de la succession insolvable.

Toutes réclamations, dûment assermentées, doivent être produites chez le curateur dans les 30 jours de cette date.

Montréal, 24 mars 1920.

Le curateur,
J.-G. DUHAMEL.

1369

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

Marieville, 1st April, 1920.

EUGENE RAINVILLE,
Curator.

1338

Canada, Province of Quebec, district of Three Rivers. Superior Court, No. 142.

In re: L. Jos. Dubord, Champlain, Que., insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the Court dated 3rd April, 1920, we have been appointed joint curators to the property of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this date.

HENRI BISSON & VINCENT LAMARRE,
Joint curators.
HENRI BISSON,
Hochelaga Bank building.
VINCENT LAMARRE,
820, Power building, Montreal.
Three Rivers, 3rd April, 1920. 1344

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. In the matter of Crown Cycle & Motor Co., Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 22nd day of March, 1920, the undersigned has been named curator to the insolvent estate.

All claims, duly sworn, must be filed in the hand of the curator within 30 days from date.

Montreal, 24th March, 1920.

J. G. DUHAMEL,
Curator.

1370

Liquidation—Avis de

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 3.

Summerlea Land Co. Incorporée, en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé entre les mains de J.-G. Duhamel, liquidateur, domicilié No 92 de la rue Notre-Dame-Est, à Montréal, un acte passé devant le notaire J.-H. Savaria, le 31 mars 1920, entre J.-G. Duhamel, *ès-qualité* et Alf. W. Hadrill, de la cité de Montréal, étant un acte de vente conditionnelle pour la somme de huit mille six cents dollars (\$8,600.00) plus 5% de commission pour la rémunération du liquidateur par ledit J.-G. Duhamel *ès-qualité* audit Alf. W. Hadrill, des immeubles suivants :

Les lots de terre portant les numéros 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 55, 56, 57, 73, 74, 75, 76, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 109, 110, 111, 112, 114, 115, 116, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 164, 165, 166, 167, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 229, 270, 271, 272, 273, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 333, 334, 335, 337, 338, 339, 342, 343, 344, 345, 346, 347,

Winding up notice

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 3.

Summerlea Land Co. Incorporée, in liquidation.

Notice is hereby given that there has been placed in the hands of J. G. Duhamel, liquidator, domiciled at No. 92 Notre-Dame street East, Montreal, a deed executed before the notary J. H. Savaria, on the 31st of March, 1920, between J. G. Duhamel *ès-qualité* and Alf. W. Hadrill, of the city of Montreal, being a conditional sale for the sum of eight thousand six hundred dollars (\$8,600.00) plus 5% commission for the remuneration of the liquidator by the said J. G. Duhamel *ès-qualité* to the said Alf. W. Hadrill of the following immoveables :

The lots of land bearing the Nos. 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 55, 56, 57, 73, 74, 75, 76, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 109, 110, 111, 112, 114, 115, 116, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 133, 134, 135, 164, 165, 166, 167, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 227, 228, 229, 270, 271, 272, 273, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 333, 334, 335, 337, 338, 339, 342, 343, 344, 345, 346, 347,

348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 369, 370, 371, 403, 404, 405, 406, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 447, 448, 449, 450, 452, 453, 454, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 475, 476, 477, 509, 510, 511, 512, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 555, 556, 558, 559, 560, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 583, 649, 650, 651, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 673, 674 et 675 de la subdivision du lot originaire No 427 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga ; et les lots Nos 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 63, 69, 70, 71, 72, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108 et 109 de la subdivision du lot originaire No 428 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga.

Avec toutes servitudes actives et passives sur lesdits lots ; ledit vendeur ne transportant à l'acquéreur que les droits appartenant à ladite compagnie sans aucune autre garantie que celles en possession de ladite compagnie et sans aucune obligation de piquetages, d'identification ou de délivrance desdits terrains autre que le présent titre.

Et de plus prenez avis que le certificat du registrateur sur ladite propriété immobilière a été déposé chez ledit liquidateur à son bureau à Montréal.

Que la propriété immobilière ci-haut décrite a été possédée et détenue par la compagnie Summerlea Land Co. incorporée depuis au-delà de trois années.

Tous les créanciers de la compagnie en liquidation, ainsi que toutes les personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu et voulant surenchérir sur le prix d'achat, sont avertis d'avoir à offrir selon la loi leurs surenchères dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion de cet avis.

Montréal, 31 mars 1920.

Le liquidateur,
1319-14-5 J.-G. DUHAMEL.

348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 369, 370, 371, 403, 404, 405, 406, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 447, 448, 449, 450, 452, 453, 454, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 475, 476, 477, 509, 510, 511, 512, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 555, 556, 558, 559, 560, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 581, 582, 583, 649, 650, 651, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 673, 674 et 675 de la subdivision du lot originaire No 427 on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga ; and the lots Nos. 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 62, 63, 69, 70, 71, 72, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 97, 98, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108 and 109 of the subdivision of the primitive lot No. 428 on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, in the county of Hochelaga.

With all active and passive servitudes on the said lots ; the said seller only transferring to the purchaser the rights belonging to the said company without any other guarantee than those in possession of the said Company and without any obligation of staking, identification or delivery of the said lots of land other than the present title.

And moreover take notice that the certificate of the registrar on the said immoveable property has been deposited with the said liquidators in his office at Montreal.

That the immoveable property hereinabove described has been owned and held by the Summerlea Land Co. Incorporated for over three years past.

Any creditors of the company in liquidation and also any persons having hypothecary or real rights on the immoveable sold and wishing to outbid on the purchase price are notified to make their higher bids according to law within the fifteen days following the last insertion of this notice.

Montreal, 31st March, 1920.

J. G. DUHAMEL,
Liquidator.

En vertu de la loi des liquidations

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Dans l'affaire de "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", en liquidation.

Avis est par le présent donné que les actes de vente suivants ont été produits chez Paul-L. Turgeon, liquidateur de ladite compagnie en liquidation, à son bureau, No 55, rue Saint-François-Xavier, dans la cité de Montréal, à savoir :

1. Un acte de vente passé devant J. Mulcair, N. P., le 19 mars 1920, par ladite "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", en liquidation, en faveur de William Taylor, des cité et district de Montréal, gérant, relatif à la propriété suivante, à savoir :

Le lopin de terre situé dans la ville de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier, et comprenant les lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent sous les numéros deux cent trente-huit A, deux cent cinquante-sept, deux cent cinquante-huit,

Under the winding up Act.

Canada, Province of Quebec, district of Montreal.

In the matter of "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", in liquidation.

Notice is hereby given that the following deeds of sale have been deposited with Paul L. Turgeon, liquidator of the said company in liquidation, at his office, 55 Saint-François-Xavier street, in the city of Montreal, namely :

1. A certain deed of sale passed before J. Mulcair, N. P., on the 19th day of March, 1920, from the said "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", in liquidation to William Taylor, of the city and district of Montreal, manager, of the following property, namely :

That lot of land situate in the town of Saint-Laurent, county of Jacques-Cartier, and comprising lots known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint-Laurent, under numbers two hundred and thirty-eight A, two hundred and fifty seven, two hundred

deux cent cinquante-neuf, deux cent soixante, deux cent soixante et un, deux cent soixante-deux, deux cent soixante-trois, deux cent soixante-quatre et trois cent quarante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre cent neuf (Nos 409, 238A, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264 et 342), le tout d'une superficie de 101,346 pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, les machines, l'outillage et tous accessoires s'y rattachant ;

Un lopin de terre situé sur l'avenue Saint-Laurent, dans la ville de Saint-Laurent, connu sous le numéro un de la subdivision du lot originaire numéro quatre cent dix des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant vingt-neuf pieds en front par vingt-sept pieds en arrière et cent pieds de profondeur du côté sud-ouest, quatre-vingt-dix-sept pieds et cinq pouces de profondeur du côté nord-est, avec une étendue de 2.756 pieds, mesure anglaise ;

Un lopin de terre situé sur l'avenue Saint-Laurent, dans la ville de Saint-Laurent, connu sous le numéro trois cent quarante-quatre de la subdivision du lot numéro quatre cent neuf des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant cinquante pieds de largeur par quatre-vingt-dix de profondeur, le tout plus ou moins et sans garantie de mesure précise, mais compris en totalité dans les limites suivantes : borné en front par l'avenue Saint-Laurent, en arrière par le lot numéro 409-342, adjacent d'un côté à la propriété de Benjamin Goyer, et de l'autre côté la propriété de Antoine Cousineau—avec les bâtisses dessus construites ;

Un lopin de terre situé dans la ville de Saint-Laurent, dans le comté de Jacques-Cartier, ayant front sur la rue principale, connu et désigné sous le numéro trois cent quarante et un de la subdivision de partie du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-341) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, avec les dépendances actuelles. Le tout dans l'état où il se trouve avec les servitudes actives et passives, apparentes et cachées attachées à ladite propriété ;

2. Un acte de vente passé devant J. Mulcair, N. P., le 19 mars 1920, de la part de ladite "Canada Stove & Foundry Company, Limited", en liquidation, en faveur de Albert-U. Côté, des cité et district de Montréal, gérant, relatif à la propriété suivante, à savoir :

Un lopin de terre ou emplacement du quartier Sainte-Marie, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Sainte-Marie, mesurant quarante-deux pieds (42') de largeur par cent trente-huit pieds (138') de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins ; borné en front par l'avenue Delorimier, en arrière par le lot No 488 des susdits plan et livre de renvoi, d'un côté au sud-est par la rue Tansley, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No 490 des susdits plan et livre de renvoi—avec les maisons et autres bâtisses dessus construites, portant les numéros cent, cent deux, cent quatre et cent six de l'avenue Delorimier, ainsi que les numéros un, trois, cinq, sept, neuf et onze de la rue Tansley ;

Un lopin de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal, mesurant quarante pieds (40') de

and fifty eight, two hundred and fifty nine, two hundred and sixty, two hundred and sixty one, two hundred and sixty two, two hundred and sixty three, two hundred and sixty four and three hundred and forty two of the official subdivision of original lot number four hundred and nine (Nos. 409-238A, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264 and 342), the whole having a superficial area of 101,346 feet, English measure, more or less—together with the buildings thereon erected and the machinery, plant and all accessories thereto attached ;

A lot of land situate on avenue Saint-Laurent, in the town of Saint-Laurent, known as number one of the subdivision of the original lot number four hundred and ten on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, containing twenty nine feet in front by twenty seven feet in rear and one hundred feet in depth on the south west side, and ninety seven feet five inches in depth on the north east side, having a superficial area of 2,756 feet, English measure ;

A lot of land situate on avenue Saint-Laurent, in the town of Saint-Laurent, known as number three hundred and forty four of the subdivision of lot number four hundred and nine on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, containing fifty feet in width by ninety feet in depth, the whole more or less and without warranty as to the precise measurement, but the whole being contained within the following limits : bounded in front by the avenue Saint-Laurent, in rear by lot number 409-342, adjoining on one side the property of Benjamin Goyer, and on the other side the property of Antoine Cousineau—with the buildings thereon erected ;

A lot of land situate in the town of Saint-Laurent, in the county of Jacques-Cartier, fronting on the principal street and known and designated under number three hundred and forty one of the subdivision of part of original lot number four hundred and nine (409-341) on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, with the actual dependencies. The whole as it presently exists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attaching to the said property ;

2. A certain deed of sale passed before J. Mulcair, N. P., on the 19th day of March, 1920, from the said "The Canada Stove & Foundry Company, Limited", in liquidation, to Albert U. Côté, of the city and district of Montreal, manager, of the following property, namely :

A lot of land or emplacement in Saint-Mary's ward, in the city of Montreal, known and designated as lot number four hundred and eighty nine (489) on the official plan and book of reference of the said St. Mary's ward, containing forty two feet (42') in width by one hundred and thirty eight feet (138') in depth, English measure and more or less ; bounded in front by Delorimier avenue, in rear by lot No. 488 on the aforesaid plan and book of reference, on one side to the south east by Tansley street, and on the other side to the north west by lot No. 490 on the aforesaid plan and book of reference—with the houses and other buildings thereon erected, bearing numbers one hundred, one hundred and two, one hundred and four and one hundred and six, Delorimier avenue, and numbers one, three, five, seven, nine and eleven Tansley street ;

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated by the number four hundred and ninety (490) on the official plan and book of reference of the Saint-Mary's ward, of the city of Montreal, containing forty feet (40')

largeur par cent quarante pieds (140') de profondeur, mesure anglaise—avec la maison en brique à deux étages et les autres dépendances dessus construites ; dans l'état actuel, avec toutes les servitudes actives et passives attachées auxdits immeubles.

Avis est aussi donné que les certificats du registrateur préparés de la manière prescrite pour les certificats requis au cas de ventes immobilières par le shérif, ont été produits aussi chez ledit liquidateur.

Toutes lesdites propriétés susdécrites ont été possédées par la "Canada Stove & Foundry Company, Limited", durant les trois dernières années. Lesdits actes de vente et certificats du registrateur ont été ainsi produits conformément aux dispositions de l'article 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et le présent avis est donné selon les dispositions desdits articles, aux fins de donner à ladite vente l'effet d'une vente par le shérif.

Daté à Montréal, dans la province de Québec, ce dix-neuvième jour de mars 1920.

Le liquidateur,

PAUL-L. TURGEON.

"The Canada Stove & Foundry Company, Limited", en liquidation. 1129—13-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 105. Holmes Hogue, limitée, en liquidation.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé entre les mains de J.-G. Duhamel, liquidateur, domicilié au No 92 de la rue Notre-Dame-Est, à Montréal, un acte passé devant le notaire J.-H. Marin, le 11 mars 1920, entre J.-G. Duhamel, *ès-qualité* et J.-Armand Lalande, de Sainte-Geneviève, comté Jacques-Cartier, étant une vente conditionnelle pour la somme de \$19,500.00 par ledit J.-G. Duhamel, *ès-qualité* audit J.-Armand Lalande, des immeubles suivants :

1. Un lot de terre ou emplacement dans le quartier Saint-Joseph, connu et désigné comme lot numéro deux cent vingt-quatre (224) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, mesurant, ledit lot, quarante-cinq pieds de front par cent vingt-deux pieds de profondeur, le tout plus ou moins, et sans garantie de mesure précise—avec bâtisses portant le numéro civique 202 rue Chatham :

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent quarante-deux (242) aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, contenant cinquante pieds de largeur par cent vingt-deux de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, portant les numéros civiques 219 et 231 rue Chatham, et droits y attachés et bâtisses sus érigées ;

3. Un lot de terre situé dans le quartier Saint-Joseph, en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Chatham, et connu et désigné auxdits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, sous le numéro deux cent quarante-trois (243), contenant, ledit lot, cinquante pieds de largeur par cent vingt-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses ou manufactures dessus construites, ensemble les engins, bouilloires, "shafting and belting", portant le numéro civique 235 rue Chatham, et droits y attachés.

Font aussi partie de ces immeubles, comme immeubles par destination, les machineries, outillage et équipement actuels des manufactures éri-

in width by one hundred and forty feet (140') in depth, English measure—with the two storey brick house and other dependencies thereon erected ; as the whole presently exists and with all the servitudes active and passive attached to said immoveables.

And notice is also hereby given that the registrar's certificates prepared in the manner prescribed for the certificates required in case of a sale of immoveables by the sheriff, has also been deposited with the said liquidator.

All the said properties above described have been owned and possessed by the "Canada Stove & Foundry Company, Limited", during the last three years. The said deeds of sale and registrar's certificates have been so deposited under and pursuant to the provisions of article 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of the said articles and for the purpose of giving the said sale the effect of the sheriff's sale.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 19th day of March, 1920.

PAUL L. TURGEON,

Liquidator.

"The Canada Stove & Foundry Company, Limited", in liquidation. 1130—13-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 105. Holmes Hogue, limited, in liquidation.

Notice is hereby given that there has lodged into the hands of J. G. Duhamel, liquidator, domiciled at No. 92 Notre-Dame-East street, Montreal, a deed passed before J. H. Marin, esq. notary, on the 11th March, 1920, between J. G. Duhamel *ès-qualité* and J. Armand Lalande, of Sainte-Geneviève, county of Jacques-Cartier, being a provisory sale for the sum of \$19,500.00 by the said J. G. Duhamel, *ès-qualité* to the said J. Armand Lalande, of the following immoveables:

1. A lot of land or emplacement in Saint-Joseph ward, known and designated as being the lot number two hundred and twenty four (224) on the official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, measuring, said lot, forty five feet in front by one hundred and twenty two feet in depth, the whole more or less, and without warranty as to precise measurements—with the buildings thereon bearing civic number 202 Chatham street ;

2. A lot of land known and designated under the number two hundred and forty two (242) on the official plan and book of reference of said Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, containing fifty feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, English measure, more or less, bearing the civic numbers 219 and 231 Chatham street, with the rights attached thereto and the buildings thereon ;

3. A lot of land situate in Saint-Joseph ward, in the city of Montreal, fronting on Chatham street, and known and designated on the aforesaid official plan and book of reference of Saint-Antoine ward, in the city of Montreal, under the number two hundred and forty three (243), containing, said lot, fifty feet in width by one hundred and twenty two feet in depth, English measure, more or less—with the buildings or manufactories thereon erected, together with the engines, boilers, chafting and belting, bearing civic number 235 Chatham street, and the rights attached thereto ;

Form also part of the said immoveables, as immoveables by destination, the present machinery, tools and equipment of the manufactories

gées sur les lots deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois sus-décrits (242-243) ;

4. Un lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept du lot originaire numéro cent cinquante-deux A (152-A 597) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, ayant front avenue Cavendish—sans bâtisse ;

5. Le lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision numéro quatre cent soixante-deux du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-462) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, ayant front rue Sherbrooke—sans bâtisse ;

6. Le lot de terre connu et désigné comme étant la subdivision sept cent quarante et un du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-741) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe ayant front rue Gonthier—sans bâtisse.

Lesdits immeubles avec les constructions et bâtisses érigées et les machineries s'y trouvant à perpétuelle demeure, qui ont servi à l'exploitation d'une manufacture de boîtes, ainsi que lesdits immeubles sans bâtisse, le tout ayant été en la possession de : 1o Holmes et Arpin et ensuite Vincent Lamarre, *ès-qualité*, comme curateur de Holmes & Arpin, faillis ; 2o Cesarine Moquin, épouse séparée de biens de Stephen Holmes et Henri Hogue ; 3o Holmes Hogue, limitée, tous comme propriétaires depuis les trois dernières années, tel que fait foi les certificats de recherches des bureaux d'enregistrement d'Hochelaga, Jacques-Cartier et de Montréal-Ouest, déposés à mon bureau avec ledit acte de vente.

Cette vente est faite pour une somme globale de dix-neuf mille cinq cent dollars et répartie comme suit :

Deux mille cinq cent cinquante dollars (\$2,550.00) pour le lot numéro deux cent vingt-quatre (224) du quartier Saint-Antoine, en premier lieu désigné.

Seize mille deux cent cinquante dollars (\$16,250.00) pour les numéros deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois (242-243) dudit quartier Saint-Antoine en second et troisième lieu désigné, y compris tout le "plant" de la manufacture plus haut désigné.

Trois cent dollars (\$300.00) pour le lot numéro cinq cents quatre-vingt-dix-sept du lot originaire cent cinquante-deux-A (597-152A) du plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, tel qu'en quatrième lieu désigné.

Deux cents dollars (\$200.00) pour le numéro quatre cent soixante et deux du lot originaire numéro quatre cent neuf (462-409) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, tel qu'en cinquième lieu désigné.

Deux cents dollars (\$200.00) pour le lot numéro sept cent quarante et un du lot originaire numéro quatre cent neuf (409-741) desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, tel qu'en sixième lieu désigné.

Tous les créanciers de la compagnie en liquidation, ainsi que toutes les personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble vendu et voulant surenchérir sur le prix d'achat, sont avertis d'avoir à offrir, selon la loi, leurs surenchères dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion de cet avis.

Montréal, 15 mars 1920.

Le liquidateur,
J.-G. DUHAMEL.

1055-12-5

erected on the lots two hundred and forty two and two hundred and forty three (242 and 243) above described ;

4. A lot of land known and designated as being the subdivision number five hundred and ninety seven of the original lot number one hundred and fifty two A (152A 597) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, fronting on Cavendish avenue—without building ;

5. The lot of land known and designated as being the subdivision number four hundred and sixty two of original lot number four hundred and nine (409-462) of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, fronting on Sherbrooke street—without building ;

6. The lot of land known and designated as being the subdivision seven hundred and forty one of original lot number four hundred and nine (409-741) of said official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe fronting on Gonthier street—without building.

The said immovables with the constructions and buildings thereon erected and the machinery therein for a permanency which were used in the exploitation of a box factory, together with the immovables without building, the whole having been owned and possessed by : 1o Holmes and Arpin and afterwards Vincent Lamarre, *ès-qualité* as curator to Holmes and Arpin, insolvents ; 2o Cesarine Moquin, wife separated as to property of Stephen Holmes and Henri Hogue ; 3o Holmes Hogue, Limited, all as proprietors for the last three years, as shown on the registrar's certificates of the registry offices of Hochelaga, Jacques-Cartier and Montreal-West, deposited at my office with the said deed of sale.

The sale is made for a total sum of nineteen thousand five hundred dollars, made up as follows :

Two thousand five hundred and fifty dollars (\$2,550.00) for the lot number two hundred and twenty four (224) of Saint-Antoine ward, firstly above described :

Sixteen thousand two hundred and fifty dollars (\$16,250.00) for the numbers two hundred and forty two and two hundred and forty three (242 and 243) of said Saint-Antoine ward, secondly and thirdly above described, including the plant of the factory above designated.

Three hundred dollars (\$300.00) for the lot number five hundred and ninety seven of the original lot one hundred and fifty two A (597-152A) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as fourthly above described.

Two hundred dollars (\$200.00) for the number four hundred and sixty two of the original lot number four hundred and nine (462-409) of the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, as fifthly above described.

Two hundred dollars (\$200.00) for the number seven hundred and forty one of the original lot number four hundred and nine (409-74) of said official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, as sixthly above described.

All creditors of the company in liquidation and all persons having hypothecary or real rights upon the immoveable sold wishing to offer an increase over the purchase price, are notified to make their offer, according to law, within the fifteen days following the last insertion of this notice.

Montreal, 15th March, 1920.

J. G. DUHAMEL,
Liquidator.

1056-12-5

Minutes de notaire

Notarial minutes

Québec, 3 avril 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté en Conseil en date du 27 mars 1920, d'accorder en faveur de M. Ernest LeBrun, notaire, de Cookshire, le transfert des minutes, répertoire et index de feu le notaire J. I. Mackie, en son vivant de la ville de Cookshire.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1351 ALEXANDRE DESMEULES.

Québec, 6 avril 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un décret de l'Exécutif, en date du 6 avril 1920, d'accorder, en faveur de M. Joseph-Wilfrid Gilbert, notaire, de Deschambault, comté de Portneuf, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Edouard Dérome dit Des-carreaux, en son vivant notaire, aussi de Deschambault.

Le sous-secrétaire de la province,
1381 C.-J. SIMARD.

Québec, 6 avril 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un décret de l'Exécutif, en date du 6 avril 1920, d'accorder, en faveur de M. J. Donat-Salomon Tremblay, notaire, demeurant et pratiquant à Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, le transfert des minutes, répertoire et index de feu Louis Gervais, en son vivant notaire, pratiquant à Saint-Timothée, comté de Beauharnois.

Le sous-secrétaire de la province,
1383 C.-J. SIMARD.

Québec, 6 avril 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par un décret de l'Exécutif, en date du 6 avril 1920, d'accorder, en faveur de M. Jean-Benjamin Latour, notaire, pratiquant à Sainte-Rose et à Montréal, le transfert des minutes, répertoire et index de feu le notaire Alph.-Alex. Legault, en son vivant de la cité de Montréal.

Le sous-secrétaire de la province,
1385 C.-J. SIMARD.

Québec, 26 mars 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en Conseil par M. Augustin Gingras, notaire, pratiquant et demeurant à Saint-Apollinaire, comté de Lotbinière, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu les notaires Lazare Lefèvre et Edmond Larue, en leur vivant notaires, pratiquant à Saint-Antoine-de-Tilly, ainsi que des minutes, répertoire et index de M. Joseph Larue, notaire, ci-devant de Saint-Antoine-de-Tilly et maintenant domicilié à Québec, et qui a cessé de pratiquer sa profession.

Le sous-secrétaire de la province,
1237-14-5 C.-J. SIMARD.

Quebec, 3rd April, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased, by Order in Council dated the 27th March, 1920, to grant in favor of Ernest LeBrun, esquire, notary of Cookshire, the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary J. I. Mackie, in his lifetime of the town of Cookshire.

ALEXANDRE DESMEULES,
1352 Acting Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th April, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council dated the 6th of April, 1920, to grant the application of Mr. Joseph Wilfrid Gilbert, notary, of Deschambault, county of Portneuf, for the transfer of the minutes, repertory and index of the late Edouard Dérome dit Des-carreaux, in his lifetime notary, also of Deschambault.

C. J. SIMARD,
1382 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th April, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council dated the 6th of April, 1920, to grant the application of Mr. J. Donat Salomon Tremblay, notary, residing and practising at Salaberry-de-Valleyfield, county of Beauharnois, for the transfer of the minutes, repertory and index of the late Louis Gervais, in his lifetime notary, practising at Saint-Timothée, county of Beauharnois.

C. J. SIMARD,
1384 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 6th April, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council dated the 6th of April, 1920, to grant the application of Mr. Jean Benjamin Latour, notary, practising at Sainte-Rose and at Montreal, for the transfer of the minutes, repertory and index of the late notary Alph. Alex. Legault, in his lifetime of the city of Montreal.

C. J. SIMARD,
1386 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 25th March, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Augustin Gingras, notary, practicing and residing at Saint Apollinaire, county of Lotbinière, for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late notaries Lazare Lefèvre and Edmond Larue, in their lifetime notaries, practicing at Saint-Antoine-de-Tilly, and the minutes, repertory and index of Mr. Joseph Larue, heretofore of Saint-Antoine-de-Tilly and now domiciled at Quebec, who has ceased to practice his profession.

C. J. SIMARD,
1238-14-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, 29 mars 1920.

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par M. Edouard Biron, notaire, résidant dans la cité de Westmount et pratiquant dans la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Monsieur H.-A.-A. Brault, notaire, de Montréal, qui a cessé de pratiquer comme tel pour cause de maladie.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1265-14-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, 29th March, 1920.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that application is made to His Honour the Lieutenant Governor in Council, by Mr. Edouard Biron, notary, residing in the city of Westmount, and practicing in the city of Montreal, whereby he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of Mr. H. A. A. Brault, notary, of Montreal, who has ceased to practice as such on account of sickness.

ALEXANDRE DESMEULES,
Acting Assistant Provincial Secretary.
1266-14-5

Ordre de Cour

Province de Québec, district de Saguenay,
Cour supérieure, No 3582.

Le 30 mars 1920.

Le protonotaire,

"Canadian Oil Company, Limited, Corporation" ayant le siège de ses affaires à Toronto et un bureau d'affaires à Montréal, demanderesse; et Edouard et Michel Brouillard, de Saint-Siméon, défendeur; et Adjutor Marier, journalier, de Saint-Siméon, appasant afin de conserver.

Il est ordonné aux créanciers des défendeurs de produire leurs réclamations dans les quinze jours au greffe de cette Cour, à la Malbaie.

J.-A. MARTIN,
P. C. S.

1331-15-2

Rule of Court

Province of Quebec, district of Saguenay,
Superior Court, No. 3582.

The 30th day of March, 1920.

The prothonotary,

Canadian Oil Company Limited, Corporation, having its municipal place of business at Toronto and an office at Montreal, plaintiff; and Edouard and Mitchel Brouillard, of Saint-Siméon, defendant; and Adjutor Marier, day laborer, of Saint-Siméon, opponent.

The defendants' creditors, are ordered to file their claims within fifteen days of the prothonotary's office, at La Malbaie.

J. A. MARTIN,
P. S. C.

1332-15-2

Soumissions

Province de Québec, cité de Sherbrooke.

Avis public est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke demande des soumissions écrites pour la vente des obligations municipales suivantes :

\$50,000, 3½% d'intérêt, échéant le 1er octobre 1940 ;

\$577,000, 6% d'intérêt, échéant en séries annuelles durant 15 ans, première échéance le 1er avril 1921 ; payables dans la province de Québec ;

\$150,000, 5% d'intérêt, échéant le 1er août 1947,

\$142,500, 5% d'intérêt, échéant le 1er juin 1939 ;

\$100,000, 5% d'intérêt, échéant le 1er juin 1940, payables dans la province de Québec et à New-York, Etats-Unis ;

L'intérêt est payable semi-annuellement.

Les soumissions doivent être accompagnées d'un chèque accepté égal à 1% du montant de chacune d'elles et spécifier si l'offre est faite avec les intérêts accrus ou non ;

Elles seront prises en considération par le Conseil, quinze jours après la publication de cet avis dans la *Gazette Officielle*, à savoir : lundi, le vingt-sixième jour d'avril courant, à huit heures du soir, ou aussitôt après que le conseil municipal ou le comité des finances pourra le faire, ou aux ajournements de la séance ;

La plus basse ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Donné à Sherbrooke ce premier jour d'avril 1920.

Le secrétaire-trésorier,
E.-O. GATIEN.

1327

Tenders

Province of Quebec, city of Sherbrooke.

Public notice is hereby given that the city of Sherbrooke, is calling for written tenders for the sale of the following municipal bonds :

\$ 50,000, 3½% interest, maturing Oct. 1st, 1940,

\$577,000, 6% interest, maturing in series, annually, during 15 years, 1st series due April 1st, 1921, payable in the Province of Quebec ;

\$150,000, 5% interest, maturing Aug. 1st, 1947,

\$142,500, 5% interest, maturing June 1st, 1939,

\$100,000, 5% interest, maturing June 1st, 1940, payable in the Province of Quebec and New-York, U.S.A. ;

Interest payable semi-annually ;

Tenders must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the tender and specify whether the offer is made with or without accrued interest ;

Tenders will be considered by the Council fifteen days after the publication hereof in the *Official Gazette*, to wit : Monday, the 26th April instant at eight of the clock in the afternoon, or so soon thereafter as the Council or the finance committee can do so, or at adjournments of said meeting ;

The lowest not any of the tenders necessarily accepted.

Given at Sherbrooke, this first day of April, 1920.

E. O. GATIEN,
Secretary Treasurer.

1328

Ventes par encan

Auction Sales

CANADIAN EXPRESS CO., MONTREAL.

AVIS.

Le 4 mai 1920, à Montréal, les compagnies Canadian et American Railway Express vendront tous effets non réclamés détenus jusqu'au 1er mars 1919, dans leurs divisions respectives.

Le surintendant de la "Canadian Express Company",
A. J. SEATON.
1277-14-6
Montréal, Qué.

Canada, province de Québec, district des Trois-Rivières.

AVIS PUBLIC

Je, soussigné, avocat, de la cité des Trois-Rivières, donne avis qu'en ma qualité de fidéicommissaire, représentant la Compagnie de Seaux et Boîtes de Trois-Rivières, limitée, la cité des Trois-Rivières et les porteurs de débetures de ladite compagnie, garanties par ladite cité, suivant les termes des trois actes de fidéicommiss, passés devant L.-P. Mercier, notaire, aux Trois-Rivières, le 5 janvier 1918, le 14 mars 1918 et le 7 novembre 1918, et les trois règlements chapitres 329, 358 et 359 passés et adoptés par le Conseil, le 1er, le 18 juin 1917 ; le 2ième, le 25 juin 1918 et le 3ième, le 16 septembre 1918, je procéderai à vendre toutes les propriétés mobilières et immobilières de ladite compagnie consistant en un terrain situé dans la commune des Trois-Rivières, contenant une superficie de deux cent cinquante-six mille pieds carrés ; borné à l'est par le chemin de fer Canadien du Pacifique (chemin de ceinture), au nord par la continuation projetée de la rue Bellefeuille, au sud par le "Canadian Siegwart Beam Co.", à l'ouest par la propriété de la fonderie d'acier des Trois-Rivières, et faisant partie du lot numéro vingt-six (26) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec la manufacture de seaux et de boîtes des Trois-Rivières, limitée, appartenant à la compagnie et construite sur ce terrain, et toutes les machineries et outillages et autres accessoires de ladite manufacture.

La manufacture est une bâtisse en brique solide de 75 pieds de largeur par 225 pieds de longueur. A cette manufacture est attaché un moulin à scie, et tous les appareils pour la fabrication des seaux et des boîtes à beurre mus par la vapeur ou l'électricité. Les autres dépendances consistent en un séchoir de 50 pieds par 110 pieds, outillé de la manière la plus moderne, un entrepôt pour la marchandise de 30 pieds par 135 pieds, et un bureau ou office.

Le tout sera vendu en bloc, au comptant, au plus offrant et dernier enchérisseur, JEUDI, le QUINZIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent vingt, à DIX heures du matin, aux Trois-Rivières, dans l'hôtel-de-ville, au bureau du greffier de la cité.

Les enchères pourront être faites par écrit avant les jour et heure ci-dessus mentionnés ; mais dans ce cas un chèque accepté de dix pour cent (10%) de l'enchère devra accompagner cette dernière.

Un titre parfait sera donné à l'acquéreur.

CANADIAN EXPRESS CO., MONTREAL.

NOTICE.

On 4th May, 1920, at Montreal, the Canadian and American Railway Express Companies will sell all unclaimed shipments, which have been on hand since previous to 1st March, 1919, in their respective divisions.

A. J. SEATON,
Superintendent
Canadian Express Company.
1278-14-6
Montreal, Que.

Canada, Province of Quebec, distret of Three Rivers.

PUBLIC NOTICE.

I, the undersigned, advocate, of the city of Three Rivers, give notice that in my quality of trustee representing the "Compagnie de Seaux et Boîtes de Trois-Rivières, Limitée", the city of Three Rivers and the holders of debentures of the said company, guaranteed by the said city, in accordance with the terms of the three deeds of trusteeship executed before L.-P. Mercier, notary, at Three Rivers, on the 5th January, 1918, the 14th March, 1918, and the 7th November, 1918, and the three by-laws chapters 329, 358 and 359 passed and adopted by the Council, the 1st, on the 18th June, 1917, the 2nd, on the 25th June, 1918 and the 3rd on the 16th September, 1918, I shall proceed to sell all the moveable and immoveable property of the said company consisting of a lot of land situate in the commune of Three Rivers, containing two hundred and fifty six thousand square feet in area, bounded on the east by the Canadian Pacific Railway (Belt Line), on the north by the projected continuation of Bellefeuille street, on the south by the Canadian Siegwart Beam Co., on the west by the property of the "Fonderie d'Acier des Trois-Rivières", and forming part of the lot number twenty six (26) of the official cadastre of the city of Three Rivers—with the "Manufacture de Seaux et de Boîtes des Trois-Rivières, Limitée", belonging to the company and erected on the said land, and all the machinery and equipment and other accessories of the said factory.

The factory is a solid brick building of 75 feet in width by 225 feet in length. To the said factory is attached a sawmill and all the equipment for the manufacture of pails and boxes for butter worked by steam or electricity. The other dependencies consist of a drying-house of 50 feet by 110 feet, equipped in the most modern manner, a warehouse for merchandise of 30 feet by 135 feet, and an office.

The whole will be sold in block, for cash, to the highest and last bidder, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and twenty, at TEN o'clock in the forenoon, at Three Rivers, in the City Hall, in the City Clerk's office.

The bids may be made in writing before the day and hour hereinabove mentioned, but in such case an accepted cheque for ten per centum (10%) of the bid must accompany the latter.

A perfect title will be given to the purchaser.

Les propriétés pourront être visitées en tout temps.

Trois-Rivières, 16 mars 1920.

Le fidéicommissaire,
1095—12-4 Signed: ARTHUR BELIVEAU.

The property may be visited at any time.

Three Rivers, 16th March, 1920.

Signed: ARTHUR BELIVEAU,
1096—12-4 Trustee.

Ventes par licitation

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 3578.

Avis public est aux présentes donné que, par jugement de la Cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 1er avril 1920, dans une cause dans laquelle Fred Leo Powers, de la cité et du district de Montréal, estimateur de réclamations, est demandeur; et Patrick Albert Powers, Thomas Chambers et Henri Labrecque, en sa qualité de tuteur *ad hoc* à l'enfant mineur, Willie Chambers; Annie Henrietta Powers, fille majeure; Patrick Malone et Jeremiah McCarthy, ce dernier en sa qualité de tuteur *ad hoc* à Mary Agnès, enfant mineure de feu Mary Isabella Powers, tous de la cité et du district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles décrits comme suit, à savoir:

Deux lopins de terre situés et ayant front sur la rue Charlevoix, dans la cité de Montréal, connus et désignés sous le numéros soixante-six et soixante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille trois cent quatre vingt-dix-neuf (66 et 67—3399) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec toutes les bâtisses dessus construites; lesdits immeubles sus-mentionnés seront mis à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur à la séance de la Cour supérieure, dans la division de pratique d'icelle, au Palais de justice de Montréal, le QUINZIEME jour de MAI 1920, sujets aux charges, clauses et conditions portées au cahier des charges, et que toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doivent être produites au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins 12 jours avant le jour susmentionné pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les 6 jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de produire lesdites oppositions dans les délais prescrits aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 7 avril 1920.

Les procureurs du demandeur,
1403—15-2 WALSH & WALSH.

Province of Québec, district of Montréal, Cour supérieure, No 2642.

Oscar Barré, barbier, des cité et district de Montréal, demandeur; vs Albert Barré, Eugénie Barré, épouse contractuellement séparée de biens de Emery Archambault, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Florina Barré, épouse contractuellement séparée de biens de Oscar Archambault, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Philomène Barré, veuve de Léon Phénix, en son vivant marchand de grain et foin, tous des cité et district de Montréal, et Arthur Barré, prospecteur de la cité de Verdun, district de Montréal, défendeurs.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 2ième jour de mars 1920, dans une cause dans laquelle

Sales by licitation

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No 3578.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on 1st April, 1920, in a cause in which Fred Leo Powers, of the city and district of Montreal, claim investigator, is plaintiff; and Patrick Albert Powers, Thomas Chambers and Henri Labrecque, in his quality as tutor *ad hoc* to minor child, Willie Chambers; Annie Henrietta Powers, spinster of full age; Patrick Malone and Jeremiah McCarthy, the latter in his quality as tutor *ad hoc* to Mary Agnes, minor child of the late Mary Isabella Powers, all of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows, to wit:

Two lots of land situated and fronting on Charlevoix street, at the city of Montreal, and known and designated as number sixty-six and sixty-seven of the official subdivision of the original lot number three thousand three hundred and ninety nine (3399-66 and 67) of the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal—with all the buildings thereon erected; the said immoveables above mentioned will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder at the sitting of the Superior Court, in the practice division thereof, in the Court House at Montreal, on the FIFTEENTH day of MAY, 1920, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court and all oppositions *à fin d'annuler, à fin de charge or à fin de distraire* to the said licitation must be deposited in the office of the prothonotary of the said Court at least 12 days before the day fixed as above mentioned for the sale and adjudication; and every opposition *à fin de conserver* must be deposited within 6 days after the adjudication, and in default by the parties to file said oppositions within the delays prescribed by these presents, they shall be foreclosed from doing so.

Montreal, 7th April, 1920.

WALSH & WALSH,
1404—15-2 Attorneys for plaintiff.

Province of Québec, district of Montreal, Superior Court, No. 2642.

Oscar Barré, barber, of the city and district of Montréal, plaintiff; vs Albert Barré, Eugénie Barré, wife separate as to property of Emery Archambault, and the latter to authorize his wife for the purpose of this suit, Florina Barré, wife separate as to property of Oscar Archambault, and the latter to authorize his wife for the purpose of this suit, Philomène Barré, widow of Léon Phénix, in his life time merchant, of the city and district of Montreal, and Arthur Barré, prospector of the city of Verdun, district of Montreal, defendants.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal in the district of Montreal, on the 2nd day of March, 1920, in a cause in

Oscar Barré, barbier, des cité et district de Montréal, est demandeur, et Albert Barré, Eugénie Barré épouse contractuellement séparée de biens de Emery Archambault, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Florina Barré, épouse contractuellement séparée de biens de Oscar Archambault, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Philomène Barré, veuve de Léon Phénix, en son vivant marchand de grain et foin, tous de la cité et du district de Montréal, et Arthur Barré, prospecteur de la cité de Verdun, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1. Un lot situé dans la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le district de Montréal, quartier Bordeaux Ahuntsic, et portant le No 478 de la subdivision officielle du lot No 164 du plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse du Sault-au-Récollet, contenant 25 pieds de largeur par 98 pieds de profondeur dans une ligne, et 92 pieds 3 pouces dans l'autre, et un autre lot adjacent du côté sud, étant partie du lot portant le No 479 de la subdivision officielle du lot No 164 du plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse du Sault-au-Récollet, contenant 12½ pieds de largeur par 92 pieds 3 pouces de profondeur dans une ligne, et 88 pieds 9 pouces dans l'autre; lesdits deux lots ayant front sur la rue DeLorimier du côté est, et bornés au nord par le lot 477, au sud par partie du lot No 479, à l'ouest par le lot No 503 et partie du lot No 502—maisons et constructions sus-érigées.

Les immeubles ci-dessus mentionnés seront mis en vente à l'enchère et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur le CINQUIEME jour de MAI 1920, à DIX heures et DEMIE du matin, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de la cité de Montréal, sujets aux charges clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au bureau du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et l'adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, 25 mars 1920.

Les procureurs du demandeur,
1291-14-2 BERARD & RHEAUME.

which Oscar Barré, barber, of the city and district of Montreal, is plaintiff, and Albert Barré, Eugénie Barré, wife separate as to property of Emery Archambault, and the latter to authorize his wife for the purpose of this suit, Florina Barré, wife separate as to property of Oscar Archambault, and the latter to authorize his wife for the purpose of this suit, Philomène Barré, widow of Léon Phénix, is his life time merchant, of the city and district of Montreal, and Arthur Barré, prospector of the city of Verdun, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immoveables described as follows :

1. A lot situated in the parish of Sault-au-Récollet, in the district of Montreal, Bordeaux-Ahuntsic ward, and designated under No. 478 of the official subdivision of lot No. 164 of the official cadaster of said parish of Sault-au-Récollet, containing 25 feet in width by 98 feet in depth in one line, and 92 feet 3 inches in the other line, and another adjacent lot on the southern side, being a part of lot No. 479 of the official subdivision of lot No. 164 of the official cadaster of said parish of Sault-au-Récollet, containing 12½ feet in width by 92 feet 3 inches in one line, and 88 feet 9 inches in the other, in depth, more or less; said two lots facing DeLorimier street, on their eastern side and bounded northside by lot No. 477, south side by part of lot No. 479, west side by lot No. 503 and part of lot No. 502—with houses and constructions built upon it.

The immoveables above described will be put to auction and adjudged to the last and highest bidder on the FIFTH day of MAY, 1920, at HALF PAST TEN in the morning, at the holding of the Court, in the court room, of the Court House of Montreal, subject of the charges clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing to file such oppositions within the delay hereby limited, the parties will be foreclosed from doing so.

Montreal, 25th March, 1920.

BERARD & RHEAUME,
1292-14-2 Attorneys for the plaintiff.

Vente pour taxes municipales.

Sale for municipal taxes

Province de Québec,
Ville St-Michel.

Avis public est par le présent donné, par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville Saint-Michel, conformément à l'article 5759 des Statuts refondus de Québec, 1909, que les propriétés foncières suivantes, savoir :

(a) Les subdivisions 506, 507, 508, 509 et 510 du lot originaire No 346 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(b) La subdivision 59 du lot originaire No 339 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(c) La subdivision 404 du lot originaire No 366 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(d) La subdivision 534 du lot originaire No

Province of Quebec,
Town of Saint-Michel.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary treasurer of the town of Saint-Michel, pursuant to article 5759 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that the following immoveables, namely :

(a) The subdivisions 506, 507, 508, 509 and 510 of original lot number 346 of the cadastral of the parish of Sault-au-Récollet ;

(b) The subdivision 59 of original lot No. 339 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(c) The subdivision 404 of original lot No. 366 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(d) The subdivision 534 of original lot No.

366 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(e) Les subdivisions 181 et 182 du lot originaire No 366 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(f) La subdivision 1106 du lot originaire No 343 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(g) La subdivision 1141 du lot originaire No 339 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(h) Les subdivisions 1065 et 1066 du lot originaire No 343 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(i) Les subdivisions 1195, 1196, 1197, 1198 et 1199 du lot originaire No 343 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(j) La subdivision 217 du lot originaire No 366 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(k) Les subdivisions 390 et 392 du lot originaire No 358 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(l) Les subdivisions 365, 366, 367, 368 et 369 du lot originaire No 344 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(m) Les subdivisions 147 et 148 du lot originaire No 365 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(n) Les subdivisions 161 et 162 du lot originaire No 365 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet ;

(o) Les subdivisions 391 et 393 du lot originaire No 358 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, sur lesquelles il y a des taxes de dues et qui doivent, d'après résolution du conseil de la ville Saint-Michel, en date du 31 mars 1920, être vendues par le secrétaire-trésorier du conseil à l'enchère publique du bureau du conseil, seront vendues à telle enchère publique audit bureau du conseil de la ville Saint-Michel, MARDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi, le tout suivant que prescrit aux articles 5762 et suivants des Statuts refondus de Québec, 1909.

Fait et donné en la ville Saint-Michel, le premier jour d'avril 1920.

DR J.-A. PESANT.

Le secrétaire-trésorier,

Je, soussigné, Dr J.-A. Pesant, secrétaire-trésorier de la ville Saint-Michel, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié aux endroits où l'on publie en la ville Saint-Michel, c'est-à-dire à la porte de l'église paroissiale et à la porte de la salle du conseil l'avis ci-annexé, le 1er avril 1920.

En foi de quoi je donne ce présent certificat à la ville Saint-Michel, ce 3 avril 1920.

Le secrétaire-trésorier,

1401—15-2

DR J.-A. PESANT.

366 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(e) The subdivisions 181 and 182 of original lot No. 366 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(f) The subdivision 1106 of the original lot No. 343 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(g) The subdivision 1141 of original lot No. 339 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(h) The subdivisions 1065 and 1066 of original lot No. 343 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(i) The subdivisions 1195, 1196, 1197, 1198 and 1199 of original lot No. 343 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(j) The subdivision 217 of original lot No. 366 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(k) The subdivisions 390 and 392 of original lot No. 358 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(l) The subdivisions 365, 366, 367, 368 and 369 of original No. 344 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(m) The subdivisions 147 and 148 of original lot No. 365 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(n) The subdivisions 161 and 162 of original lot No. 365 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet ;

(o) The subdivisions 391 and 393 of original lot No. 358 of the cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, on which there are arrears of taxes and which, under a resolution of the council of the town of Saint-Michel, dated the 31st March, 1920, are to be sold by the secretary-treasurer of the council at public auction at the office of the council, will be sold at such public auction at said office of the council of the town of Saint-Michel, on TUESDAY, the TWENTY SEVENTH APRIL next (1920), at TEN o'clock in the forenoon, the whole pursuant to articles 5762 and following of the Quebec Revised Statutes, 1909.

Made and given in the town of Saint-Michel on the first day of April, 1920.

DR J.-A. PESANT,

Secretary treasurer.

I, the undersigned, Dr. J. A. Pesant, secretary treasurer of the town of Saint-Michel, certify under my oath of office, that I have published at the places where are posted the notices in the town of Saint-Michel, that is at the parochial church door at the door of the Council House, the above notice on the 1st April, 1920.

In testimony whereof I give the present certificate at the town of Saint-Michel, this 3rd April, 1920.

DR J.-A. PESANT,

Secretary Treasurer.

VENTE PAR LE SHÉRIF BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

SHERIFF'S SALE BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **EUGENE CHABOT**, de-
No 10. } mandeur ; contre
ALPHONSE MARTEL, défendeur.

Le lot numéro vingt-huit (28) du cadastre officiel pour le dixième rang du canton Langevin, paroisse de Sainte-Justine, Dorchester, contenant environ cent acres en superficie—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Justine, le ONZE MAI prochain (1920), à DIX heures de l'avant-midi. Bureau du shérif.

Saint-Joseph, Beauce, 6 avril 1920.

Le shérif,

1373—15-2 **GUSTAVE GARANT.**

[Première publication, 10 avril 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **EUGENE CHABOT**, plain-
No 10. } tiff ; against **ALPHON-
SE MARTEL**, defendant.

The lot number twenty eight (28) of the official cadastre for the tenth range of the township of Langevin, parish of Sainte-Justine, Dorchester, containing about one hundred acres in superficies—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Justine, on the ELEVENTH MAY next (1920), at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

Saint-Joseph, Beauce, 6th April, 1920.

GUSTAVE GARANT,

1374—15-2 Sheriff.

[First publication, 10th April, 1920.]

BEAUHARNOIS

MANDAT DE CURATEUR.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **ACHILLE LEBIRE**,
District de Montréal, } failli ; et **JO-
No 136. } SEPH-GONZAGUE**
DUHAMEL, curateur.

Comme ayant appartenu au failli :

1. Une terre connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, dans le comté de Châteauguay, sous le No 224, mesurant 100 arpents en superficie—avec les bâtisses dessus construites ;

2. Une terre sise et située au même lieu, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, dans le comté de Châteauguay, sous le No 223—avec les bâtisses dessus construites, mesurant 50 arpents en superficie ;

3. Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Clothilde, dans le comté de Châteauguay, contenant deux arpents de front sur 160 pieds de profondeur, étant une partie du lot connu et désigné sous le No 114 sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Jean-Chrysostôme, dont a été détachée ladite paroisse de Sainte-Clothilde ; borné en front par le chemin de "Beach Ridge", d'un côté, au nord-est, par une route ou montée appelée "Montée du Pontage", de l'autre côté, au sud-ouest et en arrière, par le résidu dudit lot No 114—avec une beurrerie et les machines y contenues et les autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus : les lots No 1 et No 2, en premier et second lieu ci-dessus désignés, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Urbain-Premier, comté de Châteauguay, MERCREDI, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi ; et le lot No 3, en dernier lieu ci-dessus désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clothilde, comté de Châteauguay, MERCREDI, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

L. O. THISDALE.

Bureau du shérif.

Salaberry-de-Valleyfield, 10 mars 1920.

1035—12-2

[Première publication, 20 mars 1920.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Province of Québec, } **ACHILLE LEBIRE**,
District of Montreal, } insolvent ; and
No 136. } **JOSEPH GONZAGUE**
DUHAMEL, curator.

As having belonged to the insolvent :

1. A farm known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Urbain-Premier, in the county of Châteauguay, under the No. 224 measuring 100 arpents in area—with the buildings thereon erected ;

2. A farm being and situate at the same place, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint-Urbain-Premier, in the county of Châteauguay, under the No. 223—with the buildings thereon erected, measuring 50 arpents in area ;

3. An emplacement situate in the parish of Sainte-Clothilde, in the county of Châteauguay, containing two arpents in front by 160 feet in depth, being a part of the lot known and designated under the No. 114 on the official plan and book of reference of the parish Saint-Jean-Chrysostôme, from which was detached the said parish of Sainte-Clothilde ; bounded in front by the Beach Ridge road, on one side to the northeast by a road on *montée* called "Montée du Pontage", on the other side, to the southwest, and in the rear by the residue of the said lot No. 114—with a butter factory and the equipment contained therein and the other buildings thereon erected.

To be sold : the lots No. 1 and No. 2 firstly and secondly hereinabove designated at the parochial church door of the parish of Saint-Urbain-Premier, county of Châteauguay, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon ; and the lot No. 3, lastly hereinabove designated, at the parochial church door of the parish of Sainte-Clothilde, county of Châteauguay, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. O. THISDALE,

Sheriff.

Sheriff's office.

Salaberry-de-Valleyfield, 10th March, 1920.

1036—12-2

[First publication, 20th March, 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **G**EOURGE LEO-
 District de Beauharnois. } NARD INNES,
 No 3554. } demandeur ; vs
DAME PRÉCILLE LEBŒUF, ES-NOM ET ES-
QUALITE, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse, tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs.

Un lot de terre ou emplacement connu et désigné sous le numéro (No 703) sept cent trois des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry-de-Valleyfield—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, au Palais de justice, JEUDI, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AVRIL 1920, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
 L.-O. THISDALE.

Bureau du shérif.

Salaberry-de-Balleyfield, 13 mars 1920.

1053—12-2

[Première publication, 20 mars 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **G**EOURGE LEO-
 District of Beauharnois. } NARD INNES,
 No. 3554. } plaintiff ; vs **DAME**
PRECILLE LEBŒUF, ES-NOM AND ES-
QUALITY, defendant.

As belonging to the defendant, both personally and in her quality of tutrix to her minor children.

A lot of land or emplacement known and designated under the number seven hundred and three (No. 703) of the official plan and book of reference of the town of Salaberry-de-Valleyfield—with the buildings thereon erected.

To be sold at the office of the sheriff, in the city of Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, at the Court House, on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of APRIL, 1920, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. O. THISDALE,
 Sheriff.

Sheriff's office.

Salaberry-de-Valleyfield, 13th March, 1920.

1054—12-2

[First publication, 20th day of March, 1920].

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

No 5900. } **C**HARLES VILLENEUVE ; vs
 } **THEODORE LAPOINTE**,
 de la paroisse de Chicoutimi.

Comme appartenant au défendeur :

Un lopin de terre ou emplacement formé du lot numéro six-B (6-B) et de partie du lot numéro six-A (6-A) du septième rang sud-ouest du canton Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, lequel terrain mesure deux cents pieds de largeur du sud-ouest au nord-est sur cinquante pieds de profondeur du nord-ouest au sud-est et est borné comme suit : en front, au nord-ouest, par le chemin public actuel, vers le nord-est par une ligne parallèle au pan nord-est de l'ancienne maison d'école érigée sur ce terrain et distante vers le nord-est de huit pieds de ce pan, et vers le sud-est et le sud-ouest par le résidu dudit lot numéro six-A (6-A) appartenant à Joseph Tremblay, fils de Xavier—avec la maison et autres bâtisses érigées sur cet emplacement et toutes dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, au palais de justice, à Chicoutimi, le QUATORZIÈME jour de MAI 1920, à DIX heures du matin.

Le shérif,
 L. ALAIN.

Bureau du shérif.

Chicoutimi, 3 avril 1920.

1347—15-2

[Première publication, 10 avril 1920.]

FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Chicoutimi.

No. 5900. } **C**HARLES VILLENEUVE ;
 } vs **THEODORE LAPOINTE**
 of the parish of Chicoutimi.

As belonging to the defendant :

A parcel of land or emplacement formed of the lot number six-B (6-B) and of part of the lot number six-A (6-A) of the seventh southwest range of the township of Chicoutimi, on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, which parcel of land measures two hundred feet in width from the southwest to the northeast by fifty feet in depth from the northwest to the southeast and is bounded as follows : in front, to the northwest, by the present public road, on the northeast by a line parallel to the northeast side of the old school house erected on said land and at a distance of eight feet to the northeast thereof, and on the southeast and southwest by the residue of said lot number six-A (6-A), belonging to Joseph Tremblay, son of Xavier—with the house and other buildings erected on said emplacement with dependencies.

To be sold at my office, at the Chicoutimi Court House, on the FOURTEENTH day of MAY, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

L. ALAIN,
 Sheriff.

Sheriff's office.

Chicoutimi, 3rd April, 1920.

1348—15-2

[First publication, 10th April, 1920.]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Kamouraska.

Rivière-du-Loup, à savoir : } **J**EAN THE-
 No 6829. } BERGE, de la
 paroisse de Saint-Eleuthère, marchand, deman-
 deur ; contre **ARTHUR LEVASSEUR**, du même
 lieu, défendeur.

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Kamouraska.

Rivière-du-Loup, to wit : } **J**EAN THE-
 No. 6829. } BERGE, of
 the parish of Saint-Eleuthère, merchant, plaintiff ;
 against **ARTHUR LEVASSEUR**, of the same
 place, defendant.

Comme appartenant audit défendeur :

Le lot numéro trois (No 3) du Sième rang du canton Pohenégamook—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; sauf et excepté tous les droits de coupe de bois vendus et appartenant sur ledit lot à la compagnie "The Saint-Maurice Lumber Company."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eleuthère, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain 1920, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif.

Rivière-du-Loup, 16 mars 1920.

Le shérif,

1061—12-2

J.-O. GIRARD.

[Première publication, 20 mars 1920].

As belonging to said defendant.

The lot number three (No 3) of the eighth range of Pohenegamook township—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; save and except all the rights of cutting timber sold and belonging on said lot to the Saint-Maurice Lumber Company.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Eleuthère, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Rivière-du-Loup, 16th March, 1920.

J. O. GIRARD,

1062—12-2

Sheriff.

[First publication, 20th March, 1920].

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } LA CITE DE MAISONNEUVE, autrefois corps légalement constitué, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Maisonneuve, district de Montréal, et maintenant faisant partie du territoire de la cité de Montréal, demanderesse ; vs FRED LUCKRAM et ALICE DUNKO, épouse dudit Fred. Luckram, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse, tous deux des cité et district de Montréal, maintenant absentes, défendeurs.

Un terrain portant le numéro 1-760 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, district de Montréal ; borné en front, vers le sud-ouest, par le No 1-a-1 (Deuxième avenue), en profondeur, vers le nord-est, par le No 1-750 (ruelle), d'un côté, vers le sud-est, par le No 1-761, mesurant 25 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur, mesure anglaise, et contenant 2,500 pieds en superficie.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,

L.-J. LEMIEUX.

Bureau du shérif.

Montréal, 7 avril 1920.

1405—15-2

[Première publication, 10 avril 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } BUREAU DES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES DE LA CITE DE MONTREAL, corporation légale dûment constituée et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur ; vs W.-G. LANE, défendeur.

Quatre lopins de terre dans le quartier Notre-Dame-de-Grâces, de la cité de Montréal, ayant front sur l'avenue Colbrooke, étant les subdivisions 187, 188, 191 et 192 du lot cadastral No 52 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal le QUATORZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Bureau du shérif.

Montréal, le 7 avril 1920.

Le shérif,

1409—15-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 10 avril 1920].

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } THE CITY OF MAISONNEUVE formerly a body politic and corporate, duly incorporated, having its chief place of business in the city of Maisonneuve, district of Montreal, and now forming part of the territory of the city of Montreal, plaintiff ; vs FRED LUCKRAM and ALICE DUNKO, wife of said Fred Luckram, and the latter both personally and to authorize his wife, both of the city and district of Montreal, now absent, defendants.

A lot of land bearing the number 1-760 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, district of Montreal ; bounded in front, towards the southwest, by the No. 1-a-1 (Second Avenue), in depth, towards the northeast, by the No. 1-750 (a lane), on one side, towards the southeast, by the No. 1-761, measuring 25 feet in width by 100 feet in depth, English measure, and containing 2,500 feet in superficies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff.

Sheriff's office.

Montreal, 7th April, 1920.

1406—15-2

First publication, 10th April, 1920.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } PROTESTANT BOARD OF SCHOOL COMMISSIONERS OF THE CITY OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal plaintiff ; vs W. G. LANE, defendant.

Four lots of land in the Notre-Dame-de-Grâces ward, of the city of Montreal, fronting on Colbrooke avenue, being subdivisions 187, 188, 191 and 192 of cadastral lot No. 52 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 7th April, 1920.

L. J. LEMIEUX,

1410—15-2

Sheriff.

[First publication, 10th April, 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } JOSEPH - EMILE COTE
No 3710. } TE, demandeur ; vs
DAME ALMA LORD, en sa qualité d'héritière
de légataire universelle et d'exécutrice testamen-
taire de feu Joseph Gravel, défenderesse.

1. Le lot maintenant connu comme étant le No quatre des plan et livre de renvoi de subdivision d'ement préparés et produits du No cinq des plans et livre de renvoi officiels pour le village incorporé de la Côte Saint-Louis, maintenant quartier Saint-Denis, dans ladite cité de Montréal, avec le droit de se servir de la ruelle en arrière en commun avec les autres personnes qui y peuvent avoir droit, et toutes ses dépendances ;

2. Ces emplacements situés à Grand Central Park et formant partie du lot numéro quatre aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, connus et désignés sous les subdivisions Nos six cent douze, six cent treize, six cent quatorze, six cent quinze, six cent seize, six cent dix-sept, six cent dix-huit, six cent dix-neuf, six cent vingt, six cent vingt et un, six cent vingt-deux, six cent vingt-trois, six cent vingt-quatre, six cent vingt-cinq, six cent vingt-six, six cent quarante-deux, six cent quarante-trois, six cent quarante-quatre, six cent quarante-cinq, six cent quarante-six, six cent quarante-sept, six cent quarante-huit, six cent quarante-neuf, six cent cinquante, six cent cinquante-un, six cent cinquante-deux, six cent cinquante-trois, sept cent quatre-vingts, sept cent quatre-vingt-un, sept cent quatre-vingt-deux, sept cent quatre-vingt-trois, sept cent quatre-vingt-quatre, sept cent quatre-vingt-cinq, huit cent quatorze, huit cent quinze, huit cent seize, huit cent dix-sept, huit cent dix-huit, huit cent dix-neuf (4-612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 814, 815, 816, 817, 818, 819) ; lesdits lots Nos 612 à 626, inclusivement, ayant front sur la rue Chambord et contenant chacun vingt-cinq pieds de largeur par cent quinze pieds de profondeur ; lesdits lots Nos 642 à 653, inclusivement, ayant front sur la rue Cardinal, et maintenant rue De Lanaudière, et contenant chacun 25 pieds de largeur par 115 pieds de profondeur ; lesdits lots Nos 780 à 785, inclusivement, ayant front sur la rue Cardinal, et maintenant rue De Lanaudière, et contenant chacun 25 pieds de largeur par 115 pieds de profondeur ; lesdits lots 814 à 819, inclusivement, formant un emplacement ayant front sur la rue Garnier et contenant 150 pieds de largeur par une profondeur dans la ligne nord-ouest de 102 pieds et 2 pouces, et dans la ligne sud-est de 101 pieds et 10 pouces ; et aussi cette partie de la subdivision sept cent quatre-vingt-seize du lot originaire No 4 (4-ptie 796) mesurant 15 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur et bornée comme suit : au nord-est par les subdivisions Nos 816, 817, 818 et 819 dudit lot No 4, au sud-ouest par les subdivisions Nos 786, 787, 788 et 789 dudit lot No 4 ; au nord-ouest par la ligne nord-ouest de la subdivision No 789 qui serait continuée en ligne droite, et au sud-est par la ligne sud-est de la subdivision No 786 qui serait continuée en ligne droite ; et aussi cette partie de la subdivision No six cent trente-un dudit lot No 4 (4-ptie 631) mesurant 15 pieds en largeur par 100 pieds de profondeur et bornée comme suit : au nord-est par les subdivisions 652, 653, 654 et 655 dudit lot No 4 ; au sud-ouest par les subdivisions Nos 622, 623, 624 et 625 dudit lot No 4 ; au nord-ouest par la ligne nord-ouest de la subdivision No 622 qui serait continuée en ligne droite, et au sud-est par la ligne sud-est de la subdivision No

FIERI FACIAS DE TERPIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } JOSEPH EMILE COTE
No. 3710. } plaintiff ; vs
ALMA LORD, in her quality of heiress of universal legatee and testamentary executrix of the late Joseph Gravel, defendant.

1. The lot now known as being the number four on the subdivision plan and book of reference duly prepared and filed of the number five on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote Saint-Louis now Saint-Denis ward, in the said city of Montreal—with the right to make use of the lane at the rear in common with the other persons having right therein and all its dependencies ;

2. Those emplacements situate at Grand Central Park and forming part of the lot number four on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, known and designated under the subdivisions numbers six hundred and twelve, six hundred and thirteen, six hundred and fourteen, six hundred and fifteen, six hundred and sixteen, six hundred and seventeen, six hundred and eighteen, six hundred and nineteen, six hundred and twenty, six hundred and twenty one, six hundred and twenty two, six hundred and twenty three, six hundred and twenty four, six hundred and twenty five, six hundred and twenty six, six hundred and twenty seven, six hundred and twenty eight, six hundred and twenty nine, six hundred and thirty, six hundred and thirty one, six hundred and thirty two, six hundred and thirty three, six hundred and thirty four, six hundred and thirty five, six hundred and thirty six, six hundred and thirty seven, six hundred and thirty eight, six hundred and thirty nine, six hundred and forty, six hundred and forty one, six hundred and forty two, six hundred and forty three, six hundred and forty four, six hundred and forty five, six hundred and forty six, six hundred and forty seven, six hundred and forty eight, six hundred and forty nine, six hundred and fifty, six hundred and fifty one, six hundred and fifty two, six hundred and fifty three, seven hundred and eighty, seven hundred and eighty one, seven hundred and eighty two, seven hundred and eighty three, seven hundred and eighty four, seven hundred and eighty five, eight hundred and fourteen, eight hundred and fifteen, eight hundred and sixteen, eight hundred and seventeen, eight hundred and eighteen, eight hundred and nineteen (4-612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 814, 815, 816, 817, 818, 819) ; the said lots Nos 612 to 626, inclusively, fronting on Chambord street and each containing twenty five feet in width by one hundred and fifteen feet in depth ; the said lots Nos 642 to 653, inclusively, fronting on Cardinal street, and now De Lanaudière street, and each containing 25 feet in width by 115 feet in depth ; the said lots Nos 780 to 785, inclusively, fronting on Cardinal street, and now De Lanaudière street, and each containing 25 feet in width by 115 feet in depth ; the said lots 814 to 819, inclusively, forming an emplacement fronting on Garnier street and containing 150 feet in width by a depth in the northwest line of 102 feet and 2 inches, and in the southeast line of 101 feet and 10 inches ; and also that part of the subdivision seven hundred and ninety six of the primitive lot No. 4 (4 pt. 796) measuring 15 feet in width by 100 feet in depth and bounded as follows : on the northeast by the subdivisions Nos 816, 817, 818 and 819 of the said lot No. 4, on the southwest by the subdivisions Nos 786, 787, 788 and 789 of the said lot No. 4 ; on the north west by the northwest line of the subdivision No. 789 that would be continued in a straight line, and on the southeast by the southeast line of the subdivision No. 786 that would be continued in a straight line ; and also that part of the subdivision No. six hundred and thirty one of the said lot No. 4 (4pt 631) measuring 15 feet in width by 100 feet in depth

625 qui serait continuée en ligne droite ; tous lesdits lots et emplacements ci-dessus mentionnés étant situés dans la cité de Montréal—avec bâtisses, machineries et accessoires, qui y sont installés d'une manière permanente.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Montréal, 7 avril 1920.

Le shérif,

1407—15-2 L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 10 avril 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LE CREDIT FON-**
No 4551. } **CIER FRANCO-**
CANADIEN, une corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demandeur ; contre **FREDERIC BERTHIAUME**, autrefois des cité et district de Montréal et maintenant de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, défendeur.

Un immeuble situé dans le quartier Laurier, à Montréal, ayant front sur la rue Saint-Laurent, étant la partie nord-ouest du lot numéro quatre-vingt-un des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, moins ce qui a été vendu à la ville de Saint-Louis pour l'élargissement de la rue Saint-Laurent ; cette partie du dit lot bornée comme suit : en front par la rue Saint-Laurent, au nord-ouest par le lot numéro quatre-vingt-deux desdits plan et livre de renvoi, au nord-est par les lots de la rue Saint-Dominique, et au sud-est par la partie restante dudit lot numéro quatre-vingt-un—avec les constructions y érigées ; telle partie de lot s'étendant de la ligne du lot numéro quatre-vingt-deux sur toute la largeur de la maison en pierre érigée sur ledit lot, autrefois occupée comme hôtel et contenant ladite partie de lot 40 pieds et 4 pouces en front par une profondeur de 74 pieds dans la ligne sud-est, et 75 pieds dans la ligne nord-ouest, le tout plus ou moins et avec droit de passage en commun sur le terrain immédiatement à côté de ladite maison du côté sud-est pour communiquer de l'arrière dudit lot à la rue Saint-Laurent.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif,

Montréal, 16 mars 1920.

Le shérif,

1059—12-2 L.-J. LEMIEUX.
[Première publication, 20 mars 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **LES COMMISSAIRES**
No 1586. } **D'ECOLES DE LA**
MUNICIPALITÉ DE LA CITE DE WEST-
MOUNT, dans le comté d'Hochelaga, corpora-
tion légalement constituée et ayant son bureau-
chef dans la cité de Westmount, dans le district
de Montréal, demandeurs ; vs **SUNNYSIDE**
REALTIES, LIMITED, corporation légalement
constituée et ayant son bureau et sa principale

and bounded as follows : on the northeast by the subdivisions 652, 653, 654 and 655 of the said lot No. 4 ; on the southwest by the subdivisions Nos. 622, 623, 624 and 625 of the said lot No. 4 ; on the northwest by the northwest line of the subdivision No. 622 that would be continued in a straight line and on the southeast by the southeast line of the subdivision No. 625 that would be continued in a straight line ; all the said lots and emplacements hereinabove mentioned being situate in the city of Montreal—with buildings, machinery and accessories installed thereon in a permanent manner.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 7th April, 1920.

L.-J. LEMIEUX,

1408—15-2 Sheriff.
[First publication, 10th April, 1920].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **LE CREDIT FONCIER**
No. 4551. } **FRANCO - CANA-**
DIEN, a body politic and corporate duly incor-
porated, having its principal place of business in
the city and district of Montreal, plaintiff ;
against **FREDERIC BERTHIAUME**, formerly
of the city and district of Montreal, and now of
Saint-Scholastique, district of Terrebonne, de-
fendant.

An immoveable situate in Laurier ward, at Montreal, fronting on Saint Lawrence street, being the northwest part of the lot number eighty one of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, less the part thereof sold to the town of Saint-Louis for widening Saint Lawrence street ; bounded said northwest part, as follows : in front by Saint Lawrence street, on the northwest by the lot number eighty two of said plan and book of reference, on the northeast by the lots of Saint-Dominique street, and on the southeast by the remaining part of said lot number eighty one—with the constructions thereon erected ; said part of lot extending from the line of the lot number eighty two for the whole width of the stone house erected on said lot, formerly occupied as a hotel and containing said part of lot 40 feet and 4 inches in front by a depth of 74 feet in the southeast line, and 75 feet in the northwest line, the whole more or less and with a common right of way on the land immediately adjacent to said house on the southeast side to communicate from the rear of said lot to Saint Lawrence street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Montreal, 16th March, 1920.

L.-J. LEMIEUX,

1060—12-2 Sheriff.
[First publication, 20th March, 1920].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE SCHOOL COM-**
No. 1586. } **MISSIONERS OF**
THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF
WESTMOUNT, in the county of Hochelaga, a
body politic and corporate duly incorporated and
having its head office at the city of Westmount,
in the district of Montreal, plaintiffs ; vs **SUN-**
NYSIDE REALTIES, LIMITED, a body
politic and corporate duly incorporated and

place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

Un emplacement sis et situé en la cité de Westmount, district de Montréal, ayant front sur l'avenue Sunnyside, de ladite cité, et composé de ce qui suit, savoir :

1. Les lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions Nos 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 de la subdivision officielle No 16 du lot originaire No 284 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

2. Un lot de terre connu et désigné sous le No 198B de la subdivision officielle du lot originaire No 282 desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

3. Un lot de terre connu et désigné sous le No 1 de la subdivision du lot No 201 de la subdivision officielle du lot originaire No 282, desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal ;

4. Un lot de terre connu et désigné sous le No 4 de la subdivision du lot No 200 de la subdivision officielle du lot originaire No 282, desdits plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées ; le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin. Bureau du shérif.

Montréal, 16 mars 1920.

Le shérif,

1103—12-2

L.-J. LEMIEUX.

[Première publication, 20 mars 1920.]

having its head office and principal place of business at the city and district of Montreal, defendant.

An emplacement lying and situate in the city of Westmount, district of Montreal, fronting on Sunnyside avenue of said city, and composed of the following lots, to wit :

1. The lots of land known and designated as being the subdivisions Nos. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 and 10 of the official subdivision No. 16 of the original lot No. 284 of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal ;

2. A lot of land known and designated under the No. 198B of the official subdivision of the original lot No. 282 of said official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal ;

3. A lot of land known and designated under the No. 1 of the subdivision of the lot No. 201 of the official subdivision of the original lot No. 282, of said official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal ;

4. A lot of land known and designated under the No. 4 of the subdivision of the lot No. 200 of the official subdivision of the original lot No. 282 of said official cadastral plan and book of reference of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected ; the whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

Montreal, 16th March, 1920.

L.-J. LEMIEUX,

Sheriff.

1104—12-2

[First publication, 20th March, 1920.]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour de recorder.

Québec, à savoir :) LA CITE DE QUEBEC ;
No 6728. / contre LOUIS-ARTHUR ROBITAILLE, ci-devant de la cité de Québec, entrepreneur, à savoir :

La subdivision No 139 (cent trente-neuf) du lot No 2301 (deux mille trois cent un) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur-de-Québec, étant un emplacement situé sur la rue Marie-de-l'Incarnation—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sujette à une rente annuelle de \$58.12 payable le premier mai aux Dames Ursulines de Québec.

Pour être rendue à mon bureau, en la cité de Québec, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin. Bureau du shérif.

Québec, 25 mars 1920.

Le shérif,

1211—13-2

CLEOPHAS BLOUIN.

[Première publication, 27 mars 1920.]

[Deuxième publication, 10 avril 1920.]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit :) THE CITY OF QUEBEC ;
No. 6728. / against LOUIS-ARTHUR ROBITAILLE, heretofore of the city of Quebec, contractor, to wit :

The subdivision No. 139 (one hundred and thirty nine) of the lot No. 2301 (two thousand three hundred and one) of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur-de-Québec, being an emplacement situate on Marie-de-l'Incarnation street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to an annual ground rent of \$58.12 payable the first May to the Dames Ursulines de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the THIRTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon. Sheriff's office.

Quebec, 25th March, 1920.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff.

1212—13-2

[First publication, 27 March, 1920.]

[Second publication, 10th April, 1920.]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Canada,) GÉDEON CYR,
Province de Québec,) demandeur ; vs
District de Montréal,) REV. DEBRAY ET AL,
No 4502.) défendeurs, à savoir :

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,) GEDEON CYR,
Province of Quebec,) plaintiff; vs
District of Montreal,) DEBRAY ET AL, de-
No. 4502.) fendants, to wit :

Un certain terrain situé à la Grande Côte, paroisse de Saint-Louis-de-Terrebonne, connu sous le numéro vingt (20) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse, contenant deux arpents et un demi quart d'arpent de largeur sur quarante arpents de profondeur, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique, en la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, le QUATORZIEME jour de MAI mil neuf cent vingt, entre QUATRE et CINQ heures de l'après-midi.

Le shérif,

J. W. CYR.

Bureau du shérif.

Sainte-Scholastique, 5 avril 1920. 1371—15-2

[Première publication, 10 avril 1920.]

A piece of land situate at La Grande Côte, parish of Saint-Louis-de-Terrebonne, known under the number twenty (20) on the official plan and book of reference of said parish, containing two arpents and one eighth in width by forty arpents in depth, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the catholic church door, in the town of Terrebonne, district of Terrebonne, on the FOURTEENTH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty, between FOUR and FIVE of the clock in the afternoon.

J. W. CYR,

Sheriff.

Sheriff's office.

Sainte-Scholastique, 5th April, 1920.

1372—15-2

[First publication, 10th April, 1920.]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } DAME FLORE
No 25. } VERMETTE

ET VIR., demandeurs ; vs PHILIPPE GELINAS, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, connu et désigné comme étant la subdivision onze du numéro cent quatre-vingt-trois (183-11) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan—avec maison dessus construire, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface-de-Shawinigan, le DOUZIEME jour de MAI prochain 1920, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Le shérif,

CHS DUMOULIN.

Trois-Rivières, 6 avril 1920. 1399—15-2

[Première publication, 10 avril 1920.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } IN RE : Succes-
No 704. } sion vacante de

feu SERANI DUCHARME ; et L.-N. JOURDAIN, requérant ; et J.-A. TRUDEL, curateur.

Comme appartenant à ladite succession vacante de feu Serani Ducharme, les immeubles suivants, savoir :

1. Une terre située en ladite paroisse de Saint-Louis-de-Champlain, à la concession double de Sainte-Marguerite, contenant un arpent et demi de front sur environ quarante arpents de profondeur, et séparée en deux par le chemin public du cordon séparant les deux rangs de ladite concession—avec maison, grange, étable et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et étant les lots numéros quatre cent soixante et treize (473) et cinq cent quatre-vingt-cinq (585) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Maurice, et maintenant en ladite paroisse de Saint-Louis-de-Champlain ;

2. Une terre située dans le rang Sainte-Marguerite-Nord, en la paroisse de Saint-Louis-de-Champlain, contenant environ soixante arpents en superficie, connue et désignée sous le numéro cinq cent quatre-vingt-deux (582) du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } DAME FLORE
No. 25. } VERMETTE

ET VIR. plaintiffs ; vs PHILIPPE GELINAS, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

An emplacement situate in the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan, known and designated as being the subdivision eleven of the number one hundred and eighty three (183-11) of the official cadastre of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan—with house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Boniface-de-Shawinigan on the TWELFTH day of MAY next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Three Rivers, 6th April, 1920.

CHS DUMOULIN,

Sheriff.

1400—15-2

[First publication, 10th April, 1920.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } IN RE : Succes-
No. 704. } sion vacante de

feu SERANI DUCHARME ; and L. N. JOURDAIN, petitioner ; and J. A. TRUDEL, curator.

As belonging to the said succession vacante de feu Serani Ducharme, the following immovables, to wit :

1. A farm situate in the said parish of Saint-Louis-de-Champlain, in the double concession of Sainte-Marguerite, containing one arpent and a half in front by about forty arpents in depth, and divided in two by the public road of the line dividing the two ranges of the said concession—with house, barn, stable and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and being the lots numbers four hundred and seventy three (473) and five hundred and eighty five (585) of the official cadastre for the parish of Saint-Maurice, and now in the said parish of Saint-Louis-de-Champlain ;

2. A farm situate in the Sainte-Marguerite north range, in the parish of Saint-Louis-de-Champlain, containing about sixty arpents in area, known and designated under the number five hundred and eighty two (582) of the official cadastre of the county of Champlain for the

de Saint-Maurice, maintenant en la paroisse de Saint-Louis-de-Champlain—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Champlain, en le comté de Champlain, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain 1920, à DIX heures du matin

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 17 mars 1920.

Le shérif,

1109—12-2 CHARLES DUMOULIN.
[Première publication, 20 mars 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } ARTHUR LE-
No 364. } HOUILLIER,

fil de feu Edouard, demandeur ; vs JOSEPH MASSICOTTE, fils d'Onésime, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir :

Un certain terrain ou emplacement situé en la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, dans le comté de Champlain, à prendre à détacher du lot de terre connu et désigné sous le numéro soixante et douze (ptie No 72) sur le plan et livre de renvoi officiel de ladite paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, de la contenance de cent pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de longueur ; borné en front à Eugène Trudel, en profondeur à Joseph Trudel, au sud-ouest à Dame Wilbrod Trudel, et au nord-est à la route des levées—avec une maison et écurie dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, dans le comté de Champlain, le VINGT-UNIÈME jour d'AVRIL prochain 1920, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 17 mars 1920.

Le shérif,

1097—12-2 CHARLES DUMOULIN.
[Première publication, 20 mars 1920.]

parish of Saint-Louis-de-Champlain—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Louis-de-Champlain, in the county of Champlain, on the TWENTIETH day of APRIL next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Three Rivers, 17th March, 1920.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

1110—12-2

[First publication, 20th March, 1920.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } ARTHUR LE-
No. 364. } HOUILLIER,

son of the late Edouard, plaintiff ; vs JOSEPH MASSICOTTE, son of Onésime, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

A certain lot of land or emplacement situate in the parish of Sainte-Geneviève-de-Batiscan, in the county of Champlain, to be taken and detached from the lot of land known and designated under the number seventy two (pt. No. 72) on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Geneviève-de-Batiscan, containing one hundred feet in width by ninety feet in length ; bounded in front by Eugène Trudel, in depth by Joseph Trudel, on the southwest by Dame Wilbrod Trudel, and on the northeast by the "route des levées"—with a house and stable thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Geneviève-de-Batiscan, in the county of Champlain, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, 1920, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office.

Three Rivers, 17th March, 1920.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff.

1098—12-2

[First publication, 20th March, 1920.]

Nomination

No 996-Elec.

Nomination d'un commissaire d'école

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par un arrêté en Conseil en date du 6 avril 1920, de nommer M. W. J. Daly commissaire d'écoles pour la municipalité de Saint-Léon-de-Westmount, dans le comté de Westmount. 1391

Appointment

No. 996-Elec.

Appointment of one school commissioner.

His Honour the Lieutenant Governor, by an Order in Council dated the 6th April, 1920, to appoint Mr. W. J. Daly school commissioner for the municipality of Saint-Léon-de-Westmount, in the county of Westmount. 1392

Arrêtés en Conseil

CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 6 avril 1920.

PRÉSENT : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu que par un amendement à la loi de la chasse de Québec, sanctionné le 14 de février dernier, il est défendu de chasser, tuer ou prendre l'orignal, le chevreuil et le caribou entre le premier jour de décembre d'une année et le vingtième jour de septembre de l'année suivante ;

Attendu que de nombreuses représentations lui ont été faites par des clubs et des particuliers, locataires de réserves de chasse et de pêche dans

Orders-in-Council

EXECUTIVE COUNCIL.

Québec, 6th April, 1920.

PRESENT : the Lieutenant Governor in Council.

Whereas by an amendment to the Quebec Game Laws, sanctioned on the 14th February last, it is forbidden to hunt, kill or take moose, deer and caribou between the first day of December of any year and the twentieth day of September of the following year ;

Whereas it has been represented by many clubs and individuals, lessees of game and fish reserves in the Province, that the above dates

la province, que ces dates ne convenaient pas dans tous les endroits de la province où le climat ne permet pas de chasser durant une grande partie des mois d'octobre et de novembre ;

Attendu qu'en vertu d'un amendement à l'article 2358e des Statuts refondus de Québec, passé aussi à la dernière session, le lieutenant-gouverneur en conseil a le pouvoir de modifier les périodes de prohibition en ce qui concerne le chevreuil, l'original et le caribou ;

Il est ordonné que la saison de chasse au chevreuil s'ouvre le 1er de septembre pour se terminer le 30 novembre inclusivement ;

Que la chasse au caribou commence le 20 de septembre et se termine le 31 décembre inclusivement ;

Que la saison de chasse à l'original s'ouvre le 20 septembre pour se terminer le 31 décembre, excepté dans les comtés de Pontiac et de Témiscamingue où la chasse à l'original sera permise à partir du 10 de septembre jusqu'au 31 décembre inclusivement.

Le greffier Conseil Exécutif,

1377

A. MORISSET.

were not suited to all the localities of the Province where the climate prevents hunting during a great part of the months of October and November ;

Whereas under an amendment to article 2358e of the Quebec Revised Statutes, also adopted at the last session, the Lieutenant Governor in Council has the power to modify the close seasons as regards deer, moose and caribou ;

It is ordered that the hunting season for deer opens on the first September and closes on the 30th November inclusively ;

That the hunting season for caribou opens on the 20th September and closes on the 31st December inclusively ;

That the hunting season for moose opens on the 20th September and closes on the 31st December, save and except in the counties of Pontiac and Temiscamingue where the hunting season for moose shall open on the 10th September and close on the 31st December inclusively.

A. MORISSET,

1378

Clerk of the Executive Council.

CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 6 avril 1920.

PRÉSENT : le lieutenant-gouverneur en Conseil.

Attendu qu'il est à propos d'amender le tarif des droits et honoraires tel qu'établi par arrêté ministériel, approuvé le 12 février 1909 et amendé par des arrêtés ministériels en date du 24 juillet 1909 et du 18 juillet 1910.

Il est ordonné que, conformément aux articles 7065 des S. R. P. Q., 1909, ledit tarif des droits et honoraires et ses amendements, soient remplacés par le suivant :

(a) Honoraires de constitution en corporation par lettres patentes des compagnies d'assurances.

1. Si le fonds social est de \$900,000.00 ou plus jusqu'à \$1,000,000.00, l'honoraire est de \$450.00
2. Si le fonds social est de \$700,000.00 ou plus, mais moindre que \$900,000.00, l'honoraire est..... 425.00
3. Si le fonds social est de \$500,000.00 ou plus, mais moindre que \$700,000.00, l'honoraire est..... 375.00
4. Si le fonds social est de \$300,000.00 ou plus, mais moindre que \$500,000.00, l'honoraire est..... 325.00
5. Si le fonds social est de \$200,000.00 ou plus, mais moindre que \$300,000.00, l'honoraire est..... 275.00
6. Si le fonds social est de \$100,000.00 ou plus, mais moindre que \$200,000.00, l'honoraire est..... 225.00
7. Si le fonds social est de \$25,000.00 ou plus, mais moindre que \$100,000.00, l'honoraire est..... 180.00
8. Lorsqu'on demande une augmentation du fonds social, l'honoraire se calcule d'après le montant réel de l'augmentation du fonds social, et l'honoraire à verser est le même que celui payable pour lettres patentes constitutives en corporation d'une compagnie dont le fonds social est égal au montant de ladite augmentation.
9. Sur demande de lettres patentes supplémentaires autres que celles relatives à une augmentation du fonds social, l'honoraire est

EXECUTIVE COUNCIL.

Quebec, 6th April, 1920.

PRESENT : the Lieutenant Governor in Council.

Whereas it is advisable to amend the tariff of dues and fees as established by Order in Council, approved on February 12th, 1909, and amended by Orders in Council dated July 24th, 1909, and July 18th, 1910.

It is ordered that pursuant to article 7065 of the R. S. P. Q., 1909, the said tariff of dues and fees and amendments, be replaced by the following :

(a) Fees for the incorporation by letters patent of insurance companies :

1. When the capital stock is \$900,000.00 or more, up to \$1,000,000.00 the fee is.....\$450.00
2. When the capital stock is \$700,000.00 or more, and less than \$900,000.00, the fee is.... 425.00
3. When the capital stock is \$500,000.00 or more, and less than \$700,000.00, the fee is.... 375.00
4. When the capital stock is \$300,000.00 or more, and less than \$500,000.00, the fee is.... 325.00
5. When the capital stock is \$200,000.00 or more, and less than \$300,000.00, the fee is.... 275.00
6. When the capital stock is \$100,000.00 or more, and less than \$200,000.00, the fee is.... 225.00
7. When the capital stock is \$25,000.00 or more, and less than \$100,000.00, the fee is.... 180.00
8. When a demand is made for an increase of the capital stock, the fee is calculated on the actual amount of the increase of the capital stock, and fee payable is the same as that payable on letters patent for the incorporation of a company of which the capital stock is of the same amount as the said increase.
9. On demand for supplementary letters patent, other than those for the increase of the capital stock, the fee is 50% of the

de 50% du montant exigible comme honoraire sur constitution de la compagnie en corporation.

amount exigible as the fee on the incorporation of the company.

(b) Honoraires exigibles des compagnies d'assurances autorisées par la province :

1. Sur enregistrement et production des documents requis par les articles 6833, 6834, 6835, 6847, 6854, 6860, 6925 et 6932 des S. R. P. Q., 1909..... 10.00
2. Sur production de procuration en vertu de l'article 6942 S. R. P. Q. 1909..... 5.00
3. Demande de changement de nom ou du siège social..... 10.00
4. Pour licence initiale de transiger :
Compagnie à fonds social..... 100.00
Compagnie mutuelle au comptant..... 50.00
Mutuelles, excepté les compagnies d'assurance mutuelles contre le feu, contre l'incendie, la foudre et le vent, organisées par des conseils municipaux ou par des personnes privées... 25.00
5. Pour chaque renouvellement annuel de licence :
Compagnie à fonds social..... 100.00
Compagnie mutuelle au comptant..... 50.00
Mutuelles, excepté les compagnies d'assurance mutuelles contre le feu, contre l'incendie, la foudre et le vent, organisées par des conseils municipaux ou par des personnes privées... 10.00
6. Pour chaque licence supplémentaire initiale..... 20.00
Renouvellement..... 10.00
7. Sur production des états annuels :
Compagnie à fonds social..... 5.00
Compagnie mutuelle au comptant..... 5.00
8. Sur remise en vigueur de licence après suspension..... 15.00
9. Sur licence spéciale mentionnée à l'article 6854 S. R. P. Q., 1909... 10.00
10. Sur permis originaire de transiger les affaires d'une compagnie d'assurance mutuelle contre l'incendie, la foudre et le vent, organisée par des conseils municipaux ou des personnes privées... 20.00
Renouvellement..... 10.00

(c) Honoraires exigibles des sociétés de secours mutuels dont les pouvoirs sont accordés en vertu d'une loi de cette province :

1. Pour licence initiale autorisant à transiger..... 20.00
2. Renouvellement..... 10.00

(d) Honoraires exigibles des sociétés de secours mutuels extra-provinciales, non autorisées par la Puissance du Canada :

1. Sur demande de licence initiale... 5.00
2. Sur production des certificats attestant constitution en corporation..... 5.00
3. Sur production de procuration mentionnée à l'article 6942, S. R. P. Q., 1909..... 5.00
4. Sur production de procuration modifiée..... 5.00
5. Licence initiale..... 100.00
6. Renouvellement de chaque licence... 50.00

(b) Fees exigible from insurance companies licensed by the Province :

1. For recording and fyling the documents required by articles 6833, 6834, 6835, 6847, 6854, 6860, 6925 and 6932, R. S. P. Q., 1909. 10.00
2. For fyling power of attorney under article 6942, R. S. P. Q., 1909... 5.00
3. Application for change of name, or of head office..... 10.00
4. For initial license to do business :
Joint stock company..... 100.00
Cash mutual company..... 50.00
Mutual, excepting mutual fire insurance companies against fire, lighting and wind, organized by municipal councils or by individuals..... 25.00
5. For each annual renewal of license:
Joint stock company..... 100.00
Cash mutual company..... 50.00
Mutual, excepting mutual fire insurance companies against fire, lighting and wind, organized by municipal councils or by individuals..... 10.00
6. For each supplementary license :
Initial..... 20.00
Renewal..... 10.00
7. For fyling annual statements :
Joint stock company..... 5.00
Cash mutual company..... 5.00
8. On revivor of license after suspension..... 15.00
9. On special license mentioned in article 6854, R. S. P. Q., 1909... 10.00
10. On original license to transact the business of a mutual insurance company against fire, lighting and wind, organized by municipal councils or by individuals... 20.00
Renewal..... 10.00

(c) Fees exigible from mutual benefit associations, deriving their powers from a law of this Province :

1. For initial license authorizing to do business..... 20.00
2. Renewal..... 10.00

(d) Fees exigible from extra provincial mutual benefit associations, not licensed by the Dominion of Canada :

1. On application for initial license... 5.00
2. On fyling certificate of incorporation..... 5.00
3. On fyling power of attorney mentioned in article 6942, R. S. P. Q., 1909..... 5.00
4. On fyling change of power of attorney..... 5.00
5. Initial license..... 100.00
6. On renewal of each license..... 50.00

7. Sur reprise de licence après suspension..... 25.00

(e) Honoraires exigibles des compagnies et sociétés d'assurance dont les pouvoirs émanent d'une loi de la puissance du Canada ou d'une autorisation accordée en vertu de la loi des assurances du Canada.

1. Sur demande d'enregistrement initial..... 5.00
2. Sur production de procuration de la part d'une compagnie foraine..... 5.00
3. Sur production de procuration modifiée..... 5.00
4. Sur production de certificats attestant constitution en corporation..... 5.00
5. Sur chaque reprise d'enregistrement après suspension..... 25.00
6. Sur chaque certificat d'enregistrement..... 150.00
7. Sur amendement du certificat d'enregistrement..... 5.00

(f) Honoraires exigibles des corporations, compagnies, assureurs, preneurs de risques, agents d'assurances qui assument ou transigent de l'assurance maritime seulement, aussi dans le cas des corporations, compagnies, assureurs, preneurs et agents d'assurances visés par le paragraphe "6" de l'article 6941, S. R. P. Q., 1909 :

1. Requête..... 5.00
2. Sur production de procuration..... 5.00
3. Sur production de modification de procuration..... 5.00
4. Sur production de certificat attestant constitution en corporation..... 5.00
5. Certificat annuel d'enregistrement..... 50.00

(g) S'il s'agit de compagnies d'assurance maritime licenciées par la puissance du Canada, et enregistrées dans cette province pour transiger de l'assurance autre que maritime :

1. Requête..... 5.00
2. Certificat annuel d'enregistrement..... 25.00

(h) Honoraires exigibles sur toutes copies de :

1. Décision du trésorier..... 5.00
2. Chaque copie vérifiée du certificat d'enregistrement..... 5.00
3. Chaque copie certifiée d'une licence..... 5.00
4. Chaque copie certifiée d'une entrée au registre..... 5.00
5. Sur production d'aucun autre document requis par la loi des compagnies de Québec, et non spécialement prévu..... 5.00
6. Sur émission d'une licence en vertu de l'article 6963, S. R. P. Q., 1909..... 10.00

(i) L'honoraire exigible pour aucun permis ou certificat d'enregistrement émis sous l'autorité de la loi des assurances de Québec, pour une période de six mois au moins, sera de 50% de l'honoraire déterminé pour un permis annuel ou un certificat d'enregistrement.

Le greffier,

1379 Le greffier du Conseil Exécutif,
A. MORISSET.

7. On revivor of license after suspension..... 25.00

(e) Fees exigible from insurance companies and associations deriving their powers from a law of the Dominion of Canada or from an authorization issue in virtue of the insurance act of Canada :

1. On application for initial registry..... 5.00
2. On fying power of attorney in the case of a foreign company..... 5.00
3. On fying a change of power of attorney..... 5.00
4. On fying certificate of incorporation..... 5.00
5. On every revivor of registry after suspension..... 25.00
6. On every certificate of registry..... 150.00
7. On amendment of certificate of registry..... 5.00

(f) Fees exigible from corporations, companies, insurers, or underwriters, and insurance agents, undertaking or transacting, ocean marine insurance only, and also in case of corporations, companies, insurers or underwriters, and insurance agents, within the intent of paragraph "6" of article 6941, R. S. P. Q., 1909 :

1. Application..... 5.00
2. On fying of power of attorney..... 5.00
3. On fying change in power of attorney..... 5.00
4. On fying certificate of incorporation..... 5.00
5. Annual certificate of registration..... 50.00

(g) In the case of companies undertaking marine insurance which are licensee by the Dominion of Canada, and registered in this Province for the transaction of insurance other than marine :

1. Application..... 5.00
2. Annual certificate of registration..... 25.00

(h) Fees exigible on all copies :

1. Of the decision of the treasurer..... 5.00
2. On each certificated copy of certificate of registry..... 5.00
3. On each certified copy of a license..... 5.00
4. On each certified copy of an entry on registry..... 5.00
5. On fying of any other document required by the Quebec Insurance Act and not specially foreseen..... 5.00
6. On the issue of a license in virtue of article 6963, R. S. P. Q., 1909..... 10.00

(i) The fee exigible for any license or certificate of registration issued under authority of the Quebec Insurance Act, for a period of six months or less, shall be 50% of the fee fixed for an annual license or certificate of registration.

Certified,

1380

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L. S.]
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU qu'en
Assistant-Procureur- } vertu des disposi-
Général. } tions du code municipal
de la province de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par une proclamation publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, laquelle entrera en vigueur à la date y mentionnée, ordonner l'érection de municipalités de village ou de campagne, la division de ces municipalités ou leur annexion, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village, dans un seul et même comté, ou encore ordonner le changement des limites de celles déjà existantes, pourvu que ce soit à la requête de la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité ou la division ou l'annexion à une municipalité est demandée et pourvu aussi qu'après tel changement, chaque municipalité conserve, selon le cas, la population ou le nombre d'habitations requis par la loi ;

ATTENDU qu'une requête signée par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans un certain territoire situé dans la municipalité de la paroisse de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, Nous a été présentée, demandant l'érection de ce territoire en municipalité de village ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que ce territoire contient au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie ;

ATTENDU qu'il Nous a été démontré que le plan original fait suivant les exigences de la loi, et figurant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes les autres subdivisions cadastrales, en la manière déterminée par les dispositions du code civil à cet égard, a été approuvé par Notre Ministre des Terres et Forêts ;

ATTENDU que toutes les autres formalités de la loi pour l'érection des municipalités de village ont été remplies et qu'en conséquence, Nous avons jugé à propos de faire droit à la requête qui Nous a été présentée pour l'érection du village de Saint-Jean-de-Boischatel.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, et conformément aux dispositions du code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le dit territoire, savoir :

Tout le territoire borné comme suit :

Le territoire à être érigé en une municipalité distincte, sous le nom de "La Municipalité du village de Saint-Jean-de-Boischatel", dans la municipalité du comté de Montmorency, No 1, est pris dans les seigneuries de Beauport et de la Côte-de-Beaupré et sera détaché de la municipalité de la paroisse de L'Ange-Gardien ; ses

Proclamations

Canada,
Province of
Québec,

C. FITZPATRICK.

[L. S.]
GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in and
Deputy-Attorney- } by virtue of the
General. } provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, the Lieutenant-Governor-in-Council may, by proclamation, published in the *Quebec Official Gazette*, which shall come into force on the date therein mentioned, order the erection of village or rural municipalities, the division of such municipalities or their annexation, in whole or in part, to other municipalities, whether of cities, towns or villages, in one and the same county, or also order the alteration of the boundaries of those already existing, provided that application to that effect be made by the majority of the proprietors of immoveable property situated within the limits of the territory whereof the erection into a municipality or the division or the annexation to a municipality is applied for and provided also that, after such change, each municipality still possesses, as the case may be, the population or the number of inhabited houses required by law ;

WHEREAS a petition signed by the majority of the proprietors of the immoveable property comprised within that certain territory situated in the municipality of the parish of l'Ange Gardien, county of Montmorency, has been presented to Us, making application to erect this territory into a village municipality.

WHEREAS it hath been shewn to Us, that this territory contains at least forty inhabited houses within a space not exceeding sixty superficial arpents ;

WHEREAS it hath also been shewn to Us that the original plan made according to the requirements of the law, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto, has been approved by Our Minister of Lands and Forests ;

WHEREAS all the other requirements of the law for the erection of village municipalities have been complied with and that in consequence We have deemed fit to grant the application made to Us for the erection of the village of Saint-Jean-de-Boischatel.

Now KNOW YE, that by and with the advice and consent of Our Executive Council, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We declare by these presents, that the said territory, viz :

All that territory bounded as follows :

The territory to be erected into a separate municipality under the name of "The Municipality of the village of Saint-Jean-de-Boischatel", in the municipality of the county of Montmorency, No. 1, is taken in the seignories of Beauport and the Côte-de-Beaupré and shall be detached from the municipality of the parish of

bornes, en référence aux données du cadastre officiel de ladite paroisse de L'Ange-Gardien, sont les suivantes, savoir :

Vers le nord-est, le lot numéro cent soixante-quatorze (174) ;

Vers le sud-est, la laisse de basse marée du fleuve Saint-Laurent ;

Vers le sud-ouest : a) les municipalités des villages de Montmorency et de Courville ; b) celle de la paroisse de Beauport jusqu'au point où la ligne interseigneuriale entre "Beauport" et "La Côte-de-Beaupré" coupe,—au-dessus du lot No 290,—l'axe de la rivière Montmorency ; c) la ligne nord-est du lot numéro deux cent neuf (209) et la ligne sud-ouest du lot numéro deux cent dix (210) prolongée jusqu'au susdit axe de la rivière Montmorency ;

Vers le nord-ouest : la deuxième concession de la paroisse susdite de L'Ange-Gardien, le lot numéro deux cent neuf (209) et l'axe de la rivière Montmorency, depuis le point déjà mentionné de la ligne interseigneuriale,—au-dessus du lot No 290,—jusqu'à la ligne sud-ouest du lot numéro deux cent dix (210), sera détaché de la municipalité de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Montmorency, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de "La municipalité du village de Saint-Jean-de-Boischatel", à partir de ce jour.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. Témoin : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUEBEC, ce TROISIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent vingt del'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province.

1387

C.-J. SIMARD.

L'Ange-Gardien ; its boundaries as set forth on the official cadastre of the said parish of L'Ange-Gardien, are the following, to wit :

On the northeast, the lot number one hundred and seventy four (174) ;

On the southeast, the low water mark of the river Saint-Lawrence ;

On the southwest : (a) the municipalities of the villages of Montmorency and Courville ; (b) that of the parish of Beauport as far as the point where the interseignorial line between "Beauport" and "La Côte-de-Beaupré" cuts—above the lot No. 290—the axis of the Montmorency river ; (c) the northeast line of the lot number two hundred and nine (209) and the southwest line of the lot number two hundred and ten (210) prolonged as far as the aforesaid axis of the Montmorency river ;

On the northwest, the second concession of the aforesaid parish of L'Ange-Gardien, the lot number two hundred and nine (209) and the axis of the Montmorency river, from the point already mentioned of the interseignorial line—above the lot No. 290—to the southwest line of the lot number two hundred and ten (210), shall be detached from the municipality of the parish of L'Ange-Gardien, county of Montmorency and shall henceforth form a separate municipality under the name of "The municipality of the village of Saint-Jean-de-Boischatel".

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable Sir CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, this THIRD day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1388

Canada,
Province of
Québec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner.—SALUT :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procureur-
Général.

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 3236

des Statuts refondus de Québec, 1909, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation fixer les époques auxquelles commenceront les termes

Canada,
Province of
Quebec.

C. FITZPATRICK.

[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT,
Deputy Attorney
General.

WHEREAS in and by virtue of the provisions of article

3236 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the Lieutenant-Governor may, by proclamation, fix the periods at which the terms of the Court of

de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction de première instance, en matière criminelle dans tous les district de cette province et les changer pareillement ;

ATTENDU que la date de l'ouverture du terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction criminelle, pour le district d'Arthabaska, a été fixée au 22e jour d'octobre, mais qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice de changer, pour cette année seulement, la date de l'ouverture du prochain terme de la Cour du Banc du Roi dans l'exercice de sa juridiction dans le district d'Arthabaska ;

A CES CAUSES, nous avons déclaré et ordonné, et, par les présentes déclarons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 3236, des Statuts refondus de Québec, 1909, que pour cette année seulement la date de l'ouverture du prochain terme de la Cour du Banc du Roi, dans l'exercice de sa juridiction en première instance, en matière criminelle, dans le district d'Arthabaska, soit fixée au 17 mai prochain 1920 au lieu du 22 octobre prochain 1920.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons ait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TESOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable *SIR CHARLES FITZPATRICK*, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de QUÉBEC, ce SIXIEME jour d'AVRIL en l'année mil neuf cent vingt de l'ère chrétienne et de Notre règne la dixième année.

Par ordre,

1419 Le sous-secrétaire de la province,
C.-J. SIMARD.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que
Assistant-Procureur-Général. } dans et par un
Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est entre autre choses décrété que "le lieutenant-gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la Province de Québec dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants";

King's Bench, Crown side, shall commence in any district, and may alter the same in like manner ;

WHEREAS the date of the opening of the term of the Court of King's Bench, Crown side, for the district of Arthabaska, has been fixed on the 22nd day of October, but that for the proper administration of justice it is expedient to change, for this year only, the date of the opening of the next term of the Court of King's Bench, Crown side in the district of Arthabaska ;

THEREFORE, We have declared and ordered and do hereby declare and order, in accordance with the provisions of article 3236 of the Quebec Revised Statutes, 1909, that, for this year only, the date of the opening of the next term of the Court of King's Bench, Crown side, in the district of Arthabaska, be fixed on the 17th May next, 1920, instead of the 22nd October next, 1920.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable *SIR CHARLES FITZPATRICK*, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this SIXTH day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty, and in the tenth of Our Reign.

By command

1420 C.-J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]
C. FITZPATRICK.

GEORGE V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING :

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS in
Deputy Attorney General. } and by an Act of
the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, and intituled : "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith," it is amongst other things enacted, that "the Lieutenant-Governor of Québec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Québec in which townships are not then already constituted, and fix the

Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté de Montmagny, dans le district de Montmagny, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton de Talon ;

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton de Talon, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté de Montmagny, dans le district de Montmagny, dans notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable M. Honoré Mercier, notre ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au lieutenant-gouverneur de notre dite Province, savoir :

Le territoire à être érigé en canton, dans le comté de Montmagny, sous le nom de : "Le canton de Talon", est borné : au nord-ouest par le canton de Patton, au nord-est par le canton de Leverrier, dans le comté de L'Islet, au sud-est par l'Etat du Maine, dans les Etats-Unis et au nord-ouest par les cantons de Panet et de Rolette ; ses limites sont décrites comme suit, savoir :

Partant du coin est du canton de Montminy, qui est aussi : le coin ouest dudit canton de Talon, le coin sud du canton de Patton et le coin nord du canton de Rolette, la limite nord-est de ce dernier canton et celle qui lui fait suite au nord-est du canton de Panet,—telles qu'établies sur le terrain,—sur leur longueur collective de onze cent trente-trois (1133) chaînes, plus ou moins et dans la direction sud quarante-cinq degrés est (S. 45° E.) astronomique, ou environ, jusqu'à la ligne internationale, au coin est du canton de Panet sus-dit ; de ce coin, qui est aussi le coin sud dudit canton de Talon, une première longueur de cinq cent quarante-deux (542) chaînes mesurée sur ladite ligne internationale, dans la direction nord huit degrés trente minutes est (N. 80° 30' E.) astronomique, jusqu'à un monument chiffré 276 et une seconde longueur de deux cent quarante-six chaînes quatre-vingt-onze chaînons (246.91) mesurée sur la même ligne, mais dans la direction nord trente-quatre degrés vingt-cinq minutes est (N. 34° 25' E.) astronomique, ou environ et plus ou moins quant à ces deux longueurs telles qu'établies jusqu'au coin sud du canton de Leverrier, qui est aussi le coin est dudit canton de Talon ; de là, sur la course nord quarante-cinq degrés ouest (N. 45° O.) astronomique, ou environ, la limite sud-ouest du canton de Leverrier susdit, telles qu'elle se trouve établie sur le terrain sur la longueur de sept cent cinquante-quatre (754) chaînes, plus ou moins, jusqu'au coin ouest de ce dernier canton, qui est aussi : le coin nord dudit canton de Talon, le coin sud du canton d'Arago et le coin est du canton de Patton, puis enfin, la limite sud-est de ce dernier, telle qu'elle se trouve établie sur le terrain, suivant la direction sud quarante-cinq degrés ouest (S. 45° O.) astronomique, ou environ et sur la longueur de six cent soixante-sept chaînes soixante-trois chaînons (667.63), plus ou moins, jusqu'au point de départ.

Le canton de Talon, tel que ci-dessus borné et délimité, renferme une superficie de soixante mille (60,000) acres, plus ou moins, tel que le

metes and bounds thereof" ; And Whereas We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Montmagny, in the district of Montmagny, in Our Province of Québec, a township by the name of the township of Talon ;

NOW KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township of Talon, that certain tract of our waste lands situated and being in the county of Montmagny, in the said district of Montmagny, in Our Province of Québec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honourable Honoré Mercier, Our Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Québec, made to the Lieutenant-Governor of Our said Province. to wit :

The territory to be erected into a township, in the county of Montmagny, under the name of "the township of Talon" is bounded : on the northwest, by the township of Patton, on the northeast by the township of Leverrier, in the county of L'Islet, on the southeast, by the State of Maine, in the United States and on the northwest by the townships of Panet and Rolette ; its limits are described as follows, to wit :

Commencing at the east corner of the township of Montminy, which is also; the west corner of said township of Talon, the south corner of the township of Patton, and the north corner of the township of Rolette, the northeast limit of the last named township and the production thereof to the northeast of the township of Panet—as established on the ground—for a total length of eleven hundred and thirty three (1133) chains, more or less, and running in the direction south forty five degrees east (S. 45° E.), astronomically, or thereabouts, to the international boundary, at the east corner of the township of Panet, aforesaid ; from this corner, which is also the south corner of said township of Talon, first a distance of five hundred and forty two 542¹ chains, measured on the said international boundary, in the direction north, eight degrees, thirty minutes east (N. 80° 30' E.), astronomically, to a monument bearing No. 276 and secondly a distance of two hundred and forty six chains, ninety one links (246.91) measured on the same line, but in the direction north, thirty four degrees twenty five minutes east (N. 34° 25' E.), astronomically, or thereabouts and more or less, for the above two distances, as already established to the south corner of the township of Leverrier, which is also the east corner of said township of Talon ; thence, in the direction north forty five degrees west (N. 45° W.), astronomically, or thereabouts, the southwest limit of the township of Leverrier aforesaid, as presently established on the ground a distance of seven hundred and fifty four (754) chains, more or less, to the west corner of the latter township which is also : the north corner of said township of Talon, the south corner of the township of Arago and the east corner of the township of Patton, then finally, the southeast limit of this east township, as presently established on the ground, in the direction south forty five degrees west (S. 45° W.), astronomically, or thereabouts, a distance of six hundred and sixty seven chains, sixty three links (667.63), more or less, to the point of commencement.

The township of Talon, as hereabove bounded and limited contains sixty thousand (60,000) acres in superficies, more or less, as the whole

tout appert du diagramme ou plan dudit territoire annexé audit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

Et de plus, conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le vingtième jour du mois d'avril 1920, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit vingtième jour du mois d'avril 1920, un canton sous le nom du canton de Talon à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions, touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton de Talon, comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé le très honorable sir CHARLES FITZPATRICK, membre de Notre très honorable Conseil privé et chevalier grand-croix de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, dans Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce SEPTIEME jour d'AVIL, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent vingt et dans la dixième de Notre règne.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,

1421

C.-J. SIMARD.

appear on the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of lands and forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the 20th day of the month of April, 1920, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land, so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on, from and after the said 20th day of the month of April, 1920, a township by the name of the township of Talon, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township of Talon.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Right Honourable SIR CHARLES FITZPATRICK, Member of Our Most Honourable Privy Council, Knight Grand-Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint-George, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this SEVENTH day of APRIL, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty and in the tenth year of Our Reign.

By command,

C.-J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

1422

Lettres patentes

Letters patent

"Bélair Tire Setter Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de mars 1920, constituant en corporation : Louis-Henri Lespérance, comptable, Westmount ; Joseph Cinq-Mars, expert-comptable ; Christophe-Adolphe Lavimodière, notaire, Montréal, dans les buts suivants :

Fabriquer, vendre en gros et en détail, acheter et importer, exporter des véhicules-moteurs et des moteurs de toutes espèces ainsi que leurs accessoires, et aussi tous instruments ou machines et outils quelconques ;

Acquérir des entreprises similaires ;

Acheter des brevets, franchises, les exploiter et en disposer ;

Faire affaire comme agents pour les fins ci-dessus mentionnées ;

Entrer en société avec toute compagnie ou personne pour le partage des intérêts, des profits et de conclure avec ces compagnies ou personnes des arrangements relatifs à l'exploitation, à

"Bélair Tire Setter Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1920, incorporating : Louis Henri Lespérance, accountant, Westmount ; Joseph Cinq-Mars, expert accountant ; Christophe Adolphe Lavimodière, notary, Montreal, for the following purposes :

To manufacture, sell wholesale and retail, buy and import, export motor, vehicles and motors of every kind and the accessories thereof, and also all instruments, machinery and tools whatever ;

To acquire similar undertakings ;

To buy patents, franchises, exploit and dispose of same ;

To act as agents for the aforesaid purposes ;

To enter into partnership with any company or person for the sharing of interests, profits and to make any arrangements with such companies or persons respecting the exploitation,

l'acquisition ou au contrôle de leur industrie, contrôler aussi, soit par l'acquisition des actions et intérêts ou autrement une ou plusieurs autres compagnies, associations ou sociétés similaires, sous le nom de "Belair Tire Setter Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
1353 ALEXANDRE DESMEULES.

acquisition or control of their industry and to control either through the acquisition of shares and interests or otherwise one or several other similar companies, associations or societies, under the name of "Belair Tire Setter Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1354 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Le Club Hull, Limité".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de mars 1920, constituant en corporation : Cléophas Léonard, restaurateur ; Joseph Guévremont, fabricant ; Josephat Isabelle, médecin ; Téléphore-J. Lemay, commerçant ; Eugène Chartrand, facteur, tous de la cité de Hull, P. Q., dans les buts suivants :

Procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit et de délasserment pour le corps ;

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages, commodités et confort d'un club ;

Exploiter les installations pour des salons de barbier, des salles de billard, de pool et de quilles, des dépôts de journaux et autres publications périodiques, des magasins de cigares, cigarettes, tabac et bonbons ;

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce de restaurateur, y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques en conformité avec les lois de la province de Québec, de même que des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages et obtenir, à ces fins, une licence de club ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre l'objet de la compagnie, et disposer desdits biens de toute façon ; hypothéquer et affecter les immeubles de la compagnie et donner en gage ou nantissement les biens meubles de ladite compagnie ;

Acheter, louer, détenir et acquérir toute entreprise d'une nature semblable à celle que la compagnie se propose d'exploiter ;

Acquérir et posséder des actions, bons et débiteures de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie et en disposer comme bon semblera à la compagnie ;

Souscrire, accepter, endosser et négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables ;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission de débiteures et d'obligations comportant hypothèques sur toutes ou partie des immeubles de la compagnie ;

Garantir, cautionner et se porter responsable du paiement de billets promissaires, lettres de

"Le Club Hull, Limité".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1920, incorporating : Cléophas Léonard, restaurateur ; Joseph Guévremont, manufacturer ; Josephat Isabelle, physician ; Téléphore J. Lemay, trader ; Eugène Chartrand, letter carrier, all of the city of Hull, P. Q., for the following purposes :

To procure to its members means of recreation and education of the mind and relaxation of the body ;

To organize, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the company and their friends, to secure a club house and generally give to its members all the privileges, advantages and commodities and comfort of a club ;

To operate, barber shops, billiard and pool rooms, bowling alleys, news stands, cigar stores and confectioneries ;

To carry on generally and in all its branches the business of restaurateur, including the sale of beer, wine and other alcoholic beverages pursuant to the provisions of the laws of the Province of Quebec, and also the sale of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, and obtain a club or any other license for such purpose that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immovables to attain the object of the company, and dispose of the said property in any manner ; to mortgage the immovables of the company and pledge the moveables of the said company ;

To purchase, lease, hold and acquire any undertaking of a like nature to that which the company intends to carry on ;

To acquire and hold shares, bonds and debentures of any corporations carrying on the same kind of business as the present company and to dispose thereof as the company may think fit ;

To underwrite, accept, endorse, and negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques, and other negotiable instruments ;

To contract loans and assure the repayment of same in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing hypothecs on all or part of the immovables of the company ;

To guarantee, go security for and become liable for the payment of promissory notes, bills of

change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune autre corporation, société ou personne ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières et immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement des services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations ;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration et la régie générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pour autoriser les directeurs à s'objecter au transfert des actions de la corporation ; pourvu, cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable ;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et de déterminer leurs privilèges ;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces se rattachant aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Le Club Hull, Limité", avec un capital total de deux mille piastres (\$2,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de quatre piastres (\$4.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
1355 ALEXANDRE DESMEULES.

exchange, accounts and other obligations of any kinds for any other corporation, firm or person ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in total or part payment for the purchase price of moveable and immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire as also in payment for services rendered either in connection with the formation of the company or during the course of its operations ?

To adopt a constitution, make and enact by-laws, ordinances and rules not incompatible with the public laws of the Province of Quebec for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members for the discipline, suspension and expulsion of its members, for authorizing the directors to object to the transfer of the shares of the corporation ; provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change, in whole or in part, such constitution, rules and ordinances, as the corporation may think fit ;

To collect admission fees, annual dues and other contributions and assessments for commodities and furnitures, the use of any of the club property with power to classify the members and determine their privileges ;

To execute all the acts, exercise all the powers and carry out all the operations incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated under the name of "Le Club Hull, Limité", with a total capital stock of two thousand dollars (\$2,000.00), divided into five hundred (500) shares of four dollars (\$4.00) each.

The head office of the company will be at Hull, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1356 Acting Asstnt Provincial Secretary.

"Select Montreal Theatres, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-sixième jour de mars 1920, constituant en corporation Hervé Lefebvre, comptable ; Arthur P. de Sambor, ingénieur civil ; Justin T. G. McAnully, industriel ; Lorenzo Lefebvre, bourgeois, tous quatre de Montréal ; et William Smith, agent, de Westmount, pour les fins suivantes :

Exercer généralement aucun commerce se rapportant aux entreprises cinématographiques ou théâtrales ;

Exercer généralement le commerce qui consiste à exploiter des salles de théâtres et vues animées, comme propriétaires, entrepreneurs, gérants et agents ;

Fabriquer et trafiquer d'aucuns articles se rattachant d'aucune manière aux entreprises précitées ;

Exhiber et donner, en aucun endroit, des vues animées ainsi qu'aucunes autres distractions là où la compagnie le jugera à propos ;

D'aucune manière acquérir, en faire commerce, posséder, contrôler, bâtir, réparer des théâtres et endroits publics ou privés d'amusements ;

Faire affaires généralement comme agents de publicité, annonceurs et imprimeurs ;

"Select Montreal Theatres, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth day of March, 1920, incorporating : Hervé Lefebvre, accountant ; Arthur P. de Sambor, civil engineer ; Justin T. G. McAnully, manufacturer ; Lorenzo Lefebvre, gentleman, all four of Montreal ; and William Smith, agent, of Westmount, for the following purposes ;

To carry on generally any business related to moving pictures enterprises or to theatrical undertakings ;

To carry on generally the business and exploitation of theatrical and moving pictures halls as proprietors, undertakers, managers and agents ;

To deal in and manufacture any goods related in any way with the aforesaid interprises ;

To exhibit and produce anywhere moving pictures and any other entertainments which the company may think fit ;

In any manner, to acquire, deal in, own control, build, repair, theatres and places for public or private entertainments ;

To carry on generally the business of publicity agents, advertisers and printers ;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie de l'entreprise de la compagnie aux conditions dont on conviendra ;

Acquérir par achat ou autrement du capital ou des obligations dans d'autres compagnies, et se joindre à elles dans des entreprises propres à réaliser les objets de la corporation ;

S'unir à aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ;

Promouvoir aucune compagnie pour aucune fin qui semblera avantageuse à la corporation ;

Emprunter de l'argent d'aucune manière que la compagnie estimera convenable, soit par émission de débentures, sur hypothèques, avec ou sans aucunes garanties ;

A chaque émission d'actions ou obligations de la compagnie, employer des courtiers et agents à commission et les rémunérer ;

Acquérir, détenir, hypothéquer, louer, vendre et autrement aliéner de la propriété immobilière, ériger aucune construction jugée avantageuse à la mise à exécution de l'entreprise de la compagnie ;

Transiger sur immeubles généralement ;

Payer aucune acquisition faite par la compagnie ou aucuns services à elle rendus, totalement ou partiellement, en actions libérées ou en débentures de la compagnie ;

Accepter, en paiement intégral ou partiel d'aucuns droits, de choses cédées par la compagnie ou des services par elle rendus, des actions libérées dans d'autres compagnies ou des débentures ;

Faire et accomplir tous actes et toutes choses que la compagnie croira avantageuses ;

Au cas d'ambiguïté, les clauses précitées s'interpréteront, de manière à étendre et non à restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Select Montreal Theatres, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mill piastres (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent piastres (\$100.00) chacune, dont quatre cent cinquante (450) actions privilégiées de cent piastres (\$100.00) chacune, et cinq cents (500) actions ordinaires de cent piastres (\$100.00) chacune.

Lesdites actions privilégiées donneront au détenteur le droit de recevoir, lorsque déclarés, à même les profits nets de la compagnie, des dividendes annuels au taux de huit pour cent par année et pas plus sur le capital alors versé sur icelles, payables aux dates fixées par les administrateurs ;

Les dividendes sur les actions privilégiées seront cumulatif et payables avant aucun dividende sur actions ordinaires, le déficit, s'il en est en aucune année, sera payable avant aucuns dividendes sur les actions ordinaires ;

Les dividendes sur les actions ordinaires seront déclarés à même les bénéfices nets, lorsque des dividendes cumulatifs sur les actions préférentielles pour les années précédentes aussi bien que pour l'année courante auront été déclarés ;

Les détenteurs d'actions privilégiées n'auront aucun droit de vote, sauf défaut de paiement d'un dividende sur les actions privilégiées dans les deux ans à compter de l'ouverture pour affaires, par la compagnie, dans la cité de Montréal, ou dans aucunes deux années subséquentes et après paiement de tous dividendes arriérés sur les actions privilégiées réparties : sur paiement de tous dividendes arriérés, les pouvoirs de vote des porteurs d'actions préférentielles prendront fin ;

Deux ans après le commencement de ses opérations, peut la compagnie par une résolution du conseil d'administration à la discrétion dudit conseil, racheter les actions privilégiées en payant

To sell, lease, or otherwise dispose of the whole or any part of the undertaking of the company under such terms as may be agreed upon ;

To acquire by purchase or otherwise stock or securities in other companies and to join with them in undertakings for the furtherance of the purposes of the company ;

To unite with any other company having objects wholly or partly similar to those of the company ;

To promote any company for any purpose which may seem advantageous to the company ;

To borrow money in any manner thought fit by the company either by the issue of debentures, mortgages or any other securities or without securities ;

Upon any issue of shares or debentures of the company to employ brokers and commission agents and to remunerate them ;

To acquire, hold, hypothecate, lease, sell, and otherwise dispose of immoveable property and to build any construction deemed advantageous to the carrying out of the undertaking of the company ;

To deal in real estate generally ;

To pay for any acquisition made by or any services rendered to the company, in whole or in part with paid up shares or debentures of the company ;

To accept as total or partial payment of any rights, or things assigned by the company or for any services rendered by the company paid up shares of other companies or debentures ;

To do and perform all other acts and things which may seem advantageous to the company ;

In the event of any ambiguity, the above clauses shall be construed so as to widen, not to restrict, the powers of the company, under the name of "Select Montreal Theatres, Limited", with a total capital stock of ninety-five thousand dollars (\$95,000.00), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100.00) each, of which four hundred and fifty (450) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each and five hundred (500) ordinary shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The said preferred shares shall confer to the holder the right to receive when declared from the net profits of the company, yearly dividends at the rate of eight per centum per annum and no more on the capital for the time paid thereon, payable at the dates the directors may fix ;

The dividends on the preferred shares shall be cumulative and payable before any dividend on the common shares, the deficiency in any in any year to be payable before any dividends on the common shares ;

Dividends on the common shares may be declared out of the net profits, when cumulative dividends on preferred shares for previous years have been declared as well as for the current year ;

The holders of preferred shares shall have no voting powers except if default shall occur in the payment of a dividend upon the preferred shares within two years from the date when the company shall open its first theatre for business in the city of Montreal or for any two years thereafter and until payment of all defaultive dividends on the allotted preference shares ; Upon payment of all defaulted dividends, the voting powers of the holders of the preference shares shall cease.

Two years after the beginning of its operations, the company may by a resolution of the board of directors, at the discretion of said board, redeem the preferred shares upon paying to the holders

aux détenteurs d'icelles cent dix piastres par action et le dividende accru.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire de la province,
1357 C.-J. SIMARD.

thereof one hundred and ten dollars per share and the accrued dividend.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of March, 1920.

C.-J. SIMARD,
1358 Assistant Provincial Secretary.

"New Maimonides Club, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la troisième partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trentième jour de mars 1920, constituant en corporation Joseph Cohen, avocat; Adolphe Stark, inspecteur d'assurances; Nathan Blau, fabricant de fourrures; William Wolf Riser, industriel, et Jacob Weininger, marchand en gros de pelleteries, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir et tenir une maison de cercle dans la cité de Montréal, pour l'amusement et les distractions de société, la discussion des questions politiques et scientifiques, de même aussi que des questions intéressant la race juive, et l'accomplissement d'œuvres propres à lui profiter;

Solliciter et posséder une licence de débit de bières, vins et autres boissons y compris les breuvages dits de tempérance, le tout d'après les lois en vigueur dans cette province et en conformité d'icelles;

Louer, acquérir et posséder la propriété immobilière qui sera nécessaire à ses fins. Aussi la vendre, la louer, l'aliéner et la grever;

Emprunter de l'argent et émettre des obligations en garantie d'aucunes sommes ainsi empruntées sur la propriété de la compagnie foncière ou personnelle, présente ou future;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation d'aucun des objets précités, sous le nom de "New Maimonides Club, Incorporated".

Le montant de la valeur ou le revenu annuel provenant de la propriété immobilière que la compagnie peut posséder sera limité à \$25,000.

Le bureau principal de la corporation, sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
1359 ALEXANDRE DESMEULES.

"New Maimonides Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1920, incorporating: Joseph Cohen, advocate; Adolph Stark, insurance inspector; Nathan Blau, fur manufacturer; William Wolf Riser, manufacturer; and Jacob Weininger, wholesale merchant in furs, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire and maintain a club house in the city of Montreal, for purposes of amusement and social recreation and for the discussion of all political and scientific matters, as well as all matters of interest to the Jewish people and for the carrying out of activities for its benefit;

To apply for and hold license for the sale of beer and wines and other beverages, including temperance drinks, the whole under such laws as are in force in this Province and in conformity therewith;

To lease, acquire and hold such immoveable property as may be necessary for its purposes, and to sell, lease, alienate and hypothecate the same;

To borrow money and to issue bonds to secure any sums so borrowed upon the real or personal property of the company, present or future;

To do all other things incidental or conducive to the attainment of any of the above objects, under the name of "New Maimonides Club, Incorporated".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the company may possess, is to be limited, is \$25,000;

The head office of the corporation will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1360 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Continental Club, Incorporated".

Avis est donné au public que, en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mars 1920, constituant en corporation: Louis Cohel, industriel; Simon Kirsch, docteur en philosophie; Philip Rothstein, Louis Bloom, marchands, et Harold Firestone, entrepreneur, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Former une association ou un cercle de récréation et d'amusement pour reposer le corps et distraire l'esprit, et qui pourra posséder une licence de vente des vins et bières, en vertu des dispositions des lois des licences de Québec et de prohibition, ainsi que de tous les amendements qui pourront être faits auxdites lois;

Prendre charge, à titre d'affaire active, d'aucun autre club dont les objets sont semblables à ceux de la corporation, et le payer en actions du capital;

"Continental Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1920, incorporating: Louis Cohen, manufacturer; Simon Kirsch, doctor of philosophy; Philip Rothstein, Louis Bloom, merchants; and Harold Firestone, contractor, all of Montreal, for the following purposes:

To form an association or club for recreation and amusement for the purpose of recreation of both body and mind and having power to hold license for the sale of wine and beer under the provisions of the Quebec License and Prohibition Law and any amendments that may be made to the said law;

To take over as a going concern any other club having objects similar to those of this corporation, and to pay for same in shares of stock;

Posséder des actions dans aucune autre compagnie ou aucun cercle dont les objets sont entièrement ou partiellement les mêmes que ceux du présent club ;

Faire, acheter, louer, hypothéquer la propriété immobilière qui pourra être nécessaires aux objets du club ou à aucune autre fin ;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, escompter, des billets promissaires, des lettres de change et d'autres instruments négociables ;

Exiger des honoraires d'entrée, des souscriptions mensuelles ou autres des membres, avoir aussi le pouvoir d'emprunter de l'argent des membres ou d'aucune autre personne, sur le crédit et aux conditions dont on conviendra périodiquement ;

Acquérir aucune propriété personnelle que ledit cercle jugera judicieux de posséder, revendre aussi la propriété personnelle qui ne sera indispensable à ces fins ; entamer également des pourparlers et faire des conventions avec les conseils municipaux et les autorités, ou pour obtenir aucuns privilèges ou contrats de nature à promouvoir les intérêts du cercle ;

Tenir, gérer un restaurant, un réfectoire, une salle à manger ou de rafraîchissements pour l'avantage du club ;

Posséder en sus le pouvoir de bâtir, organiser et gérer des jeux de quilles, salles de billards, piscines de natation, des concours de lutte et de boxe pour l'avantage du club et de ses membres, et généralement faire ce qui semblera le plus, de nature à promouvoir les intérêts du club, avoir une maison de club et d'autres commodités, et généralement procurer aux membres et à leurs amis tous les privilèges, avantages, commodités et comforts d'usage dans un club, sous le nom de "Continental Club Incorporated", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
1361 ALEXANDRE DESMEULES.

To hold shares in any other company or club having objects altogether or in part similar to those of this club ;

To make, purchase, lease, hypothecate real estate that may be required for the purposes of the club or any other purpose ;

To draw, make, accept, endorse, discount, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments ;

To charge initiation fees, monthly subscriptions or otherwise to members and also have power to borrow money from members or any other person on such credit and under such terms as may from time to time be arranged ;

To acquire any personal property which the said club may find it desirable to own, and to re-sell such personal property that they may not require for their purposes ; also to enter into negotiations and arrangements with municipal councils and authorities or for the purpose of securing any privileges or contracts that may promote the interests of the club ;

To maintain, conduct, a restaurant, dining room, eating room, refreshments for the benefit of the club ;

To further have power to build, promote and conduct bowling alleys, billiard halls, swimming pools, wrestling and boxing matches for the benefit of the club and its members, and generally to do what may seem best calculated to promote the interests of the club, and provide a club house and other conveniences and generally afford to members and their friends all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodations of a club, under the name of "Continental Club Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1362 Acting Asstant Provincial Secretary.

"Le Club Régat, Incorporé—The Regal Club Incorporated."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-septième jour de mars 1920, constituant en corporation : Frank John Delaney, Fred Edward Delaney, tous deux commis, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Louis-Oscar Genest, comptable, Emile Dufresne, employé civil et Gédéon Grignon, marchand de bois, tous trois des cité et district de Hull, dans les buts suivants :

Procurer à ses membres des moyens de récréation et d'instruction pour l'esprit, et de délassement pour le corps ;

Fonder, maintenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie et de leurs amis, se procurer une maison de club et généralement donner aux sociétaires tous les privilèges, avantages et commodités d'un club ;

Exploiter des installations pour le cirage des chaussures, des salons de barbier, des salles de billard, de pool et de quilles, des dépôts de journaux et autres publications périodiques, des magasins de cigares, cigarettes, tabacs et bonbons ;

Exercer en général et dans toutes ses branches,

"Le Club Régat, Incorporé—The Regal Club Incorporated."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1920, incorporating : Frank John Delaney, Fred Edward Delaney, both clerks, of the city of Ottawa, in the Province of Ontario, Louis Oscar Genest, accountant, Emile Dufresne, civil employee, and Gédéon Grignon, lumber merchant, all three of the city and district of Hull, for the following purposes :

To procure its members means of recreation and education of the mind and relaxation of the body ;

To organize, maintain and manage a club for the accommodation of the members of the company, to secure a club house and generally give to its members all the privileges, advantages and commodities of a club ;

To operate shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, bowling alleys, news stands, cigar stores and confectionneries ;

To carry on the restaurant business generally

le commerce de restaurateur y compris la vente de la bière, des vins et des autres boissons alcooliques dont la vente est actuellement ou pourra plus tard être permise par les lois de la province de Québec, de même aussi que des eaux gazeuses, minérales, artificielles et autres breuvages et obtenir, à ces fins, une licence de club ou toute autre licence qui sera jugée avantageuse pour les fins de l'entreprise ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner les biens meubles et immeubles nécessaires et requis pour atteindre l'objet de la compagnie, et disposer desdits biens de toute façon ; hypothéquer les immeubles de la compagnie et donner en gage ou nantissement les biens meubles de ladite compagnie ;

Acheter, louer, détenir et acquérir les biens ou les actions, bons ou débetures de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie, et en disposer comme bon semblera à la compagnie ;

Souscrire, accepter, endosser et négocier tous chèques, billets promissaires, lettres de change et autres effets négociables ;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des immeubles de la compagnie ;

Garantir, cautionner et se porter responsable du paiement de billets promissaires, lettres de change, comptes ou autres obligations d'aucune nature quelconque pour aucune autre corporation, société ou personne ;

Emettre des actions libérées, des obligations ou des débetures en paiement total ou partiel du prix d'acquisition de propriétés mobilières ou immobilières, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, de même qu'en paiement de services rendus, soit en rapport avec la formation de la compagnie, soit au cours de ses opérations ;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordonnances et règles, non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration et la règle générale des affaires et choses de la corporation et de ses membres, pour la discipline, la suspension et l'expulsion de ses membres, pourvu, cependant, que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, règles et ordonnances, selon que la corporation le jugera convenable ;

Se faire un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, de redevances annuelles, d'autres contributions et cotisations pour commodités et fournitures, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir différentes catégories de membres et déterminer leurs privilèges ;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerce se rattachant aux fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Le Club Regal Incorporé—The Regal Club, Incorporated", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
1363 ALEXANDRE DESMEULES.

in all its branches including the sale of beer, wine and other alcoholic beverages, in conformity with the provisions of the Quebec License Law, and also the sale of aerated, mineral and artificial waters and other beverages, and obtain a club or any other license for such purpose that may be deemed advantageous for the purposes of the undertaking ;

To acquire, receive, hold, lease, exchange and alienate the necessary and required moveables and immovables to attain the object of the company, and dispose of the said property in any manner ; to mortgage and encumber the immovables of the company and pledge the moveables of the said company ;

To purchase, lease, hold and acquire the property on shares, bonds or debentures of any corporation carrying on the same kind of business as the present company and to dispose thereof as the company may think fit ;

To subscribe for, accept, endorse and negotiate any bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments ;

To contract loans and assure the repayment of same in the manner determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing hypothec on all or part of the immovables of the company ;

To guarantee, go security for and become liable for the payment of promissory notes, bills of exchange, accounts and other obligations of any kinds for any other corporation, firm or person ;

To issue paid up shares, bonds or debentures in total or part payment for the purchase price of moveable or immovable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages that the company may lawfully acquire as also in payment for services rendered either in connection with the formation of the company or during the course of its operations ;

To adopt a constitution, make and enact by-laws, ordinances and rules not incompatible with the public laws of the Province of Quebec for the administration and internal management of the affairs and things of the corporation and of its members for the discipline, suspension and expulsion of its members, provided however that the corporation may from time to time amend, modify, repeal and change, in whole or in part, such constitution, rules and ordinances, as the corporation may think fit ;

To collect admission fees, annual dues and other contributions and assessments for commodities and furnitures, the use of any of the club property with power to classify the members and determine their privileges ;

To execute all the acts, exercise all the powers and carry out all the operations incidental to the attainment of the purposes for which the company is incorporated under the name of "Le Club Régat, Incorporé—The Regal Club, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Hull, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1364 Acting Assistant Provincial Secretary.

" Club Villeneuve, Limité ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-neuvième jour de mars 1920, constituant en corporation Henri Blackburn, manufacturier; Ernest Villeneuve, restaurateur; Donat Villeneuve, Honoré Villeneuve, commis; Olivier Villeneuve, journalier, tous de Hull, dans les buts suivants:

Dans le but de fournir à ses membres des moyens de distractions et d'amusement; de leur fournir une bibliothèque, des journaux, périodiques revues et autres; d'avoir tables de pool, de billards et autres amusements ordinairement en usage dans les clubs sociaux; d'établir et de maintenir pour les membres un lieu de réunion et de faire tous les actes nécessaires à cette fin sous le nom de "Club Villeneuve, Limité";

D'acquérir et posséder par voies d'achat ou autrement des biens mobiliers et immobiliers nécessaires à cette fin et les payer en argent ou en actions acquittées de la compagnie; vendre ou autrement aliéner ces biens mobiliers et immobiliers, en acquérir d'autres; emprunter des deniers, émettre des bonds, obligations, billets à ordre ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour les fins nécessaires dudit Club; et hypothéquer cesdits biens ou les donner en garantie pour les mêmes fins; donner des actions acquittées pour le paiement des services rendus audit club;

Faire tous règlements nécessaires pour la régie dudit club et la gouverne de ses actionnaires; relativement à la confiscation ainsi que pour toutes matières concernant l'ordre, la discipline et le bon gouvernement dudit club;

Obtenir une licence de club pour la vente des vins et bières et autres conformément aux dispositions de la loi des licences de la province de Québec et de ses amendements;

En un mot faire tous actes de nature à atteindre les fins ci-dessus, sous le nom de "Club Villeneuve, Limité", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1365 ALEXANDRE DESMEULES.

" Club Villeneuve, Limité ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of March, 1920, incorporating Henri Blackburn, manufacturer; Ernest Villeneuve, restaurant-keeper; Donat Villeneuve, Honoré Villeneuve, clerks; Olivier Villeneuve, laborer, all of Hull, for the following purposes:

For the purpose of providing its members with the means of distraction and amusement; of supplying them with a library, newspapers, periodicals, reviews and other; to have pool and billiard tables and other amusements ordinarily in use in social clubs; to establish and maintain a place of meeting for its members and perform any acts necessary for such purpose under the name of "Club Villeneuve, Limité";

To acquire and hold by way of purchase or otherwise the moveable and immoveable property necessary for such purpose and pay for same in cash or paid up shares of the company; to sell or otherwise alienate such moveable and immoveable property and acquire other; to borrow money, issue bonds, debentures, notes payable to order or other securities and give same as security or sell them for the necessary purposes of the said club; and hypothecate such said property or give same as security for the same purposes; to give paid up shares in payment, for services rendered to the said club;

To make any by-laws necessary for the management of the said club and the government of its shareholders, relatively to forfeiture and for any matters respecting order, discipline and proper regulation of the said club;

To obtain a club license for the sale of wine and beer and other in conformity with the provisions of the Quebec License Law and its amendments;

Finally to do any acts of a nature for attaining the hereinabove purposes, under the name of "Club Villeneuve, Limité", with total a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Hull, in the district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1366 Acting Assistant Provincial Secretary.

" The Rumanian Club, Limited ".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie loi des compagnies de Québec 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente-unième jour de mars 1920, constituant en corporation: Mike Romanuk, marchand; Alex Josseff, chauffeur; John Aurowen, journalier; Georgine Mettenchuck, voyageur, de la cité de Hull, P. Q., Nik Wasselenuk, épiciér, de la cité d'Ottawa, P. O., pour les fins suivantes:

Procurer à ses membres les moyens de se récréer, de cultiver leur esprit et de délasser leur corps;

Fonder, tenir et gérer un club pour la commodité des membres de la compagnie, se procurer une maison de club et généralement donner auxdits membres de la compagnie tous privilèges, avantages, les commodités et le confort d'un cercle;

Créer des installations de salons de coiffeurs,

" The Rumanian Club, Limited ".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March 1920, incorporating: Mike Romanuk, merchant, Alex Josseff, chauffeur, John Aurowen, laborer, Georgine Mettenchuck, traveller, of the city of Hull P.Q., Nik Wasselenuk grocer, of the city of Ottawa, P. O. for the following purposes:

Procure to its members means recreation and of instruction for the intelligence of and of exercise for the body;

To create maintain and manage a Club for the convenience of the members of the Company, procure a Club-house and generally give the said members of the company all the privileges, advantages, conveniences and comfort of a club;

To make use of the installations for barber

des salles de billard, de pool et des jeux de quilles, des dépôts de journaux, périodiques et autres publications, des magasins de cigars, cigarettes, tabacs et bonbons ;

Exercer généralement le commerce de restaurants, sous toutes ses formes, avec vente de bières, vins et autres boissons alcooliques, en conformité de la législation provinciale de Québec, avec aussi des eaux gazeuses, minérales, artificielles et d'autres breuvages semblables, obtenir aussi à ces fins une licence de club, ou aucune autre licence avantageuses aux objets de l'entreprise ;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger et aliéner la propriété mobilière et immobilière nécessaire pour atteindre le but de la compagnie, disposer aussi de ladite propriété d'aucune manière quelconque ; hypothéquer et grèver la propriété immobilière corporative et engager la propriété mobilière de ladite compagnie ;

Acheter, louer, détenir et acquérir toutes les entreprises semblables à celle que la compagnie se propose de conduire ;

Acquérir et posséder des actions, obligations et débetures de toutes les corporations exerçant les mêmes affaires que la présente compagnie, en disposer aussi comme la compagnie le jugera à propos ;

Souscrire, accepter, endosser et négocier des lettres de change, billets promissoires, chèques et autres instruments négociables ;

Contracter des prêts et en garantir le paiement de la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et spécialement par émission de débetures et d'obligations comportant hypothèques sur la totalité ou aucune partie des biens immeubles de la compagnie ;

Garantir, s'engager et se porter responsables du paiement de tous billets promissoires, lettres de change, comptes ou autres obligations quelconques, pour aucune corporation, société ou personne ;

Emettre des actions, obligations ou débetures libérées en paiement intégral ou partiel du prix d'acquisition de biens meubles et immeubles, de droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, en paiement aussi des services rendus en rapport avec la formation de la compagnie, ou dans le cours ordinaire de ses opérations ;

Adopter une constitution, faire et édicter des règlements, ordres et règles non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec, pour l'administration et la gestion des affaires de la corporation et de ses membres, relatif à la discipline, à la suspension et expulsion des membres, autoriser les directeurs à s'objecter au transfert des actions de la corporation ; pourvu cependant que la corporation puisse de temps à autre amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie cette constitution, ces règlements, ordonnances et règles, selon que la corporation le jugera à propos ;

Créer un revenu au moyen d'honoraires d'entrée, droits annuels, autres contributions et cotisations pour l'accommodation et l'ameublement, l'usage d'aucune propriété du club, avec pouvoir d'établir diverses catégories de meubles et de déterminer leurs privilèges ;

Accomplir tous actes, exercer tous pouvoirs et commerces pertinents aux objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "The Rumanian Club, Limited", avec un capital total de deux mille piastres

shops, billiard, pool and bowling rooms, news papers and other periodic publications stands, cigars, cigarettes, tobaccos, and candy stores ;

To carry on the trade of restaurant in general and in all its branches, comprising the sale of beer, wines and other alcoholic beverages, in conformity with the laws of the Province of Quebec, also gaseous, mineral, artificial waters and other like beverages, and to obtain for such purposes, a club license or any other license advantageous for the purposes of the enterprise ;

To acquire, receive possess, rent, exchange and alienate the necessary moveable and immovable property required to attain the object of the company and to dispose of said property, in any manner whatever ; to mortgage and effect the immovable property of the company and to pledge the moveable property of the said company ;

To buy, rent, detain and acquire all enterprise similar to the one which the company proposes to carry on

Acquire and possess actions, bonds and debentures of all corporations carrying on the same business as the present company and to dispose of such as the company may deem fit ;

To subscribe, accept endorse and negotiate all bills of exchange, promissory notes, checks and other negotiable effects ;

To make loans and to assure the payment thereof in the manner to be determined by the directors of the company and in particular by the emission of debentures and obligations bearing mortgages upon all or every part of the immovable properties of the company ;

To guarantee, pledge and hold itself responsible for the payment of all promissory notes, bills of exchange, accounts or other obligations whatsoever for any other corporation, partnership or person ;

Emitt liberated shares, obligations or debentures in total or partial payment of the price of acquisition of moveable and immovable properties, of rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company might legally acquire, as well as in payment for services rendered either with regard to the formation of the company or in due course of its operations ;

To adopt a constitution make and edite by-laws orders and rules non-incompatible with the laws of public order of the province of Quebec for the administration and the general management of the affairs of the corporation and of its members, for the discipline, the suspension and expulsion, of its members to authorize the directors to object themselves to the transfer of the actions of the corporation ; provided however that the corporation might from time to time amend modify, abrogate and change in whole or in part that constitution, those by-laws, rules and orders as the corporation shall deem fit ;

To create a revenue by means of entry fees, annual charges other contributions and cotisations for commodities and furnitures, the use of any property of the club, with power to establish different categories of members and to determine their privileges ;

Accomplish all acts, exercise every power and business belonging to the objects for which the company is constituted into corporation under the name of "The Rumanian Club, Limited", with a total capital stock of two thousand dollars

(\$2,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de quatre piastres (\$4.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité et le district de Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, de Québec, ce trente-un^{ème} jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire-suppléant de la province,
1435 ALEXANDRE DESMEULES.

(\$2,000.00) divided into five hundred (500) shares of four dollars (\$4.00) each.

The head office of the company, will be in the city and district of Hull.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1436 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes supplémentaires

The Chinic Hardware Company.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trente-et-unième jour de mars 1920, à "The Chinic Hardware Company", augmentant le capital de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00), à trois cent mille piastres (\$300,000.00), le capital additionnel étant divisé en mille cinq cents (1,500) action de cent piastres (\$100.00).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour de mars 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1375 ALEXANDRE DESMEULES.

Supplementary Letters Patent

The Chinic Hardware Company.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1920, increasing the capital of "The Chinic Hardware Company", from one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00), to three hundred thousand dollars (\$300,000.00), the additional capital being divided into one thousand five hundred (1,500) shares of one hundred dollars (\$100.00).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1376 Acting Assistant Provincial Secretary.

Département de l'instruction publique

1028-19.

Québec, 7 avril 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 6 avril 1920, de détacher :

1. De la municipalité scolaire de Témiscamingue-Nord, comté de Témiscamingue, le lot No 378, rang 1, et les lots Nos 589 à 612, rang Nédélec, du cadastre officiel de la paroisse de Nédélec, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Nédélec, même comté ;

2. De la municipalité scolaire de Nédélec, comté de Témiscamingue, les lots Nos 492 à 496, rang III, et 485 à 488, rang II, du cadastre officiel de la paroisse de Nédélec, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Témiscamingue-Nord, même comté.

1393

2245-19.

Québec, 7 avril 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 6 avril 1920, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Thomas-d'Aquin, comté de Saint-Hyacinthe, les lots Nos 1234 du plan cadastral de la paroisse de Saint-Hyacinthe, côté sud du chemin, jusqu'au lot No 1247 ; les lots Nos 1248, côté nord du chemin, jusqu'au lot No 1257a du même plan cadastral, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de La-Présentation, même comté.

1395

768-16

Québec, 7 avril 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en Conseil, par arrêté ministériel en date du 6 avril 1920, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Barnabé, comté de Saint-

1028-19.

Québec, 7th April, 1920.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 6th of April, 1920, to detach :

1. From the school municipality of Temiscamingue-North, county of Temiscamingue, the lot No. 378, range I, and the lots Nos. 589 to 612, Nedelec range, of the official cadastre of the parish of Nedelec, and to annex all the said territory to the school municipality of Nedelec, same county ;

2. From the school municipality of Nedelec, county of Temiscamingue, the lots Nos. 492 to 496, range III, and 485 to 488, range II, of the official cadastre of the parish of Nedelec, and to annex all the said territory to the school municipality of Temiscamingue-North, same county.

1394

2245-19.

Québec, 7th April, 1920.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council, dated the 6th April, 1920, to detach from the school municipality of Saint-Thomas-d'Aquin, county of Saint-Hyacinthe, the lots Nos. 1234 of the cadastral plan of the parish of Saint-Hyacinthe, south side of the road, to the lot No. 1247 ; the lots Nos. 1248 north side of the road, to the lot No. 1257a of same cadastral plan, and to annex all the above territory to the school municipality of La-Présentation, same county.

1396

768-16.

Québec, 7th April, 1920.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, by Order in Council dated the 6th April, 1920, to detach from the school municipality of Saint-Barnabé, county of Saint-Maurice, the

Maurice, les lots Nos 574 et 575 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-des-Grès, et de les annexer à celle de Saint-Etienne-des-Grès, même comté.

1397

lots Nos. 574 and 575 of the official cadastre of the parish of Saint-Etienne-des-Grès, and to annex them to that of Saint-Etienne-des-Grès, same county.

1398

2522-15

Québec, 7 avril 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 avril 1920, de détacher de la municipalité scolaire d'Authier, comté de Témiscamingue, le lot No 49 de chacun des rangs II et III du canton de Royal-Roussillon et d'annexer ces lots à la municipalité scolaire de Royal-Roussillon, même comté.

1427

2522-16.

Quebec, 7th April, 1920.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated the 6th of April, 1920, to detach from the school municipality of Authier, county of Temiscamingue, the lot No. 49 of each of the ranges II and III of the township of Royal Roussillon, and to annex the said lots to the school municipality of Royal Roussillon, same county.

1428

200-18.

Québec, 7 avril 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 avril 1920, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Aimé, comté de Richelieu, les lots Nos 583 à 601, inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé et de les annexer à celle de Saint-Louis-de-Bonsecours, même comté.

1429

200-18.

Quebec, 7th April, 1920.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated the 6th of April, 1920, to detach from the school municipality of Saint-Aimé, county of Richelieu, the lots Nos. 583 to 601 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint-Aimé, and to annex them to that of Saint-Louis-de-Bonsecours, same county.

1430

143-19.

Quebec, 7 avril 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 avril 1920, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Pierre-de-Durham, comté de Drummond, le lot No 18 et les subdivisions 568, 569 et 570 du 7ème rang de l'Avenir et de les annexer à celle de Durham-Sud (Saint-Fulgence), même comté.

1431

143-19.

Quebec, 7th April, 1920.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council dated the 6th of April, 1920, to detach from the school municipality of Saint-Pierre-de-Durham, county of Drummond, the lot No. 18 and the subdivisions 568, 569 and 570 of the 7th range of l'Avenir, and to annex them to that of Durham-South (Saint-Fulgence), same county.

1432

197-17.

Québec, 7 avril 1920.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 6 avril 1920, de détacher de la municipalité scolaire de Laffèche, comté de Champlain, les lots Nos 548 à 557 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Stanislas et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Stanislas, même comté.

1433

197-17.

Quebec, 7th April, 1920.

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased by Order in Council dated the 6th of April, 1920, to detach from the school municipality of Laffèche, county of Champlain, the lots Nos 548 to 557 inclusively of the official cadastre of the parish of Saint Stanislas, and to annex them to the school municipality of Saint-Stanislas same county.

1434

Ministère de l'agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant l'organisation des cercles agricoles des municipalités de East-Angus (Compton) et Stanbridge (Missisquoi).

Avis est par le présent donné que le ministre de l'agriculture autorise l'organisation de deux nouveaux cercles agricoles dans les comtés de Compton et Missisquoi. Le premier portera le nom de "Cercle agricole de la municipalité de East-Angus" (Compton), et le second "Cercle agricole de la municipalité de Stanbridge" (Missisquoi). Ces cercles sont présentement constitués en corporations, conformément à la loi des cercles agricoles (articles 1859 et suivants).

Québec, ce 8ième jour d'avril 1920.

Le sous-ministre de l'agriculture,
1425 J.-ANTONIO GRENIER.

Department of Agriculture

PUBLIC NOTICE

Respecting the organization of the former's clubs of the municipalities of East Angus (Compton) and Stanbridge (Missisquoi).

Notice is hereby given that the Minister of Agriculture authorizes the organization of two new farmers' clubs in the counties of Compton and Missisquoi, the first under the name of Farmers' Club of the municipality of East Angus (Compton), and the second "Farmers' Club of the municipality of Stanbridge" (Missisquoi). These clubs are presently incorporated, pursuant to the law respecting farmers' clubs (articles 1859 and following).

Quebec, this 8th day of April, 1920.

J. ANTONIO GRENIER,
1426 Deputy Minister of Agriculture.

Avis divers

Miscellaneous Notice

Je certifie, par les présentes, que, à une assemblée générale spéciale des actionnaires de "Clarke Helme Loomis, Limited", tenue au bureau de la compagnie, 59 rue Saint-Pierre, à Montréal, Qué., le mercredi, le 10 mars 1920, avis régulier de cette assemblée ayant été donné à chacun des actionnaires, suivant les règlements de la compagnie, assemblée à laquelle 196 actions du total de 200 actions en vigueur, étaient représentées par leur détenteur ou procureur d'icelui, le règlement suivant adopté par les administrateurs, qui est le règlement No 20 ; règlement pour augmenter le nombre des directeurs à sept, et amendement au règlement No 5 des règlements de la compagnie en conséquence, a été unanimement adopté par le vote de tous les actionnaires présents à ladite assemblée ;

REGLEMENT NO 20

"Le nombre des directeurs de la compagnie est par le présent porté à sept, et le règlement No 5 des règlements de la compagnie est aux présentes amendé pour se lire :

REGLEMENT NO 5

"Le conseil d'administration de la compagnie se composera de sept actionnaires qui agiront pendant une année et jusqu'à l'élection de leurs remplaçants.

Pour être qualifié à agir comme administrateur, un actionnaire doit posséder cinq actions ou plus du capital corporatif en pleine et absolue propriété.

En foi de quoi j'ai signé comme secrétaire de la "Clarke Helme Loomis, Limited", et apposé le sceau corporatif de ladite compagnie, le 29 mars 1920.

Le secrétaire,
ROBERT J. HEWTON.

1423

I hereby certify that at a duly called special general shareholders' meeting of the Clarke Helme Loomis, Limited, held at the office of the company, 59 Saint-Peter street, Montreal, Quebec, on Wednesday, March 10th, 1920, proper notice of which meeting was given to each and every shareholder as required by the by-laws of the company, and at which meeting 196 shares of the total outstanding 200 shares, was represented in person or by proxy, the following by-law enacted by the directors being by-law No. 20 ; a by-law to increase the number of directors to seven and to amend by-law No. 5 of the company's by-laws accordingly, was unanimously adopted by the vote of all the shareholders present at said meeting :

BY-LAW NO. 20.

"The number of the company's directors is hereby increased to seven and by-law No. 5, of the company's by-laws is hereby amended to read :

BY-LAW NO. 5.

"The board of directors of the company shall consist of seven shareholders who shall hold office for one year and until their successors shall be elected ;

To be qualified to act as a director a shareholder must hold five shares or more of the capital stock of the company as his or her absolute property.

In witness whereof I have hereunto set my hand as secretary of Clarke Helme Loomis, Limited, and affixed the corporate seal of said company, the 29th day of March, 1920.

ROBERT J. HEWTON,
Secretary.

1424

MOUNT ROYAL HOUSING COMPANY, LIMITED.

Avis est par les présentes donné qu'application a été faite par "Mount Royal Housing Company, Limited", pour la permission d'abandonner les lettres patentes et lettres patentes supplémentaires qui lui ont été accordées par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, et datées respectivement le vingt-huit mai mil neuf cent dix-neuf et le vingt mars mil neuf cent vingt.

1439

MOUNT ROYAL HOUSING COMPANY LIMITED.

Notice is hereby given that application has been made by "Mount Royal Housing Company, Limited", for leave to surrender the letters patent and supplementary letters patent to it granted by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, and dated respectively the twenty-eighth of May, nineteen hundred and nineteen and the twentieth of March, nineteen hundred and twenty.

140

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies authorized to do business

La compagnie "P. F. Collier & Son Distributing Corporation" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

The company P. F. Collier & Son Distributing Corporation has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. D. W. Donaldson, de Montréal.

Québec, 31 mars 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1415 ALEXANDRE DESMEULES.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. D. W. Donaldson, of Montreal.

Quebec, 31st March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1416 Acting Assistant Provincial Secretary.

La compagnie "Rapid Electrotpe Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. G. Gordon Hyde, de Montréal.

Québec, 31 mars 1920.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
1417 ALEXANDRE DESMEULES.

The company Rapid Electrotpe Company, Limited, has been authorized to do business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the law of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the law known in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. G. Gordon Hyde, of Montreal.

Quebec, 31st March, 1920.

ALEXANDRE DESMEULES,
1418 Acting Assistant Provincial Secretary.

Faillite—avis de

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure. *In re* : Odilon Gagnon, 1167 Sainte-Catherine-Est, Montréal, insolvable.

Avis est donné par les présentes que le 7ième jour d'avril 1920 le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers dudit insolvable sont requis de filer leurs réclamations à mon bureau, 83 rue Craig-Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis, s'ils ne l'ont déjà fait.

Le curateur,

VINCENT LAMARRE.

Bureau : 820 édifice "Power".

Montréal, 7 avril 1920.

1411

Canada, province de Québec, district de Roberval, Cour supérieure. *Re* : Adélard Plourde & Cie, marchand, Métabetchouan, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers le 1er avril 1920, et le soussigné a été nommé gardien provisoire.

Le gardien provisoire,

J.-P.-E. GAGNON.

Bureau : 44 rue Dalhousie.

Bâtisse de "Canada Steamship Lines, Ltd."
Québec, 7 avril 1920.

1413

In re : Alfred Lemieux, de Lévis, épiciier, insolvable.

Avis est par le présent donné que ledit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, et les soussignés ont été nommés gardiens provisoires.

Québec, 8 avril 1920.

Les gardiens provisoires,

LEFAIVRE & GAGNON.

Bureaux : 147 Côte de la Montagne,

Edifice "Bossé", Québec.

1437

Notice of Bankruptcy

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court. *In re* : Odilon Gagnon 1167 Sainte-Catherine street East, Montreal, insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th day of April, 1920, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claims at my office, 83 Craig street West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE,

Curator.

Office : 820 "Power" bldg.

Montreal, 7th April, 1920.

1412

Canada. Province of Quebec, district of Roberval, Superior Court. *Re* : Adélard Plourde & Co., merchant, Metabetchouan, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors on the 1st of April, 1920, and the undersigned has been appointed provisional guardian.

J. P. E. GAGNON,

Provisional guardian.

Office : 44 Dalhousie street,

Canada Steamship Lines, Ltd." building.
Quebec, 7th April, 1920.

1414

In re : Alfred Lemieux, of Lévis, merchant, insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, and the undersigned have been appointed provisional guardians.

Quebec, 8th April, 1920.

LEFAIVRE & GAGNON,

Provisional guardians.

Offices : 147 Mountain Hill,

"Bossé" bldg, Quebec.

1438

Vente par encan

Province de Québec,
District de Saguenay.

Avis public est par le présent donné que le VINGTIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt, à DIX heures de l'avant-midi, je procéderai en la salle publique de Les-Eboulements, à la vente par encan, de meubles et effets mobiliers et immobiliers par moi saisis en cette cause, appartenant à François Simard, de Les-Eboulements et maintenant de lieux inconnus, consistant en une maison et une étable et d'un emplacement de cent pieds de profondeur sur cinquante pieds de front, connu et désigné sous le No 282 du cadastre de Les-Eboulements.

Donné à Saint-Irénée, ce huitième jour d'avril 1920.

1441-15-2 FRANÇOIS GAUTHIER,
H. C. S.

Auction Sale

Province of Quebec,
District of Saguenay.

Public notice is hereby given that on the TWENTIETH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty, at TEN o'clock in the forenoon, I will sell at public auction, in the public hall of Les-Eboulements, the moveables and moveable effect and immoveables seized in this cause, belonging to François Simard, of Les-Eboulements and now of parts unknown, consisting of a house and stable and one emplacement of one hundred feet in depth by fifty feet in front, known and designated under the No. 282 of the cadastre of Les-Eboulements.

Given at Saint-Irénée, this eighth day of April, 1920.

1442-15-2 FRANÇOIS GAUTHIER,
B. S. C.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 15.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

Dme Caisse vs Duclos.....	919
" Casgrain vs Bédard.....	918
" Couillard vs Lefebvre.....	919
" Davidson vs Gervais.....	919
" Gadreau vs Grégoire.....	919
" Goldberg vs Schwartz.....	918
" Lajeunesse vs Gaston dit Lacette.....	919
" Pfeffer vs Rachback.....	918
" Samson vs Savard.....	918
" Scott vs Jordan.....	918

ANNONCEURS :—Avis aux :—..... 911

ARRÊTÉS EN CONSEIL :—

Amendement à la loi de la chasse de Québec.....	941
Tarif des droits et honoraires pour lettres patentes.....	941

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE :—

Quebec Central Railway.....	920
-----------------------------	-----

AVIS DIVERS :—

Clarke, Helme Loomis, Ltd.....	959
Corporation d'Energie de Montmagny... ..	920
Mount Royal Housing Coy., Ltd.....	959

AVIS DU BUREAU CHEF :—

La Fonderie de Lévis, ltée.....	921
---------------------------------	-----

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES :—

P. F. Collier & Son, Distributing Corp... ..	959
The Coy Rapid Electrotpe Coy, Ltd....	960

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :—

Lots paroisse Nédélec à mun. scol. Nédélec.....	957
Lots paroisse Saint-Hyacinthe à mun. scol. La Présentation.....	957
Lots paroisse Saint-Etienne-des-Grès à Saint-Etienne-des-Grès.....	957

Index of the Quebec Official Gazette, No 15.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :—

Dme Caisse vs Duclos.....	919
" Casgrain vs Bédard.....	918
" Couillard vs Lefebvre.....	919
" Davidson vs Gervais.....	919
" Gadreau vs Grégoire.....	919
" Goldberg vs Schwartz.....	918
" Lajeunesse vs Gaston dit Lacette.....	919
" Pfeffer vs Rachback.....	918
" Samson vs Savard.....	918
" Scott vs Jordan.....	918

ADVERTISERS :—Notice to :—..... 911

ORDERS IN COUNCIL :—

Amendment to the Quebec Game laws... ..	940
Tariff of dues and fees for letters patent . .	941

ANNUAL GENERAL MEETING :—

Quebec Central Railway.....	920
-----------------------------	-----

MISCELLANEOUS NOTICES :—

Clarke, Helme Loomis, Ltd.....	959
Corporation d'Energie de Montmagny... ..	920
Mount Royal Housing Coy., Ltd.....	959

NOTICE OF HEAD OFFICE :—

The Levis Foundry, Ltd.....	921
-----------------------------	-----

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS :—

P. F. Collier & Son, Distributing Corp... ..	959
The Coy Rapid Electrotpe Coy, Ltd....	960

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION :—

Lots parish Nédélec to school mun. Nédélec.....	957
Lots parish Saint Hyacinthe to school mun. La Présentation.....	957
Lots parish Saint-Etienne-des-Grès to Saint-Etienne-des-Grès.....	957

Lots paroisse Saint-Stanislas à mun. scol. Saint-Stanislas.....	958
Lots 7e rang de l'Avenir à Durham-Sud..	958
Lots mun. scol. Saint-Aimé à Saint-Louis-de-Bonsecours.....	958
Lot canton Royal-Roussillon à mun. scol. Royal-Roussillon.....	958

Lots parish Saint-Stanislas to school mun. Saint-Stanislas.....	958
Lots 7th range of l'Avenir to Durham South.....	958
Lots school mun. Saint-Aimé to Saint-Louis-de-Bonsecours.....	958
Lot township Royal-Roussillon to school mun. Roual-Roussillon.....	958

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR :—

La Prévoyance.....	916
The Dominion of Canada Guarantee & Accident Coy.....	916
The General Animals Insurance Coy of Canada.....	916
The Palatine Insurance Coy, Ltd.....	915
The Royal Indemnity Coy.....	916
The Workmen's Circle.....	917
The Workmen's Circle.....	917

TREASURY DEPARTMENT :—

La Prévoyance.....	916
The Dominion of Canada Guarantee & Accident Coy.....	916
The General Animals Insurance Coy of Canada.....	916
The Palatine Insurance Coy, Ltd.....	915
The Royal Indemnity Coy.....	916
The Workmen's Circle.....	917
The Workmen's Circle.....	917

ERRATUM :—

Page 872, 3 avril 1920, Nos 1287-88.....	921
--	-----

ERRATUM :—

Page 872, 3rd April, 1920, Nos. 1287-88..	921
---	-----

FAILLITE—AVIS DE :—

Alix, nom. curateur.....	921
Crown Cyle Motor Co.....	922
Dubé & Cie, nom. curateur.....	921
Dubord, nom. curateurs.....	922
Gagnon, nom. curateur.....	960
Lemieux, cession.....	960
Plourde & Cie, cession.....	960
Vigneault, cession.....	921

BANKRUPT NOTICES :—

Alix, curators' appt.....	921
Crown Cyle Motor Co.....	922
Dubé & Cie, curators' appt.....	921
Dubord, curators' appt.....	922
Gagnon, curator's appt.....	960
Lemieux, assignment.....	960
Plourde & Cie, assignment.....	960
Vigneault, assignment.....	921

LETTRES PATENTES :—

Belair Tire Setter Coy, Ltd.....	948
Club Villeneuve ltée.....	955
Continental Club, Incorp.....	952
Le Club Hull, ltée.....	949
Le Club Régat, incorp—The Regal Club, Incorp.....	953
Mount Royal Housing Coy, Ltd.....	912
New Mamonides Club, Incorp.....	952
Select Montreal Theatres, ld.....	950
The Rumanian Club, Ltd.....	955
The Standard Waterproof Clothing, Ltd..	914

LETTERS PATENT :—

Belair Tire Setter Coy, Ltd.....	948
Club Villeneuve ltée.....	955
Continental Club, Incorp.....	952
Le Club Hull, ltée.....	949
Le Club Régat, incorp—The Regal Club, Incorp.....	953
Mount Royal Housing Coy, Ltd.....	912
New Mamonides Club, Incorp.....	952
Select Montreal Theatres, Ltd.....	950
The Rumanian Club, Ltd.....	955
The Standard Waterproof Clothing, Ltd..	914

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES :—

The Chinic Hardware Coy.....	957
------------------------------	-----

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—

The Chinic Hardware Coy.....	957
------------------------------	-----

LIQUIDATION :—

Holmes Hogue, Ltd.....	925
Summerlea Land Co.....	922
The Canada Stove & Foundry Coy, Ltd...	923

WINDING UP :—

Holmes Hogue, Ltd.....	925
Summerlea Land Co.....	922
The Canada Stove & Foundry Coy, Ltd...	923

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE :—

Coopérative centrale des agriculteurs de Québec.....	917
Cercle agricole de la municipalité de East-Angus.....	958
Cercle agricole de la municipalité de Stanbridge.....	958

DEPARTMENT OF AGRICULTURE :—

Coopérative centrale des agriculteurs de Québec.....	917
Farmer's Club of the municipality of East-Angus.....	958
Farmers' Club of the municipality of Stanbridge.....	958

MINUTES DE NOTAIRE :—

Demande par M. Augustin Gingras.....	927
Demande par M. Edouard Biron.....	928
En faveur de M. Ernest Lebrun.....	927
En faveur de M. Jos.-Wilfrid Gilbert.....	927
En faveur de M. J.-Donat-Salomon Tremblay.....	927
En faveur de M. Jean-Benjamin Latour..	927

NOTARIAL MINUTES :—

Application by Mr. Augustin Gingras....	927
Application by Mr. Edouard Biron.....	928
In favor of Mr. Ernest Lebrun.....	927
In favor of Mr. Jos. Wilfrid Gilbert.....	927
In favor of Mr. J. Donat Salomon Tremblay.....	927
In favor of Mr. Jean Benajamin Latour..	927

NOMINATION :—

Commissaire d'écoles : — Saint-Léon-de-Westmount..... 940

ORDRE DE COUR :—

Canadian Oil Co. vs Brouillard *et al.*..... 928

PROCLAMATIONS :—

Canton Talon..... 946

Cour du banc du Roi, Arthabaska..... 945

Municipalité du village de Saint-Jean-de-Boischatel..... 944

SOUMISSIONS :—

Cité de Sherbrooke..... 928

VENTE PAR ENCAN :—

Canadian Express Coy..... 929

François Simard..... 961

Par fidéicommissaire..... 929

VENTES PAR LICITATION :—

Barré vs Barré *et al.*..... 930

Powers vs Powers *et al.*..... 930

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES :—

Ville Saint-Michel..... 931

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—

BEAUCE :—

Chabot vs Martel..... 933

BEAUHARNOIS :—

Innes vs Dme Lebœuf *ès-nom. esql.*..... 934

Lebire, failli..... 933

CHICOUTIMI :—

Villeneuve vs Lapointe..... 934

KAMOURASKA :—

Théberge vs Levasseur..... 934

MONTRÉAL :—

Bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Montréal vs Lane..... 935

Côté vs Dme Lord..... 936

La cité de Maisonneuve vs Luckram *et vir.*..... 935

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Berthiaume..... 937

Les commissaires d'écoles de la municipalité de Westmount vs Sunnyside Realities, Ltd. 937

QUÉBEC :—

La cité de Québec vs Robitaille..... 938

TERREBONNE :—

Cyt vs Debray *et al.*..... 938

TROIS-RIVIÈRES :—

Lebouillier, fils vs Massicotte, fils..... 940

Succession Ducharme..... 939

Vermette (Dme) *et vir* vs Gélinas..... 939

APPOINTMENT :—

School commissioner : — Saint-Léon-de-Westmount..... 940

RULE OF COURT :—

Canadian Oil Co. vs Brouillard *et al.*..... 928

PROCLAMATIONS :—

Township Talon..... 946

Court of King's Bench, Arthabaska..... 945

Municipality of the village of Saint-Jean-de-Boischatel..... 944

TENDERS :—

City of Sherbrooke..... 928

AUCTION SALES :—

Canadian Express Coy..... 929

François Simard..... 961

By trustee..... 929

SALE BY LICITATION :—

Barré vs Barré *et al.*..... 930

Powers vs Powers *et al.*..... 930

SALE FOR MUNICIPAL TAXES :—

Town Saint-Michel..... 931

SHERIFFS' SALES :—

BEAUCE :—

Chabot vs Martel..... 933

BEAUHARNOIS :—

Innes vs Dme Lebœuf *ès-nom. esql.*..... 934

Lebire, insolvent..... 933

CHICOUTIMI :—

Villeneuve vs Lapointe..... 934

KAMOURASKA :—

Théberge vs Levasseur..... 934

MONTREAL :—

Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal vs Lane..... 935

Côté vs Dme Lord..... 936

The city of Maisonneuve vs Luckram *et vir.*..... 935

Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Berthiaume..... 937

The School Commission of the municipality of Westmount vs Sunnyside Realities, Ltd. 937

QUÉBEC :—

The city of Quebec vs Robitaille..... 938

TERREBONNE :—

Cyt vs Debray *et al.*..... 938

THREE RIVERS :—

Lebouillier, jnr vs Massicotte, jnr..... 940

Estate Ducharme..... 939

Vermette (Dme) *et vir* vs Gélinas..... 939

